

Le ministère des Affaires étrangères réagit

POLÉMIQUE SUR LA PRISE EN CHARGE DU DOSSIER DES HARRAGA

P.2

Iftar



Alger : 18h56
Constantine : 18h42
Oran : 19h11

Le Quotidien

Edition Nationale d'Information

D'ORAN

Imsak



Alger : 04h55
Constantine : 04h42
Oran : 05h13

L'Actualité
Autrement Vue

ERRIKA ! ERRIKA ! CE SONT LES TABLIERS !

BOUDAUD MOHAMED

Un système éducatif sans âme !

MOHAMED MEBOUL

LES RYTHMES SCOLAIRES À L'ÉPREUVE DU NOUVEAU WEEK-END

M. HANDALA

Week-end,
la réforme
n'a pas eu lieu

MAHAMMED NASR-EDDINE KORICHE

Omar et Fatima
vont à l'école !

ALI BRAHIMI

A la recherche
de l'université perdue

MOHAMMED GUÉTARNI



Des effets d'une crise

ABED CHAREF



Agriculture :
yes we can !

FAROUK ZAH

Les modalités
pratiques
d'application de
l'article 66 de la
loi de finances
complémentaire
pour 2009

BOUTER KHÉLIFA



Hortefeux, le cochon
et l'identité française

AKRAM BELKAÏD

Les mendiants

AHMED SAÏFI BENZIANE



Comment mettre fin
à la politique de relâchement
budgétaire et monétaire

NOURIEL ROUBINI

Professeur d'économie à la Stern School
of Business de l'université de New York



Réinventer la théorie
économique

ROBERT J. SHILLER

Enseigne l'économie à l'université de Yale
et est économiste en chef de MacroMarkets LLC



ALLIANCE Assurances vous souhaite

AÏD MOUBAREK

www.allianceassurances.com

ليانس للتأمينات
الجزائر



**LE COUP DE FOLIE
DU DIRECTEUR MARKETING !!!**

Pendant le mois
de Ramadhan



30 JOURS - 30 VOITURES !

mobilis, et que chacun parle.

CHAQUE JOUR, ENVOYEZ «207» AU 800
ET, CHAQUE JOUR, TENTEZ DE GAGNER
UNE 207 TOUTES OPTIONS !



L'ambassadeur de France en visite à Tlemcen Les visas, la loi de finances et la francophonie



M. Xavier Driencourt, ambassadeur de France en Algérie, a effectué hier mercredi une visite à Tlemcen. C'est au Centre culturel français de Tlemcen que le diplomate a été reçu par M. Sylvain Treuil, directeur du CCF, et qu'il a rencontré la presse locale. M. Driencourt précisera qu'il est venu dans la capitale des Zianides, d'abord, pour une visite de la ville et de quelques infrastructures, notamment le CCF, mais aussi pour un entretien avec le wali de Tlemcen sur le développement de la wilaya et le soutien du dynamisme de la wilaya et les efforts consentis pour son épanouissement. L'ambassadeur de France aura aussi un entretien avec M. Ghouali, recteur de l'université de Tlemcen.

Le jumelage et les accords de coopération entre les universités de Tlemcen et Montpellier ont été, à cette occasion, à l'ordre du jour.

A propos des thèmes dits bilatéraux et des relations diplomatiques, l'ambassadeur a déclaré que « nous avons des visites régulières de hauts fonctionnaires, de ministres et de délégués. Les relations sont très riches avec des échanges de part et d'autre dans tous les domaines (économique, commercial, scientifique et surtout humain). D'ailleurs, M. Kouchner et son homologue, M. Medelci, vont se rencontrer la semaine prochaine lors de l'Assemblée générale de l'ONU ».

M. Xavier Driencourt rappellera qu'il y a actuellement plus de 4 millions de Français d'origine algérienne et qu'il y a très peu de pays avec lesquels nous avons des échanges aussi multiples. « Il faut voir aussi le nombre de magistrats et de médecins qui viennent en France pour des stages et qui repartent dans leur pays. J'ai moi-même été pris en charge, dira-t-il, par un médecin algérien dans un

hôpital français. J'en suis totalement satisfait ». A propos des visas, le diplomate français parlera de 140 à 150.000 visas délivrés chaque année, avec 40% de visas de circulation de 3 ans qui font réduire mécaniquement le nombre de dossiers, sans compter un certain nombre d'Algériens qui ont la double nationalité. « Cependant, il n'existe toujours pas de visa de circulation du côté algérien pour nos industriels français et ce n'est pas toujours simple pour eux, eux qui doivent se déplacer plusieurs fois dans l'année vers votre pays ». Concernant la loi de finances complémentaire (LFC), M. l'ambassadeur n'en voit pas encore l'impact économique commercial sur les investissements et les entreprises. « Il faut patienter vers la fin de l'année pour pouvoir en parler. Le gouvernement algérien a très peur d'entrer dans le cycle économique très difficile des importations avec la baisse du pétrole et ce n'est pas à nous, Français, d'en juger les bien-fondés. On verra dans quelques mois avec la visite du Medef dans la région ».

M. Xavier Driencourt dira, par ailleurs, que « nous avons un grand rôle à jouer au plan culturel. Nous visons un public d'étudiants et essayons d'établir des passerelles entre l'université et les CCF. C'est l'une de nos grandes réflexions. Comme avec l'Espagne et la Grande-Bretagne, nous sommes une présence culturelle importante. Nous mettons beaucoup de moyens et d'argent pour développer la présence culturelle à l'étranger. Je suis frappé par le dynamisme de la langue en Algérie. Maîtriser deux langues est une richesse formidable et la langue française ouvre une porte sur le monde de la francophonie, même si l'Algérie ne veut pas se mettre dans une structure étiquetée. Mais faire partie de la famille qui utilise cette langue, c'est autre chose ».

Les 1er et 2 Choual chômés et payés

A l'occasion de l'Aïd El-Fitr, les journées du 1er et 2ème Choual 1430 de l'Hégire sont chômées et payées pour l'ensemble des personnels des institutions et administrations publiques, y compris les personnels payés à l'heure ou à la journée, indique mercredi la Direction générale de la Fonction publique dans un communiqué. Toutefois, les personnes exerçant en travail posté sont tenues d'assurer la continuité du service, précise la même source.

Le ministère des Affaires étrangères réagit Polémique sur la prise en charge du dossier des harraga

Djamel Belaïfa

Le dossier lié à la défense des intérêts des Algériens à l'étranger, et en particulier celui des harraga, par les autorités diplomatiques et consulaires algériennes suscite une grande polémique entre associations algériennes en Europe et le ministère des Affaires étrangères.

Réagissant aux dernières déclarations du président de la Fédération des Algériens en Europe, M. Noureddine Belmeddah, le ministère des Affaires étrangères a rendu public, hier, un communiqué dans lequel « il déplore les déclarations intempestives de M. Belmeddah ». Dans ce document, le ministère des Affaires étrangères rappelle que ses missions diplomatiques et consulaires ont été toujours proches et à l'écoute des doléances de la communauté algérienne à l'étranger et en particulier des responsables de la Fédération des associations algériennes en Europe. « Le ministère tient à mettre en exergue le caractère fantaisiste des allégations lancées à l'emporte-pièce par M. Belmeddah », lit-on dans le communiqué.

Pour les responsables du ministère, « ces accusations injustes ne peuvent que susciter le trouble et la confusion dans les esprits ». Et de rappeler à ce titre les efforts entrepris pour l'approfondissement des liens entre l'Algérie et sa communauté nationale à l'étranger, notamment par la

création du Conseil national de l'immigration et la mise en place prochaine de ses structures.

En réponse aux principales critiques formulées par M. Belmeddah, le ministère des Affaires étrangères indique que, contrairement aux propos du président de la fédération, la problématique de l'immigration illégale fait l'objet d'une attention particulière dans les relations algéro-espagnoles et de la sollicitude des plus hautes autorités de notre pays. « L'action constante de ces dernières est de procéder avec diligence et dans le respect de la dignité des personnes au rapatriement de l'ensemble des personnes se trouvant dans cette situation, dans le respect des engagements internationaux du pays », précise le communiqué.

Le ministère reproche en outre au président de la fédération d'avoir affirmé que des centaines de harraga décédés en mer auraient été enterrés en Espagne, sans pour autant étayer ces propos d'éléments de preuves. « En vérité, il y a sur tout le territoire espagnol des doutes sur un total de six personnes dont les tests ADN doivent déterminer la filiation algérienne. Il ne s'agit donc pas de centaines de personnes... ».

Enfin et s'agissant des 70 ressortissants algériens arrêtés en Espagne en 2000 et 2006 pour accusations de terrorisme, le département de M. Medelci indique qu'il convient de préciser que toutes ces personnes ont bénéficié de l'assistance judiciaire à travers l'avocat-conseil de l'ambassade d'Algérie. Cette assis-

tance, ajoute le communiqué, se poursuit toujours pour obtenir réparation au profit de ceux des ressortissants algériens qui ont fait l'objet d'un non-lieu. « Prétendre, comme l'a fait M. Belmeddah, que les services diplomatiques et consulaires algériens en Espagne n'ont été d'aucune utilité pour ces personnes, relève d'une mauvaise foi évidente », conclut le même communiqué.

Mardi, le président de la Fédération des associations algériennes en Europe avait affirmé, lors d'une conférence de presse, que « le ministère des Affaires étrangères ne défend pas les intérêts de ses compatriotes en Espagne ». M. Belmeddah avait à l'occasion tiré la sonnette d'alarme sur le sort de centaines d'Algériens livrés à eux-mêmes en Espagne, rappelant le cas des harraga enterrés en Espagne, les familles ignorant le sort de leurs enfants qui ont pris la mer, etc. Le conférencier avait parlé d'un véritable « black-out » au niveau du ministère des Affaires étrangères ».

M. Belmeddah a aussi abordé le cas des Algériens détenus pour terrorisme, affirmant dans ce contexte que depuis 2002, 70 Algériens ont été arrêtés et emprisonnés en Espagne sans aucune preuve. « Malgré les cas avérés de tortures pratiquées sur les détenus algériens, le gouvernement n'a nullement réagi », a déclaré le président de la fédération, dénonçant ainsi ce qu'il a qualifié de « silence » des autorités algériennes.

ANALYSE

Kharroubi Habib

Obama à la recherche d'un succès diplomatique

Dans son propre pays, Barack Obama est confronté à une flambée de mécontentement populaire qui écorne sérieusement sa cote de popularité et, du même coup, sa crédibilité. Les raisons à cela sont, d'une part, l'opposition que soulève son projet de réforme de la couverture sociale au sein d'une partie de la société américaine, de l'autre, la peu probante efficacité du plan de sauvetage de l'économie nationale qu'il a mis en oeuvre en accédant à la présidence du pays.

Comme tout chef d'Etat qui est dans ce genre de situation, Barack Obama a recouru à la diversion, qu'il recherche manifestement dans le succès diplomatique que pourrait lui valoir la rencontre sous son égide du président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, avec le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu. C'est ce que George Mitchell, son envoyé spécial pour le Moyen-Orient, a cherché à rendre possible au cours de la navette qu'il vient d'effectuer dans la région.

Le résultat des entretiens que l'envoyé du Président américain a eus avec les deux concernés n'augure pas la faisabilité de la rencontre projetée par Barack Obama. La démarche de George Mitchell a buté en effet sur la problématique de l'arrêt de la colonisation israélienne en Cisjordanie et dans la partie Est de Jérusalem, qui est le préalable non discutable mis par l'Autorité palestinienne à sa reprise des négociations de paix avec le gouvernement de Netanyahu, ce que refuse celui-ci.

Pour que cette position de l'Etat sioniste n'apparaisse pas comme l'obstacle de la rencontre voulue par le président Obama et, par voie de conséquence, à l'avancée vers une reprise du dialogue israélo-palestinien que celui-ci prône, Benjamin Netanyahu a usé du subterfuge consistant à se déclarer d'accord pour le gel partiel et temporaire de la colonisation.

L'échappatoire à laquelle se raccroche le Premier ministre israélien a pour objectif de laisser croire aux Palestiniens et à la communauté internationale que la position de Tel-Aviv en cette affaire est flexible et donc susceptible d'évolution positive si elle est acceptée comme base d'accord à la reprise des négociations israélo-palestiniennes. Elle a aussi celui de vouloir donner l'image d'un Benjamin Netanyahu qui ne serait pas viscéralement fermé à l'exigence internationale de l'arrêt total de la colonisation, mais contraint de ne faire aucun engagement sur le sujet pour maintenir l'unité de la coalition dont est issue son gouvernement. En somme, qu'il a besoin que les Palestiniens et la communauté internationale acceptent comme une étape positive sa proposition de gel partiel et temporaire de la colonisation.

Un acquiescement allant dans ce sens, palestinien ou international, équivaldrait à conforter l'entêtement israélien à ne pas reconnaître que la colonisation est la cause principale du blocage du processus de paix. L'erreur pour Obama consisterait à se contenter de la proposition du Premier ministre israélien et à demander aux Palestiniens de l'admettre.

Le président des Etats-Unis peut-il, sans se décredibiliser cette fois internationalement, reprendre à son compte la « concession » formulée par Netanyahu après lui avoir demandé l'arrêt pur et simple de cette colonisation ? Cela d'autant qu'il sait que le Premier ministre israélien a pour stratégie et calcul de « savonner le terrain » sous ses pieds pour que la politique d'intervention américaine active menée par lui ne procure aucun succès diplomatique aux Etats-Unis, donc susceptible de redresser sa cote de popularité.

Une recrudescence de ce genre de la part d'Obama ruinerait en tout cas le capital confiance qu'il a suscité au sein des opinions palestinienne et arabe.

Nouvelles mesures pour l'importation Le port de Mostaganem à l'étroit



Ayache Djamel

Plusieurs importateurs, principalement les concessionnaires automobiles, inquiets suite à la décision d'interdire la réception des véhicules importés au niveau du port d'Alger, qui entrera en vigueur comme prévu le 1er octobre prochain, et dont certains y sont installés depuis 15 ans, ont demandé des délais supplémentaires au ministère des Transports et un report de quelques mois pour se préparer à cette nouvelle donne, nous a indiqué hier un concessionnaire automobiles venu d'Alger, rencontré à Mostaganem. Mais le ministre des Transports, Amar Tou, a exclu lundi tout report de la décision. «Il n'y aura pas de report de la décision et les concessionnaires peuvent réceptionner leurs véhicules au niveau d'autres ports, parce qu'il y a 11 infrastructures portuaires en Algérie et toutes ces infrastructures doivent être exploitées», avait indiqué M. Tou, lundi.

Un des concessionnaires nous dira que «le port de Mostaganem, qui jouit d'une position géographique idéale, est victime néanmoins de son manque d'espace et la faiblesse de tirant d'eau. Ces deux facteurs influenceront négativement sur l'accostage des navires en prolongeant le séjour en rade des navires dont les surestaries qui sont payés par les importateurs». «Ces données ont été récemment appuyées par une étude sur le port de Mostaganem», souligne notre interlocuteur. En effet, le port de Mostaganem disposant de deux bassins de 14 et 16 ha, avec un tirant d'eau ne dépassant guère 8,22 m, est qualifié depuis longtemps de port mixte, pêche et commerce, la flottille de pêche dépasse de loin les capacités d'accueil du port qui lui sont réservées.

L'autre problème du port de Mostaganem, qui peut constituer un handicap après les nouvelles décisions prises par les pouvoirs publics, reste le manque d'espace au niveau des terre-pleins. Le resserrement, le gérage restent l'unique solution pour les responsables du port pour gagner des espaces à l'intérieur de l'enceinte portuaire malgré le fait que plusieurs entreprises ont fait l'objet récemment d'une délocalisation vers l'extérieur du port. L'autre contrainte reste la faiblesse du tirant d'eau, 8 m environ. L'autorité portuaire se trouve contrainte de refuser les bateaux de grand tonnage dont les profondeurs sont inadmissibles au port, ces navires sont dérivés vers

d'autres ports nationaux. Selon une source du port de Mostaganem, «l'entreprise reste cependant disposée à recevoir des navires notamment les car-carriers, qui répondent aux données physiques du port, principalement des raisons nautiques avec une profondeur ne dépassant guère les 8m22». Selon notre source, un petit car-carriers, à son bord 360 véhicules ne dépassant pas les «170m» de longueur et 2.000 tonnes de charge provenant de France, est attendu aujourd'hui au niveau du port de Mostaganem.

Par ailleurs, tous les importateurs, selon un responsable des douanes du port, ont été autorisés à transférer leurs cargaisons (véhicules, bois, rond à béton, etc...) à l'extérieur du port au niveau des entrepôts et des aires de stockage. Les formalités douanières se feront au niveau de ces nouveaux espaces ou zones de transit à l'extérieur du port. Selon ce responsable douanier, la durée d'enlèvement de marchandises à Mostaganem est de 10 jours contre 5 jours au Maroc et 4 jours en Tunisie.

Il est utile de rappeler que le port de Mostaganem s'est spécialisé, depuis des années, dans le traitement des produits métallurgiques (tubes fer et rail) et aussi les produits agricoles, la réalisation du 3ème bassin répondait à l'attente de beaucoup de clients. «En attendant, le port de Mostaganem fera tant bien que mal avec ses moyens du bord pour faire face à la nouvelle réalité», indique un transitaire activant à Mostaganem.

Pour rappel, un Conseil interministériel, réuni en juillet, avait décidé de ne plus autoriser, à partir du 1er octobre prochain, aux navires transportant les cargaisons de rond à béton et bois, les produits alimentaires non conteneurisés, les marchandises diverses non conteneurisées et les véhicules (car-carriers) à décharger leurs marchandises au port d'Alger. Cette mesure a été décidée afin de parer à la situation de congestion que connaissent actuellement certains ports nationaux de commerce, notamment le port d'Alger, marquée par un allongement de la durée à quai des navires et une importante rade qui se traduit par des impacts extrêmement pénalisants pour l'économie, notamment par le taux de fret et primes d'assurances élevées, des taxes de congestion et des surestaries. Les ports de Djendjen, Mostaganem et Ghazaouet ont été retenus pour la réception des navires car-carriers.

Les paradoxes des matériaux de construction

Mahrez Ilias

Boom de l'activité dans l'industrie des matériaux de construction en 2009 ? L'information a de quoi étonner, même si elle est le fruit d'une enquête réalisée auprès de chefs d'entreprises du secteur par l'Office national des statistiques (ONS). Ainsi, l'enquête de l'office souligne que l'activité industrielle dans le secteur des matériaux de construction a connu une hausse au cours du premier trimestre 2009 par rapport au dernier trimestre 2008. La hausse de l'activité dans le secteur des matériaux de construction (ciment, fer, bois...) serait liée à une demande phénoménale provenant des chantiers ouverts pour la réalisation du projet national d'autoroute Est-Ouest, long de plus de 1.200 km. La réalisation de plus d'un million de logements en cours est également un facteur important dans la relance à la hausse de l'activité industrielle relative au secteur des matériaux de construction. Face à l'ouverture de nombreux chantiers, notamment dans le cadre du plan de développement quinquennal, les chefs d'entreprises prévoient même une hausse constante de l'activité, mais sans pour autant insister sur la production des matériaux de construction, comme le ciment et le fer. Et, selon l'enquête de l'ONS, les capacités

de production des entreprises sont utilisées à plus de 75% par près de 90% du potentiel de production. Pour autant, la satisfaction des commandes en matières premières reste égale à la demande, selon 94% des entreprises questionnées. Ainsi, face à la rareté des matériaux de construction, particulièrement le ciment dont le prix est en constante hausse, près de 41% des entrepreneurs estiment leurs commandes satisfaites, et 75% déclarent avoir des stocks de produits fabriqués. La hausse de l'activité industrielle dans le secteur des matériaux de construction, alors même que des voix se sont élevées pour protester d'abord contre la rareté du ciment ensuite sur son prix prohibitif, est une donnée normale dans la mesure où ce sont l'ensemble des activités liées au secteur qui enregistrent une amélioration de leurs indices de production, liés aux milliers de projets de BTP en cours de réalisation à travers le territoire national. Il y a en outre les grands chantiers de l'autoroute Est-Ouest dont l'activité booste les statistiques et donne un aperçu sur un secteur en pleine croissance, même si des tensions persistantes interviennent sur les principaux matériaux de construction, ciment et fer en premier lieu. Selon des estimations, l'Algérie, qui ne produit que la moitié de ses besoins, aura besoin de près de

18 millions de tonnes par an de ciment pour satisfaire la demande intérieure en 2010, plus au-delà de cette date. Et quand le bâtiment va... En fait, l'ouverture de chantiers de BTP à la faveur des projets du programme quinquennal du président de la République, et la bonne tenue des activités du secteur de la construction, un des rares qui tire la croissance économique vers le haut, donne un peu de couleur à l'économie nationale, même si la part de l'agriculture reste également importante.

Pour autant, le président de l'Ordre des architectes, M. Boudaoud, affirme qu'il existe à travers le territoire national quelque 1.175.000 logements qui ne sont pas achevés du fait de la pénurie de ciment. Invité du Forum El Moudjahid lundi, il a estimé que pour achever les projets d'habitat en cours, il faudrait 10 millions de tonnes de ciment par an, alors que d'autres chantiers en cours de réalisation, dans le cadre du plan de relance économique, ont besoin de 12 millions de tonnes. «Où allons-nous trouver le ciment ?», s'est-il interrogé. Un programme d'importation de ciment est en cours, un avis d'appel d'offres international a été lancé, alors que les cimenteries locales, dont plusieurs cédées à des groupes étrangers, alimentent difficilement les grands chantiers de BTP ainsi que les grands projets immobiliers.

Raïna Raïkoun
Kamel Daoud

Une jambe au Golfe, une autre dans le Golfe

Vous l'avez tous un peu remarqué : les Algériens n'attendent aujourd'hui ni le changement ni son contraire.

C'est-à-dire ni le meilleur ni le pire. Nous sommes tous là et cela suffit pour définir notre nationalité du moment.

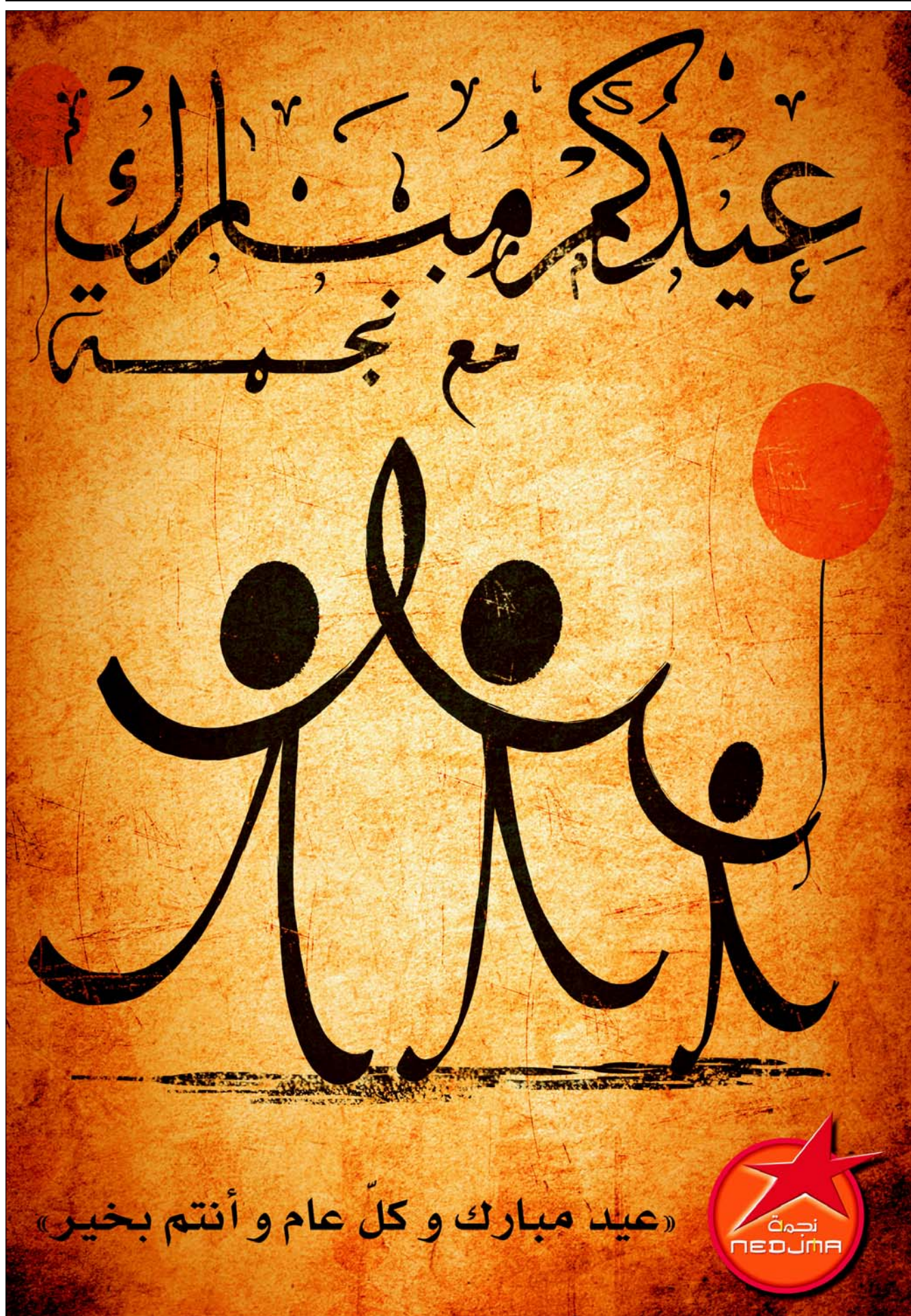
Une expression algérienne résume à elle seule toute la métaphysique post-décolonisation : se promener se traduit en effet par «n'dour». Comprendre : tourner en rond. La promenade de l'Occidental est comme son temps : rectiligne, du point A vers celui B. Incarnant un trajet, un projet, un déplacement est donc une évolution ou au moins un changement de décor. Se promener en algérien se dit «tourner en rond». Cela illustre la conception ronde de l'espace et du temps, l'aveu de l'inutilité de tout déplacement, la vanité de toute dynamique et de toute musculature.

Quand un Occidental s'ennuie, il se fait touriste, aventurier, guerrier ou voyageur. Quand un Algérien s'ennuie, il tourne en rond et revient au point de son départ : le jour de sa naissance ou le jour de l'Indépendance. En clair, on est là et c'est tout ce qui nous reste comme justification de l'être. Tout se répète autour de nous selon la chronique d'une seule méga journée standard avec la seule véritable grande question, après celle du «parti ou rester ?» : qu'attendons-nous depuis des années ? Qu'est-ce qu'on espère ? A quoi se résument nos vies si on arrête les ablutions ?

La réponse est presque dans cette formule trouvée par Benbouzid, dont le maintien à ce ministère est facilement explicable par ses alliances : «la réforme est infinie». Comme lui. Pour remplir le vide, rien de mieux donc que des stratégies de fixations secondaires : aujourd'hui pour l'école, c'est les tabliers, hier c'était les tableaux et maintenant la surcharge des classes. Ministre sans fin comme ses réformes, Benbouzid a adopté la stratégie du Pouvoir dont il est le jumeau et le beau-fils.

Rappelez-vous : le but du pays pendant Zeroul était de le remplacer. Le but du premier mandat de Bouteflika était le second mandat. La totalité du second mandat a été consacrée à préparer et violer le peuple pendant son sommeil pour un 3ème mandat. Quel est le but du troisième mandat ? Un premier mandat pour un second Bouteflika. Ou un quatrième mandat pour ceux qui les soutiennent tous les deux. Ou un mandat pour parachever le parachèvement du troisième mandat...., etc.

On tourne en rond. Le but du temps c'est d'être perdu. D'où cette étrange traduction du verbe «se promener», «être promené» et «tourner en rond». D'où l'autre question : existe-t-il un centre ? Non. Le centre a déjà démenagé ses affaires dans un pays du Golfe. Il ne garde que deux ou trois costumes, dit-on. En cas de départ précipité ou de lassitude anticipée.



Une commission interministérielle installée Vers la révision du code des investissements

Le ministre des Finances, Karim Djoudi, a procédé ces derniers temps à l'installation d'une commission interministérielle qu'il a chargée de réviser les articles du code des investissements.

Ghania Oukazi

L'objectif visé par cette révision est de conformer les textes régissant l'investissement aux dispositions de la loi de finances complémentaire pour 2009.

Réuni lundi soir à l'hôtel El Aurassi, les hommes d'affaires, membres du Forum des chefs d'entreprises (FCE) ont rappelé, faut-il le souligner encore une fois, leur rejet de ces dispositions qu'ils disent prises sans concertation du gouvernement avec aucune partie concernée et allant à contresens d'une relance de l'économie nationale. Ils ont aussi relevé l'ambiguïté de certains de ses articles comme le 58 qui stipule que les investissements étrangers ne peuvent être réalisés que dans le cadre d'un partenariat dont l'actionnariat national résident représente 51% au moins du capital social, mais affirme par un aliéna soumettre les investissements étrangers directs (IDE) «à l'examen préalable du conseil national de l'investissement». Avec l'entrée en vigueur de la LFC, les chefs d'entreprises s'attendent à «des dégâts collatéraux dont les effets seront ceux d'un tsunami». Ils déplorent le fait que le gouvernement ne se soucie guère de l'état déliquescence de l'entreprise algérienne. Preuves en sont sa décision de faire participer le national résident dans le capital de sociétés étrangères et l'imposition du crédit documentaire comme seul mode de paiement. Ils rappellent à l'Etat qu'ils ne peuvent plus subvenir aux besoins de fonctionnement de leurs entreprises dans un environnement économique qui leur est totalement hostile.

Faisait fi de tout ce mécontentement et de toute cette désapprobation, le gouvernement garde le cap sur ses choix et se voit instruit par la présidence de la République pour réviser le code des investissements dans cette optique même si pour l'instant rien ne filtre sur cette question. Mais ce qui est curieux, c'est que c'est le ministre des Finances qui préside la commission chargée de cette révision. Hamid Temmar, toujours au poste de ministre de l'Industrie, ne semble pas avoir droit au chapitre alors que l'investissement et l'entreprise relèvent de son portefeuille, du moins légalement.

BENBOUZID S'IMPROVISE COUTURIER

D'ailleurs, c'est bien Temmar alors ministre de la Participation et de la Promotion de l'investissement (MPPI) qui avait révisé ce code pour qu'il soit adopté par ordonnance en 2006, le conformant ainsi à ses programmes d'assainissement et de privatisation du secteur public.

Il semble que le ministre de l'Industrie a déjà été auditionné cette



semaine par le président de la République. L'on saura plus le jour où le communiqué sanctionnant l'audition sera rendu public. Des violentes diatribes du chef de l'Etat en juillet 2008, au rejet de sa stratégie industrielle par le Premier ministre, Temmar se voit aujourd'hui privé de beaucoup de ses prérogatives pendant que d'autres ont élargi les leurs sans qu'ils soient rappelés à l'ordre. C'est le cas du ministre de l'Education, lui, qui s'est bien mis dans la peau d'un couturier durant cette rentrée scolaire. On l'a bien vu faire porter un tablier - bleu - à un élève en faisant attention à la longueur des manches et à la couleur du tissu. Benbouzid s'est improvisé ces jours-ci habilleur d'élèves à défaut d'être leur instructeur.

Il se retrouve depuis dimanche dernier à parler des couleurs de tissu, du rose et du bleu, de leurs différents tons qu'il pourrait tolérer si les élèves ne trouveraient pas le bon tablier sur un marché que son collègue des Finances a pris le soin de fermer, du moins de perturber sérieusement. Fermeture dont les conséquences commencent à retomber en évidence sur le consommateur. Hier, ceux qui ont fait leur marché ont soupesé par curiosité le poids d'un poulet au prix affiché de 820 DA. Ils voulaient surtout savoir si c'était du poulet «national» et voir dans quelle mesure il symboliserait le fameux patriotisme économique ou alors importé donc serait la conséquence directe de la crise américaine des subprimes sur les poulaillers algériens.

LES SUBPRIMES ET LES POULES ALGÉRIENNES

Ce qui est sûr, c'est que le ministre de l'Agriculture regarde, impuissant, son secteur s'empêtrer dans des considérations mercantiles que son collègue du Commerce semble ignorer royalement.

Il n'a pas réussi le test de Benbou-

zid - toujours lui - qui épate par sa capacité à orienter tout un système scolaire vers le seul choix de la couleur d'un tablier. Une orientation qui elle aussi met à nu un marché dont l'offre ne sait pas répondre à la demande locale. Heureusement que le ministre n'a pas exigé de ses profs femmes d'éviter de venir, comme elles le font, traînant des pantoufles, fagotées de tenues pestant les odeurs de cuisine et gardant en plein cours une oreille collée sur le portable. Mais là, c'est toute une autre question de savoir, de pédagogie et d'éthique que l'école de Benbouzid ne se pose pas. L'on raconte que des importateurs ont ramené les tabliers bleus et roses de Tunisie et ont réussi à les vendre comme des petits pains. En interdisant les importations par voie de LFC, le gouvernement a oublié qu'il avait procédé avant à l'émiettement du secteur des textiles et qu'il n'a rien décidé pour le restructurer.

Lundi soir, des hauts de l'hôtel El Aurassi, l'économiste Abdelmadjid Bouzidi appelait l'Etat à se tourner vers une relance par l'offre parce que, a-t-il dit, celle par la demande a atteint ses limites. Les offres faites à l'école sont hallucinantes. Les enseignants suggèrent en effet aux élèves, qui des propositions alambiquées, qui des méthodes intempestives à défaut de leur dispenser le savoir. Dans un lycée à l'ouest d'Alger, un professeur a conseillé à ses élèves de ne pas ramener le livre de maths parce qu'il est trop lourd mais d'en détacher à chaque fois le chapitre prévu pour le cours. Les classes de terminale ont eu la désagréable surprise de ne pouvoir acheter que le tome 2 du livre de physique, le 1 n'étant pas disponible. Un autre professeur a innové en décidant d'apporter une règle avec lui pour toucher les élèves. «Je ne veux pas le faire avec ma main parce que je risque de perdre mes ablutions (yattengadhi el oudhou)», a-t-il dit aux filles de sa classe.

Syndicats autonomes de l'éducation La «protestation inévitable»

M. Aziza

D'écidément, le retard dans l'application du régime indemnitaire ne cesse de susciter l'indignation auprès des syndicats autonomes de l'éducation. Si le Conseil national des lycées d'Algérie (CLA) avait carrément boycotté le premier jour de la rentrée scolaire en guise de protestation, le Conseil national des professeurs du secondaire et du technique a décidé d'observer une grève, le 5 octobre prochain, pour attirer l'attention des pouvoirs publics sur la question. Pour sa part, le Syndicat national autonome des professeurs de l'enseignement secondaire et technique (Snapest) a confirmé le recours «inévitable à la protestation», dont la date sera décidée après la tenue du conseil national du syndicat, prévu après l'Aid. Pour Meziane Meriane, secrétaire général du Snapest, «la protestation est inévitable devant la fuite en avant du gouvernement». Le SG du Snapest a accusé le gouvernement de vouloir «gagner plus de temps pour ne pas concrétiser une décision applicable depuis janvier 2008». M. Meriane a affirmé que cette fois son syndicat frappera à la porte du 1er ministre «puisque à chaque fois qu'on évoque le problème des salaires, du régime indemnitaire et du statut particulier, notre ministre de l'Education nous renvoie à la chefferie du gouvernement», déclare-t-il. Et d'ajouter: «Le ministre a toujours refusé de

négocier avec les syndicats autonomes sur ces questions sous prétexte que ces revendications ne s'inscrivent pas dans des «prérogatives». Meriane a précisé que «les négociations qui tournent entre le ministère de l'Education et les syndicats ont trait à des problèmes pédagogiques, un problème dans une wilaya ou une autre...», a-t-il affirmé.

Pour leur part, les responsables du CLA ont dénoncé le retard accusé dans la mise en oeuvre du régime indemnitaire. Le Conseil des lycées d'Algérie, selon Iddir Achour, réclame la révision des dispositions liées aux conditions de promotion des enseignants régie par des quotas.

Les trois syndicats autonomes réclament en outre, que les commissions paritaires changent de statut en passant du statut consultatif à celui décisionnel. Les trois syndicats ont les mêmes préoccupations, les mêmes revendications et ils semblent tous pour le mouvement de protestation. La question qui se pose: pourquoi pas une journée de protestation unifiée? M. Meriane répond: «On ne veut pas qu'une personne tire la charrette toute seule, une action unifiée doit être précédée par une réunion de concertation», a-t-il souligné. Plusieurs actions de protestation sont donc prévues pour porter les revendications communes des enseignants: salaires, régime indemnitaire et statut. Un rassemblement est déjà prévu devant l'institution qui abrite la tripartite.

El-Kala Plus de 26 kg de corail saisis et trois personnes arrêtées

A. Ouélââ

Exploitant des informations parvenues à la compagnie d'El-Kala, dans la wilaya d'El-Tarf, faisant état de mouvements suspects du côté de la plage d'El-Mziraa avec ce va-et-vient de barques venant du large pour vider ensuite des marchandises non identifiées sur cette plage, les gendarmes des unités territoriales d'El-Tarf ont procédé au maillage de cette zone avec une surveillance des lieux pendant plus de quarante-huit heures.

L'opération n'a pas manqué de donner ses fruits puisque dans

l'après-midi du mardi, peu avant la rupture du jeûne, les gendarmes ont saisi 26,400 kg de corail, deux bascules électroniques, un GPS de marque Garmin, 4 téléphones portables, des pinces, un aérosol lacrymogène, une grosse matraque.

Les gendarmes ont arrêté H.M., connu sous le sobriquet de «Pérou», originaire de la commune frontalière d'Oum Tboul, considéré comme l'un des barons du corail. Deux autres de ses complices ont été arrêtés par les gardes-côtes de la station maritime d'El-Kala, grâce aux indications fournies par la gendarmerie.

Boumerdès Sept personnes arrêtées pour soutien aux terroristes

Les services de sécurité de la wilaya de Boumerdès ont procédé, récemment, à l'arrestation de sept personnes présumées avoir apporté un soutien financier et logistique aux membres de groupes armés actuant au niveau de la région.

Parmi les personnes arrêtées, quatre ont été placées sous mandat

de dépôt par le tribunal près la cour de Boumerdès. On apprend par ailleurs, qu'une vaste opération de ratissage a été menée en début de semaine dans les maquis de Zemmouril-Legatta où des moyens militaires tels que les blindés sont entrés en action. Pour l'heure, aucun bilan n'a été avancé.

K. R.

Tidjelabine Une bombe désamorcée près de la gare

Une grande frayeur s'est emparée hier des citoyens de la ville de Boumerdès, et spécialement de Tidjelabine, suite à l'information qui avait circulé au sujet d'une bombe placée sur la voie ferrée non loin de la gare ferroviaire. Fort heureusement, les services

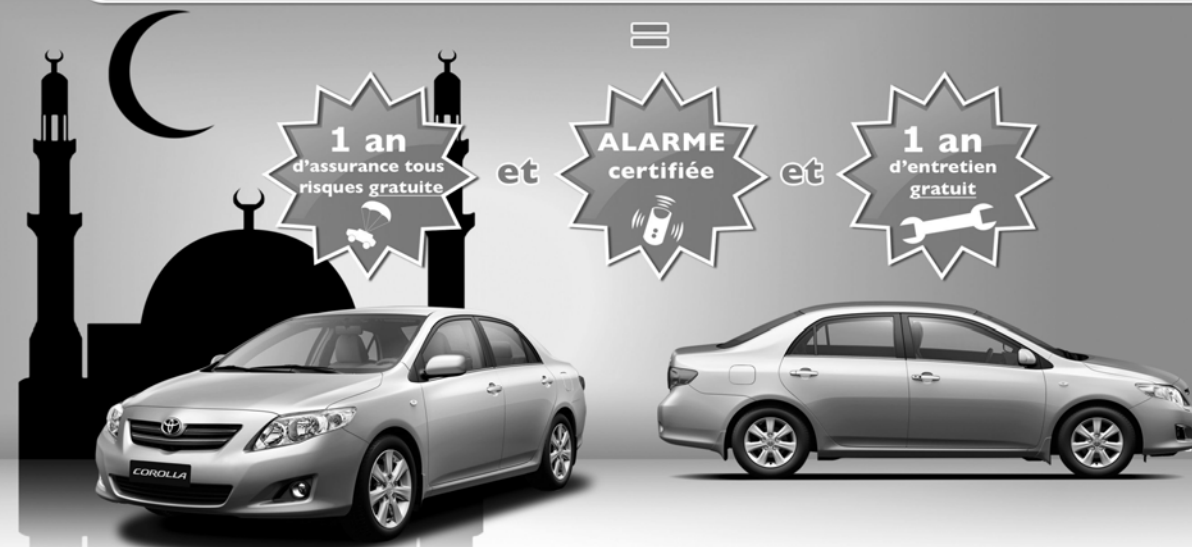
de sécurité ont été alertés avant que l'engin meurtrier n'explose avec toutes les conséquences que cela pouvait impliquer. Dès lors, des artificiers se sont déplacés sur les lieux de l'enfouissement de la bombe pour la désamorcer.

K. R.

TOYOTA

COROLLA

JUSQU'À 150 000 DA* D'AVANTAGES CLIENT



LES AVANTAGES SE POURSUIVENT DURANT LE MOIS DE RAMADHAN!

1 an d'assurance tous risques gratuite, 1 système d'alarme certifié Toyota et 1 an (ou 20 000 km) d'entretien gratuit. Ces TROIS avantages vous sont offerts, ensemble, durant tout le mois de Ramadhan, dans tout le réseau TOYOTA ALGERIE, sur tous les modèles Corolla.

(*) Prix de vente client de ces prestations dans le réseau Toyota sur la base d'une Corolla Diesel Executive.

ALLIANCE ASSURANCES

TOYOTA ALGERIE

- **Alger, Siège social:** Lot Mutchachu N° 2, Haut Site d'Hydra Rocade Sud Benaknoun Algiers, Algeria Po. Box: 16035 / Tél.: 021 98 30 00 - Fax: 021 79 31 49 - **Succursale Blida:** Zone Industrielle Site Il Khazrouna route d'Alger Ouled Yaiche - 09000 / Tél.: 025 43 14 14 / 19 19 / 17 17 - Fax: 025 43 90 90 - **Succursale Ouargla:** Route Nationale N°49, route de Ghardaia - BP 133 - 30 015 Ouargla / Tél.: 029 71 71 71 - Fax: 029 71 99 58 - **Succursale Annaba:** Cité des 1275 Logements - Plaine Ouest Annaba - 23000 Annaba / Tél.: 038 51 40 82 / 16 96 - Fax: 038 51 25 69 - **Succursale Oran:** Zone des Show Room, Lot N° 1 - 4, Route nationale N° 4, Oran, / Tél.: 040 23 41 48 - Fax: 040 21 61 00 - **Succursale Hassi Messaoud:** Zone Industrielle Hassi Messaoud - Ouargla / Tél.: 029 75 59 59/60/61 - Fax: 029 73 88 88.



Entreprise des Ciments et Dérivés d'Ech-Cheliff
S.P.A. au Capital Social de 6.241.000.000 DA

E.C.D.E.

L'Entreprise des ciments et dérivés d'Ech-Cheliff (ECDE) lance un avis d'appel d'offres ouvert à la concurrence nationale pour:

«Transport de ciment en sacs, de la cimenterie de Chlef vers ses dépôts»

Les soumissionnaires intéressés par le présent avis d'appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges contre le paiement de **Deux Mille dinars (2.000,00 DA)** et la présentation d'une attestation habilitant nommément la personne chargée du retrait auprès du:

**Secrétariat de la Commission des Marchés
Cimenterie de Chlef
Zone Industrielle d'Oued-Sly**

Les offres accompagnées des pièces réglementaires exigées dans le cahier des charges seront présentées sous trois offres fermées et distinctes. Une enveloppe qui contiendra les pièces réglementaires exigées dans le cahier des charges portant la mention «dossier administratif», l'autre qui contiendra l'offre technique portant la mention «offre technique» et la 3ème qui contiendra l'offre financière portant la mention «offre financière», chacune présentée séparément et clairement identifiée.

L'ensemble des trois plis doit être placé dans une enveloppe extérieure anonyme ne portant que la mention suivante:

**AON N° 08 / DAM / AL / DG / ECDE/2009
«Transport de ciment en sacs, de la cimenterie
de Chlef vers ses dépôts»
A NE PAS OUVRIR**

**Entreprise des Ciments et Dérivés d'Ech-Cheliff
Secrétariat de la Commission des Marchés
BP - 54 Chlef - 02000**

Tout pli portant une quelconque mention ou indication à part celle ci-dessus indiquée, sera frappé de nullité et rejeté. Les soumissions doivent parvenir par poste ou déposées au niveau du Secrétariat des Marchés. La date limite de réception des offres est fixée au 21/10/2009, l'ouverture des plis aura lieu le 22/10/2009. Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant un délai de (180) Cent Quatre-Vingts jours à compter de la date de clôture.

ANEP N° 778684 - 17/09/2009

CONDOLEANCES

Le Président Directeur Général de la Société **STH Spa**, les cadres gestionnaires et Syndicaux ainsi que le collectif de la société **STH**

Présentent leurs sincères condoléances à **Monsieur ZITOUNI ABDELMALEK**

Secrétaire Général de la Direction Générale **SONATRACH** à la suite du décès de sa mère et l'assurent, en cette douloureuse circonstance de leur profonde sympathie. Puisse Dieu, le Tout-Puissant, lui accorde Sa Sainte Miséricorde et L'accueillir en son vaste Paradis.

A DIEU nous appartenons, à Lui nous retournons.

CONDOLEANCES

Le Président Directeur Général de la Société **STH Spa**, les cadres gestionnaires et Syndicaux ainsi que le collectif de la société **STH**

Présentent leurs sincères condoléances à leur collègue **Monsieur HADDAD Ramdane**

Directeur Ressources humaines, à la suite du décès de son frère et l'assurent, en cette douloureuse circonstance de leur profonde sympathie. Puisse Dieu, le Tout-Puissant, lui accorde Sa Sainte Miséricorde et L'accueillir en son vaste Paradis.

A DIEU nous appartenons, à Lui nous retournons.

Les mendiants



PAR AHMED
SAÏFI
BENZIANE

Au moment où l'on déroule le menu des indicateurs de développement humain pour satisfaire les besoins de quelques «quantitatifs», on oublie souvent la mendicité comme phénomène à facettes multiples. Une armée de mendiants s'empare des rues citadines dès le matin : les uns probablement par vocation, d'autres réellement par besoin, d'autres encore par habitude d'une activité qui rapporterait gros sans trop d'efforts, bien qu'interdite.

La mendicité serait en fait diversement interprétée, particulièrement si l'on y additionne certains services de gardiennage de voiture, devenus profession des «sans-métiers», ou même la corruption qui est une mendicité réservée aux cols blancs.

Nous savons déjà depuis peu de temps, par la bouche du ministre de Affaires religieuses et surtout des Habous, que la pauvreté en Algérie n'est qu'une vision journalistique de mauvais goût. Mais comme nous avons l'habitude d'être contredits, y compris sur ce qui nous creve les yeux, on ne doit pas s'attendre à une autre déclaration qui dérangeait le système qui a fabriqué, recruté, maintenu et surtout engraisé un produit de ce même système. En fait, non seulement les programmes de lutte contre la pauvreté inscrits dans les tablettes électorales présidentielles sont un aveu de la situation sociale en Algérie, contre laquelle de grands moyens restent à mobiliser, mais il suffit de pouvoir se passer un moment des odeurs feutrées des bureaux pour constater l'état de délabrement humain qui se greffe dans le paysage urbain.

Que la mendicité, particulièrement durant le Ramadhan, atteigne une proportion démesurée, encouragée par la culpabilité religieuse ou affective, cela paraît s'inscrire dans une logique compréhensible : mais qu'elle fleurisse comme mille épines, y compris au-delà du mois sacré, cela fait phénomène qui mérite une attention particulière dans

un pays qui se dit riche et qui priorise les dépenses de prestige, pour une postérité incertaine. Une autoroute qui n'en finit pas de se livrer par petits bouts, une mosquée plus proche de la vision pharaonique que de l'humilité recommandée par l'Islam, le métro le plus lent du monde à se réaliser, un palais des congrès qui doit faire d'Oran la capitale du gaz sur un air de flamenco, des méga-hôpitaux en panne de gestion, le tout par la grâce de compétences étrangères, font de nous tous des mendiants de la technologie, alors que nos compétences se meuvent d'attente.

Selon les connaissances, pour peu que quelques ceintures et autres bretelles inutiles soient retirées du projet d'autoroute, des emplois pourraient être créés d'une manière durable. Pour peu qu'un minaret ou une coupole soient réduits à l'échelle humaine, nous ferons l'économie de matériaux importés en devises et d'une main-d'œuvre étrangère qui commence sérieusement à inquiéter. Sur ce chapitre et pour peu que nous sachions observer avec raison ce qui nous entoure, des milliers de petits bouts d'économie peuvent être faits, si cela intéresse vraiment les pouvoirs publics qui s'enorgueillissent de lancer des campagnes contre le gaspillage, jamais suivies d'effets.

Le sens des priorités échappe à la raison humaine. Comment peut-on accepter cette image de mendicité alors que les caisses de l'Etat se vident dans des poches prêtes à les avaler sans aucune contrepartie ? Pourtant, dès la première année de l'indépendance, le métier de cireur de chaussures, assimilé à une forme de mendicité, avait été banni de la terminologie socialiste en tant que vestige de la colonisation. Ce que nous voyons dans nos rues est tout simplement scandaleux, malgré la politique du «cause toujours, tu m'intéresses». D'abord, les mendiants sont supérieurs en nombre aux mendiants, bien que la dernière révision constitutionnelle qui a pérennisé le mandat à vie... Mais passons. Ensuite, le nombre d'enfants étalés à longueur de journée sur les trottoirs, dormant et très certainement dro-

gués, ne soulève aucune inquiétude des pouvoirs publics, bien que l'Algérie se prépare à une conférence internationale sur les droits de l'enfant. Les droits des sous-hommes en fait devant cette mascarade, où les associations assourdissent par leur mutisme et leur soumission à quelques subventions.

D'ailleurs, là où le système algérien a le plus réussi, c'est précisément dans le mutisme. Mais comment font-ils ? En haut, tout le monde ou presque vole, en bas tout le monde ou presque mendie. Entre les deux, il y a ceux qui partent, ceux qui refusent de voler et de mendier (pour le moment), ceux qui attendent et ceux qui n'attendent plus rien. Trop peu pour déranger le système qui tourne à la vitesse des turbines de gaz et de pétrole, mais qui tourne en rond dans sa dimension sociale.

D'ailleurs, à voir le nombre de mendiants circulant dans nos rues, on a comme l'impression de vivre l'un des films égyptiens où de véritables organisations de recrutement, de «dressage» et de gestion financière de la mendicité se partagent des territoires en milieu urbain. Du fait que nous n'avons importé d'Egypte que les mauvaises choses, rien ne dit que la mendicité en Algérie ne fonctionne pas de la même manière, avec une hiérarchie et une gestion qui peut bien être la seule qui ait réussi.

Mais qui a mené une étude sérieuse et à grande échelle sur la question ? Une étude qui permettrait de trouver des solutions justes pour dire que l'indépendance est une bonne chose et le prouver. On sait au moins que ce n'est pas le ministère des Affaires religieuses et surtout des Habous. Pourtant, les mosquées sont le lieu privilégié par les mendiants. Il suffit de les fréquenter plus souvent que ne le dictent les protocoles. Une armée, même en guenilles, peut un jour faire en sorte que le système ne tourne plus comme il le souhaite. Les enfants qui dorment sur les trottoirs se réveilleront bien un jour et on n'est pas sûr qu'ils sachent dans quel Etat ils seront. Selon les dires, il y en a qui sont déjà riches.



LE DIT DU JEUDI

Par Abdou B.



Respecter la Constitution, protéger la police



«Liberté mon seul pirate.» A.Césaire

Les ministres qui se sont succédés devant le président de la République pendant le Ramadhan ont aligné comme de bons écoliers des chiffres, des nombres, des volumes financiers, des taux de réalisation, etc. etc. Si leurs discours peuvent être comparés à ceux de dirigeants d'entreprises devant des conseils d'administration, ils sont totalement dépourvus de l'essence même qui fait qu'un ministre est un homme d'Etat, une bête politique qui a des convictions, éventuellement un parti, des idées, un projet de société, des affinités culturelles, etc. Un ministre est un homme qui peut susciter des vocations chez les jeunes par son audace, ses qualités de meneur d'hommes, son charisme, sa capacité d'analyse et celle de rendre clair et accessible ce qui est complexe, technique, etc. Un homme d'Etat a un point de vue sur des phénomènes de société, sur l'avenir, sur l'égalité des sexes, la protection de l'enfance et de la nature. Les ministères sont aussi des boîtes à outils et à idées pour anticiper, faire des propositions, provoquer et organiser le débat sur des thèmes, des projets, une problématique internationale, des atteintes obscurantistes à la vie privée, aux femmes, aux libertés individuelles...

Mais sous le parti unique qui a deux ou trois têtes centrales et deux ou trois autres périphériques, suppléantes au cas où, ces rêveries d'outre-ailleurs ne sont en fait que des rêveries d'un autre espace-temps virtuel pour ce qui est de l'Algérie. Cependant, il y a des réalités quotidiennes, bien réelles à 100% algériennes. Les cas de suicides, y compris de femmes (phénomène qui était rarissime durant des décennies), de harraga qui ponctuent le tragique du quotidien d'une jeunesse qui vient de nulle part pour s'en aller mourir nulle part, les déperditions scolaires et les filles qui ne vont jamais à l'école, les sinistres décors de films d'épouvante que sont les villes et villages gangrenés par les bidonvilles, tout cela n'intéresse que peu de responsables.

On récite le bilan d'activités, les crédits consommés, le reste à réaliser (ristour-

nes comprises) et on jure la main sur le cœur, Kasaman à la bouche et l'amour du devoir en bandoulière que le programme sera achevé, surtout s'il y a des rallonges de budget et plus de temps... Devant des exercices à répétition, des postures avec lesquelles on noie le poisson, les Algériens comparent, même sans être experts, les fonctionnements de gouvernants, d'élus locaux ou régionaux dans d'autres pays, grâce aux chaînes satellitaires dans toutes les langues, avec les pratiques de responsables africains, arabes et bien entendu chez nous. Un jour Boudiaf revenu pour être exécuté cherchait soixante femmes et hommes. La suite est connue. Un jour M. Bouteflika élu à El-Mouradia cherchait des hommes d'Etat pour tous les postes, nombreux, à pourvoir... Est-il satisfait à 50, 70 ou à 100% ? Que l'on ne se trompe pas : il y a des commis de l'Etat de stature internationale qui exercent aujourd'hui et ici. Il y a des cadres intègres et compétents en Algérie. Certains s'expriment et travaillent au top niveau et d'autres sont dans des placards en pleine forme et jouissant de toutes leurs capacités, l'amertume au cœur.

Le niveau de certaines polémiques, déclenchées la plupart du temps par des responsables à divers niveaux, laisse pantois et n'apporte aucune fierté, aucun progrès, aucune pertinence. Que des écoliers soient obligés de porter des tabliers peut éventuellement être admis. Mais que les pouvoirs publics se mêlent de la couleur d'une blouse rabaisse les préoccupations à un niveau insoupçonné mais qui peut s'expliquer. La volonté de mettre dans le paysage scolaire l'uniforme (adjectif et nom commun), du formatage pour museler la joyeuse et pacifique fête des couleurs, propre à un âge où l'on découvre le monde de l'éducation, les copains et copines, les différences, est mise en branle pour uniformiser, raser les aspérités, créer un réel contre nature et «dresser» dès le jeune âge de futurs ci-

toyens amorphes et identiques à l'âge adulte. C'est à coup sûr travailler pour une société molle, sans imagination ni fantaisie et encore d'audace. Ce qui est à coup sûr un affaiblissement programmé d'un front national patriotique en cas de catastrophes ou de coups durs qui nécessiteraient la transcendance des diversités, de la pluralité vitale pour une nation qui veut être forte, unie dans le respect absolu des différences.

Ces dernières se sont trouvées sous les projecteurs en même temps que les forces de police, en dépit du bon sens, de la tolérance basique, au mépris de la Constitution qui existe, censée être au-dessus des lois, des règlements qui ne sont pas soumis au suffrage universel, sachant que celui-ci légitime comme expression libre du peuple, tout le peuple. Les mêmes chroniques désastreuses s'installent dans le vécu du pays. Des policiers font la chasse aux amoureux, à ceux qui ne font pas le Ramadhan. Des milices offshore régissent la morale et le «bon comportement» dans les villages, les quartiers dans l'espace public que la police doit protéger. «To serve and protect» affichent les policiers en Amérique. A la lecture des articles 29, 32, 33, 34, 35, 36, 38 de la Constitution, il est difficile d'admettre que la lecture d'une pièce de théâtre (Les borgnes ou le colonialisme brut) puisse être interrompue par la police sans l'aval en bonne et due forme d'un juge et dans le silence veule des élites culturelles dans les institutions ou en dehors. La police est-elle habilitée à interpellier un couple sans livret de famille (faut-il l'avoir sur soi H24) ou des «casseurs» de Ramadhan ? Les policiers font un travail officiel et hautement important comme service public dans tous les pays du monde. Il est donc paradoxal de les impliquer dans la surveillance des consciences, de la foi et des pratiques religieuses, toutes acceptées par les religions et la Constitution algérienne. Sortir la police du champ religieux, c'est la protéger des dérives et manipulations. Dans le cas contraire, il faudrait supprimer les articles de la Constitution relatifs aux libertés.

Agriculture : yes we can !

PAR FAROUK ZAHI

En dépit des oracles des contempteurs de tout bord, la campagne agricole 2009 a engrangé et le produit agricole et du crédit pour un secteur étiqueté, jusque là, de traditionaliste ou de franchement archaïque.

Il est loin le temps où la ferme pilote de Zéralda hantait l'écran de la télévision. A ferme pilote, moyens pilotes bien entendu ! La belle marmande n'était destinée qu'à l'entourage immédiat de l'exploitation agricole. Rachid Benaisa persiste et signe : « La plupart des wilayas atteindront, voire dépasseront, pour cette campagne, les objectifs fixés dans leurs contrats de performance 2009-2014. Les premiers résultats, atteints en 2009, laissent entrevoir une action structurée qui consolidera la mise en synergie des différents efforts en milieu rural, notamment au niveau communal et infra communal. Ces opérations iront en s'amplifiant dans le cadre des Projets de proximité de développement rural intégré (PPDRI) ». Le mot est lâché et c'est peut-être là, tout le secret. Enfin, un objectif opérationnel : Projets de proximité de développement rural intégré (PPDRI). Pourquoi ? Pour un objectif institutionnel : le renouveau agricole. Quelle en serait la finalité ? Assurer au pays une sécurité alimentaire à même de le mettre à l'abri des aléas nutritionnels charriés, par une globalisation qui ne fait déjà plus de cadeaux aux plus faibles. La feuille de route plaît assez aux autorités locales, même si elle les astreint à la performance : vocabulaire jusqu'ici éludé par ceux en charge des affaires du citoyen. Stratifié (PPRI), il visualise jusqu'à la topographie communale et infra-communale. Il fonctionnalise la synergie dans tout ce qu'elle a d'interactif. La terminologie généraliste usitée jusqu'à lors : renforcement des capacités, imbrication des potentialités, encouragement du fellah par des moyens matériels et financiers sont tombés depuis longtemps dans le domaine public et ne font plus recette, y compris dans le microcosme agraire lui-même. A présent, il n'est jamais question que de partenariat.

On redécouvre un pan entier de l'économie nationale qui, moyennant une démarche se prévalant de lisibilité prospective, peut à moyen terme éloigner le spectre de la dépendance vis-à-vis des hydrocarbures. La facture alimentaire n'était-elle pas constituée de céréales, de légumes secs et de lait ? En plus des actions axiales, les actions collatérales entreprises en guise d'assises de confortement concernent : la préservation, l'ex-

Oui, nous pouvons relever le défi ! Après l'audition présidentielle du ministre de l'Agriculture et du Développement rural, les dernières appréhensions sont tombées tels des épis broyés par une moissonneuse-batteuse.



tension et la valorisation du patrimoine forestier national, la protection des bassins versants englobant près de 3,5 millions d'hectares, la lutte contre la désertification concernant près de 20 millions d'hectares et la conservation des écosystèmes naturels. On oublie souvent que l'arbre forestier cache l'arbre agricole et que le génie hydraulique concourt à la survivance végétale. Le renouveau agricole prend, à ce titre, compte du facteur aussi bien endogène qu'exogène. Il n'est laissé place à aucune hypothèse dut-elle être favorable pour se prémunir des réverses. La pluviométrie exceptionnelle en est le meilleur exemple. Les réveils peuvent être souvent brutaux. Les généreuses précipitations n'expliquent pas à elles seules, la forte croissance agricole ; les multiples mesures managériales et incitatives sont pour beaucoup

dans cette embellie agricole. Cette exceptionnelle croissance relevée dans toutes les filières, selon le membre du gouvernement, est le résultat d'une production céréalière de 60 millions de quintaux contre 17 en 2008, une production oléicole de près de 5 millions de quintaux contre 2,5 en 2008 et une production fourragère qui a doublé en 2009. Elle atteignait à peine les 19,5 en 2008.

Pour cette dernière spéculation, il n'est nul besoin de noter le caractère moteur de celle-ci dans les filières lait et viandes. Surpris un tant soi peu par cette manne, le secteur a dû faire face aux difficultés dans les capacités de moissonnage, d'ensilage et de réseau performant d'huileries. Mais ce n'est qu'un impondérable qui trouvera sa solution dans le package opérationnel du département. Les

cibles sont à présent objectivées, le nouveau brevinaire inclut désormais dans sa terminologie des filières nommées : céréales, viandes, lait, pomme de terre et autres. Il est clair que la stratégie agricole se dessine et ses contours bien cernés, ils ne dépendent plus d'aléas organisationnels ou climatiques. Le froid est cet autre facteur de conservation, longtemps livré à lui-même, il se rapproche son rang stratégique dans la sauvegarde du produit agricole qu'il soit pour la bouche ou l'ensemencement. La wilaya de Ain Defla, citadelle de la pomme de terre, est en train de déstocker ses réserves de pomme de terre pour assurer la soudure d'arrière-saison. La réhabilitation de ce segment ne pourra que stabiliser un marché jusque là livré à la curée de la spéculation. Les réactions

des tenants de cette dernière ne peuvent être que fulgurantes. Il y va de leur survie !

En ce qui concerne l'action gouvernementale, notamment dans les autres secteurs, y a-t-il intégration de l'acte agricole dans les projections sectorielles pour aller vers une synergie fédérée à l'effet d'un renouveau rural intégré et global ? Et même si c'est le cas, la ruralité est à plusieurs consonances eu égard, à la configuration géographique du territoire national. Le profil des Aghbal dans la Chenoua, n'a certainement pas les mêmes contours que celui des étendues steppiques de Naâma encore moins que celui du Gourara. La question ne mériterait pas d'être posée si l'on considère que ce plan national dépasse de loin les ambitions sectorielles et si leurs finalités ne concourent à la promotion des populations rurales, distraites pendant longtemps par les turbulences qu'a subies le pays.

Le retour au terroir relève de plusieurs facteurs incitatifs pour la bonification du cadre de vie sous-tendu par la route, les télécommunications, l'énergie électrique, l'eau, l'école, la veille sanitaire aussi bien humaine qu'animale. Les programmes d'apprentissage et d'emploi durable doivent impérativement répondre au profil contextuel. Il n'est donc plus permis d'oeuvrer à l'emporte-pièce où il n'est pas tenu compte, de pertinence et de cohérence, dans la démarche imprimée à la dynamique de valorisation du fait agricole. Le circuit de l'information, figé par tradition bureaucratique, a montré ses limites ; il devra investir l'aire d'évolution des partenaires par une approche informative de proximité. Le retour de l'information traitée est un acte de civilité managériale. Il valorise et rétablit la confiance perdue générée par les prétentions démesurées et les promesses non tenues.

Les moyens actuels de télécommunication sont tous faits, pour dénouer les nœuds les plus serrés dans la collecte et la transmission de l'information. L'information climatologique, délivrée par l'Office national de la météorologie (ONM) depuis longtemps par le Net et le réseau de téléphonie mobile, en est le meilleur exemple.

Les prévisions thermiques et pluviométriques par région courent jusqu'à la fin de l'année. L'amélioration des facteurs de production et de rendement à l'hectare est à présent, à portée de main. La décade de la facture alimentaire sera l'unique observatoire par lequel, le citoyen peut espérer voir ses besoins nutritionnels ne plus dépendre des céréaliers en rade dans les ports. L'avenir nous le dira !

Les modalités pratiques d'application de l'article 66 de la loi de finances complémentaire pour 2009

PAR BOUTER KHÉLIFA *

La loi de finances complémentaire pour 2009, sous son article 66, a prévu l'obligation, pour l'entreprise dotée d'un statut de société commerciale exerçant des activités d'importation, d'être « représentée » pour ce qui concerne les opérations inhérentes aux formalités bancaires et de contrôle aux frontières des produits importés, selon sa forme juridique, par son dirigeant en charge de la direction générale.

En vertu de cette disposition législative, qui a connu une controverse soutenue dans la presse, toute autre forme de représentation se trouvait exclue.

Cette mesure se présente comme un instrument de régulation tendant à adapter l'économie nationale aux contraintes induites par la crise financière mondiale.

Cependant, mise en application sur le terrain, certains inconvénients de mise en

oeuvre se sont manifestés et c'est ainsi qu'une note conjointe des ministères des Finances et du Commerce, en date du 12.08.2009, n°253475, est venue corriger cette situation et la mettre en accord avec les dispositions du code de commerce régissant les sociétés commerciales, en ouvrant, au dirigeant de la société, la faculté « d'habiller » toute personne physique, jouissant d'un statut de salarié au sein de l'entreprise, pour accomplir le type d'opérations citées dans l'article 66, c'est-à-dire l'accomplissement des formalités bancaires et de contrôle de la conformité des produits importés par la société.

L'on sait, en effet, que le dirigeant d'une société, que celle-ci soit constituée en la forme de société par actions « spa », de SARL ou encore de EURL, jouit des pouvoirs les plus étendus pour agir en son nom, en toutes circonstances et dans le cadre de l'objet social, y compris le pouvoir de représen-

ter dans ses rapports avec les tiers. Ce dirigeant, eu égard à la taille de l'entreprise, à ses différentes charges par ailleurs, à l'existence de différents points d'intérêt de la société, peut, en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, transférer à l'un des salariés exerçant au sein de la société, le pouvoir d'accomplir certains actes inhérents à la gestion, pour le compte de la société.

En fait, l'habilitation évoquée dans la note interministérielle sus-citée s'avère être, au plan pratique, une « délégation de pouvoir » pour l'établissement de laquelle la pratique privilégiée, pour des raisons de sécurité juridique et de protection des tiers, la forme « authentique », c'est-à-dire doit être constatée par acte notarié.

Face à ce cas, le notaire se présente en effet comme le « garant » de la conformité de ce document en ce que la loi lui impose l'obligation de s'assurer que le dirigeant délégué jouit bien des prérogatives légales

et statutaires lui permettant de délivrer cette délégation de pouvoir.

Il est par ailleurs important de rappeler que le bénéficiaire de la délégation de pouvoir agit sous la responsabilité du dirigeant délégué, mais reste toutefois responsable des fautes qui pourraient lui être personnellement imputables.

En revanche, cette délégation de pouvoir, qui entraîne un transfert de responsabilité, reste dépourvue de tout effet juridique en ce qui concerne la responsabilité civile de la société fondée sur l'article 124 du code civil.

Ainsi donc, la note conjointe des ministères des Finances et du Commerce apparaît comme une mesure tendant à éviter de compromettre ou d'alourdir le fonctionnement des sociétés exerçant les activités d'importation, largement diffusée auprès de toutes les structures qui participent à la régulation du commerce extérieur.

* Notaire à El-Harrach

Errika ! Errika ! Ce sont les tabliers !

PAR BOUDAUD MOHAMED

C'était une lettre que lui avait remise un étranger, qui avait bousillé ses nerfs. Il tremblait de rage.

- Encore une fois, hurla-t-il en brandissant la lettre devant les yeux fatigués et indifférents de ses subalternes, notre École a reçu un blâme. Nos meilleurs élèves ont obtenu de très mauvais résultats à l'Examen international. Messieurs, dans la liste des peuples qui ont participé à cette compétition, nous figurons à l'avant-dernière place. C'est une honte ! Si je ne craignais pas de désobliger notre Roi, j'aurais déjà donné ma démission. Mais comment oserais-je commettre une telle indélicatesse à l'égard de Sa Majesté le Roi qui m'a toujours témoigné une confiance aveugle ? Il y a à peine deux jours, Son Excellence me disait, en me donnant de gentilles petites tapes sur l'épaule : «Va, mon fils, va. Tu fais un travail exceptionnel. Je suis persuadé qu'un beau jour tu nous mèneras sur Mars. Ce jour-là, je t'offrirai quelques-unes des perles de pluie que vient de m'offrir le Roi d'un pays où il ne pleut pas. Laisse les aigres radoter et continue ton bonhomme de chemin. Ne Nous quitte pas. Ne Nous quitte pas. Que Dieu dirige et bénisse tes pas !». Vous voyez, une démission serait une ingratitude envers Sa Majesté (*un silence, puis*), mais pourquoi donc sommes-nous les derniers de la classe ? Nos élèves seraient-ils tarés ? Les femmes de ce pays seraient-elles incapables de donner naissance à des enfants intelligents comme ceux qui sortent du ventre des Finlandaises ? C'est une possibilité ! Ce sont des feuilletons finlandais que le directeur de la Télévision devrait importer en masse. Ou, peut-être, faudrait-il encourager les jeunes Finlandaises à venir s'installer chez nous ? Notez l'idée, vous penserez à cette solution plus tard.

Des applaudissements et un murmure d'approbation parcoururent la Grande Salle de Réunion. Les subalternes semblaient très intéressés par la proposition de Sir Ministre de l'École. Ils étaient en train de la consigner sur leur carnet quand, brusquement, le Sir gronda :

- Y aurait-il parmi vous des fonctionnaires qui ne font pas leur travail consciencieusement ? Je sévirais ! Je les détruirais ! Certes, je suis plein de pardon, mais je vois rouge quand la Nation a mal. Mais je soupçonne plutôt les aliments que nous importons d'être trafiqués pour nous abrutir ? Il est probable aussi que c'est l'air que nous respirons qui nous rend stupides ? Aurait-il été pollué par l'Ennemi Extérieur ? Serions-nous les victimes d'une conspiration ? Qui nous veut du mal ? Dieu Tout-Puissant, protégez mon pays contre ses ennemis ! Ils sont si nombreux !

- Amen ! répondirent en chœur les subalternes qui, ayant subi à maintes reprises des tirades de ce genre, gardaient le silence jusqu'à l'instinct. Ils savaient à quel moment et avec quelles paroles il fallait intervenir. Ils avaient de petits projets personnels qu'ils ne voulaient pas exposer aux sautes d'humeur de Sir Ministre. En effet, dans ce pays aujourd'hui disparu, les Chefs étaient imprévisibles comme un destin. Ils changeaient d'humeur comme la trotteuse d'une montre change de position. Encore pire, ils se froissaient pour un rien et pouvaient de ce fait devenir très dangereux. Mais ils adoraient les flatteries. Et les flatteurs bénévoles pullulaient dans cette contrée, qui vivait la langue pendante et une brosse à la main.

- Des milliards de dollars, des millions d'élèves, continua le Sir Mi-

Il était une fois, dans un pays aujourd'hui disparu, un Sir Ministre qui, un jour, convoqua d'urgence tous ses subalternes. Il était de très mauvaise humeur, et des témoins se souviennent qu'il avait crié horriblement après tous ceux qu'il avait rencontrés sur le chemin qui menait de sa maison à la Grande Salle de Réunion.



nistre de l'École, des millions de livres scolaires, des millions de cartables, des centaines de milliers de salles de cour, des centaines de milliers d'enseignants, des centaines de milliers de tableaux, des centaines de milliers de tables et de chaises, des milliers d'écoles primaires, des milliers de collèges, des milliers de lycées, des milliers de directeurs, des milliers d'inspecteurs, des centaines de réunions, bref, des quantités inimaginables qui font pâlir de jalousie les autres nations, et nos enfants ont été nuls à l'Examen international ! Incroyable ! Mais je ne vous ai pas convoqués pour vous rappeler que le Royaume consacre le quart de ses revenus à l'École. Nous sommes là pour réfléchir aux causes de l'humiliation que nous venons encore une fois d'essuyer. Messieurs, faites travailler vos méninges maintenant. Nous ne sortirons pas de ce lieu avant d'avoir résolu le problème.

On vit apparaître sur le visage des subalternes des grimaces qui indiquaient qu'ils s'étaient engagés dans une profonde réflexion. En vérité, depuis que ce dernier avait prononcé le mot *Finlandaises*, la plupart rêvaient, l'Imagination fécondée généreusement par l'idée. Ils se voyaient déjà entourés d'un harem de femmes blanches dociles, leur donnant tous les neuf mois un petit Einstein échevelé. Mais, sans crier gare, le Sir s'exclama, brisant en mille morceaux ces rêveries roses et tendres :

- Errika ! Errika ! Ce sont les tabliers !

Dans la langue maternelle de notre héros, «Errika !» signifiait «J'ai trouvé !». Des siècles plus tard, ce fameux cri sera déformé dans une baignoire par un certain Archimède qui hurlera «Eureka !» pour une raison banale. Trafiquée, l'histoire a retenu le nom de ce personnage insignifiant, mais a enseveli celui du Sir Ministre sous les décombres de l'oubli. Les subalternes firent semblant de prêter attention.

- Oui, ce sont les tabliers que

doivent porter nos élèves qui sont à l'origine des piteux résultats que nous avons obtenus. Voici ce qui a dû se passer jusqu'à maintenant. Comme il y avait trop de couleurs, les enfants ont tout le temps eu l'impression d'être dans une foire ou une kermesse, mais certainement pas dans une école. Or c'est connu, les couleurs distraient et éparpillent l'attention. Celle de l'apprenant comme celle du maître. Pour apprendre, il n'y a pas mieux qu'un environnement simplifié et sévère. En deuxième lieu, cette multitude de couleurs ont provoqué une multitude d'opinions. Chaque élève a eu de ce fait des idées personnelles sur le monde. Il y a eu des discussions, chacun défendant la couleur de sa blouse. La division s'est alors installée et l'enseignant a été, non pas face à une communauté qui avait envie d'apprendre, mais à des sauvages indociles et indisciplinés. Chaque gamin pensait à sa façon au lieu de penser comme son camarade. À la question posée par le maître, ce n'est pas une réponse, mais des réponses qui fusaient des bouches. Ce qui a ouvert la voie au désordre. À la pagaille. Or, quel est le rôle d'une école ? Bien entendu, éradiquer les différences et façonner une pensée commune. En effet, quelle délicieuse joie d'être en classe avec des frères qui pensent comme vous ! Quel confort ! Vous avez envie d'étudier ! Par contre, c'est un enfer d'être entouré d'individus qui vous contredisent tout le temps ! C'est stressant ! C'est angoissant !

Le Sir Ministre de l'École s'arrêta de parler pour jouir de l'effet qu'il était sûr d'avoir produit sur ses subalternes. Le tapage qui régnait dehors pénétra dans la Grande Salle. Les aboiements d'un chien tourmenté par des gamins. Les appels d'un marchand d'amulettes et de potions. Le braiement d'un âne. Le beuglement d'une vache. Une grossièreté lancée par une voix aigüe. Les battements de l'hélice d'un hélicoptère.

- D'un autre côté, continua notre héros, comme le Sir Ministre de

la Charité vient de le révéler, le pays compte un nombre considérable de misérables. La mendicité s'est banalisée. Ceux qui ont exigé alors le port d'une blouse sans aucune restriction sur la couleur, ont donné l'occasion aux enfants des familles aisées de s'exhiber, puisque eux seuls pouvaient se permettre de jolis et riches tabliers multicolores. Comment, dans ce cas, les millions d'élèves pauvres que comptent nos écoles auraient-ils pu s'intéresser à leurs études ? La jalousie a sûrement tué en eux toute motivation. Pire encore, la directive sur le port des blouses n'a certainement jamais été appliquée sérieusement, ce qui a fait que ces gamins de riches pouvaient venir à l'école sans tablier, découvrant ainsi des habits chics qui devaient être cachés aux regards de leurs camarades démunis. Vous devinez les conséquences de ce laisser-aller sur le moral et le travail scolaire de ces pauvres élèves. Réciproquement, les vêtements usés et démodés de ces derniers ont dû influencer négativement sur les aptitudes intellectuelles des premiers. Voilà les causes qui nous ont déshonorées. Par ailleurs, nous ne devons pas négliger les rancœurs que peut causer un étalage de luxe chez nos humbles enseignants qui, en général, ont toutes les peines du monde à joindre les deux bouts. Non, il nous faudra corriger cette directive. Notez maintenant les nouvelles instructions.

Les subalternes se préparèrent à prendre des notes, heureux d'en finir.

- Désormais, il n'y aura plus que trois couleurs. Les garçons porteront des tabliers noirs. Les filles du primaire et du moyen, des tabliers roses. Et les lycéennes, des tabliers blancs. Le port de la blouse sera obligatoire. Vous verrez, avec cette uniformisation des couleurs, l'égalité et l'ordre régneront au sein de notre École, et nous obtiendrons sans peine des résultats honorables au prochain Examen international. Sa Majesté sera fière de moi, car nous irons loin, plus loin que Mars. Nous quitterons le système solaire,

re, nous irons explorer l'univers.

Les subalternes applaudirent longuement, puis on se sépara. Quelques jours plus tard, ils reçurent une autre convocation.

- J'étais sûr qu'ils allaient se mettre à pondre des idioties sur ma directive, commença par leur dire le Sir Ministre. Ce peuple ne sait produire que des foutaises. Et les journalistes, ravis de mordre, étalent ces foutaises en première page. Ecoutez ce qu'on nous reproche et ne tirez surtout pas ! C'est sérieux !

Il y a d'abord les habitants du Sud qui affirment qu'un tablier noir absorbe la chaleur et qu'il deviendrait étouffant à partir du mois de mars. Ainsi, ces gens qui vivent sous un soleil de plomb depuis des millénaires, subissant cette fournaise sans jamais gémir, ne pourraient pas revêtir une blouse noire parce qu'ils auraient chaud. Et il me faut rester calme ! Les journalistes rapportent aussi que les citoyens sont perplexes et exigent plus de précisions. Ils ne savent pas, paraît-il, si le tablier exige doit avoir des manches longues, courtes, ou être sans manches. Avec col ou sans col ? Avec poches ou sans poches ? Long et descendant jusqu'aux genoux, ou court et s'arrêtant à la taille ? Ils veulent savoir aussi de quel rose il s'agit. Ils sont devenus subitement très pointilleux sur les nuances ! Quel raffinement ! Certains seraient contre l'uniformisation des couleurs parce qu'elle porterait atteinte aux libertés individuelles. Ils ont employé les grands mots : autoritarisme, paternalisme, décision unilatérale, mépris du citoyen. Ils n'ont rien compris. Ils ont tout déformé. Mais j'ai entendu dire que beaucoup de citoyens ont salué mon initiative. En particulier, ils ont trouvé intelligent le choix de la couleur noire pour les garçons. Ils disent que le noir endurcira les enfants, en fera des hommes solides, capables de supporter les malheurs à venir. Ils ont apprécié aussi qu'il y ait deux couleurs différentes pour les filles. Selon eux, le rose qui est plus ou moins acceptable sur des collégiennes, est trop voyant et suggestif sur des lycéennes. Ils disent que le blanc, couleur de l'innocence et de la pureté, purifiera nos filles et protégera les garçons des tentations malicieuses qui dissipent l'attention. Ils ajoutent qu'il serait bien de leur exiger des tabliers larges et longs. Qu'il serait encore mieux d'ordonner le port du tablier même à l'extérieur de l'école. De proposer une loi dans ce sens. Nos députés voteront oui. Ils sont d'accord avec moi que des blouses en trois couleurs élimineront à coup sûr l'atmosphère de foire et les conséquences des disparités sociales qui empêchaient nos élèves d'avoir de bons résultats. Cependant, pour faire taire les rouspéteurs, je suis obligé d'apporter des changements. Sa Majesté me l'a recommandé ce matin par téléphone. «Ce peuple, m'a-t-elle dit, n'a pas encore assez de maturité pour saisir la pertinence de votre proposition. Nous endurerons encore pendant très longtemps des réactions infantiles». Notez donc ceci : le noir sera remplacé par le bleu. Ajoutez que toutes les nuances seront acceptées.

Le Sir Ministre de l'École se tut un moment puis reprit :

- Maintenant, je voudrais ajouter quelque chose. Merci infiniment pour le document complet et détaillé que vous m'avez remis hier. J'ai trouvé géniale l'idée de bâtir une jolie cité pilote pour les jeunes Finlandaises qui accepteraient de venir s'installer chez nous pour nous aider à élever notre niveau scolaire. J'ai été particulièrement touché par le fait que chacun de vous se dit prêt à en épouser une si la Nation le lui demandait. Je me souviendrai de cette noblesse et de cette loyauté.

Omar et Fatima vont à l'école !

PAR ALI BRAHIMI

Le tout, à partir d'un système de «valeurs» coloniales bien incrustées, par la force des choses, dans les esprits des uns et des autres, en paroles, actes et comportements mortifants ; alors que celles symbolisant la république française définies en liberté, égalité, fraternité, étaient censées s'appliquer sans discrimination pour tous puisque elles étaient apprises, par les «indigènes», dans ladite école et qu'elles ornaient les frontons de certains établissements scolaires.

En réalité, un leurre abject. Et c'est à partir de cet ordre de valeurs ainsi trompeur, car de typicité coloniale faut-il le souligner, qu'il puisait profondément sa nature ségrégationniste, dégradante et inhumaine, malgré les quelques bonnes volontés d'enseignants français altruistes mais totalement isolés voire considérés, par les ultracoloniaux, comme des imbéciles et autres pestiférés.

Pour la plupart des scolarisés, ils en deviennent carrément des cancre avant la fin du cycle primaire ainsi figé volontairement par une pédagogie abrutissante à l'image d'autres joyusetés telle que : «Omar, va à l'école», comme s'il s'agissait d'aller vers la lune, répété à haute voix matin et soir, en début de scolarité, jusqu'à l'hébergement voire le crétinisme ; ou encore de recopier à titre de punition souvent expéditive, cent fois et même plus en fin de cycle primaire l'automutilation suivante : «Je suis un âne», entre autres jolies phrases suggestives psychologiquement, avec tous les refoulements, en la matière, et impacts négatifs à long terme sur les caractères ainsi poinçonnés à jamais. Pourtant, elle avait formé quelques avocats, médecins..., d'extraction caidale et assimilés mais ils restent, pour leur plupart, bornés et destinés à obéir les yeux fermés et douter de leur identité même avec cependant, il faut bien le reconnaître, quelques exceptions qui ont échappé à cet aplatissement sordide de la personnalité. Cette typologie caractérielle, nous a été prouvée en maintes occasions avant et après l'indépendance. Brutale ! En vérité, cette école a surtout produit beaucoup de trainards, conditionnés dans cette voie malgré eux, qui iront grossir, ainsi, les cohortes de déclassés dans les champs aussi bien agricoles - considérés comme bêtes de trait dans certaines régions du pays - que de batailles au cours des deux guerres mondiales et régionales du siècle passé, en tant que chairs à canon ! Cependant, cela avait engendré paradoxalement une certaine prise de conscience, suivie d'une majestueuse révolution déclenchée par une génération hors du commun, à l'encontre de cette damnation telle que définie par le martyr de la liberté : le docteur Frantz Fanon.

Après l'indépendance, et dans la foulée de quelques aménagements opérés sur les programmes scolaires de ladite école dans ses différents paliers, et ce, dans le cadre de la réforme inscrite dans le ténébreux plan de Constantine aux multiples impacts néfastes car de nature pavlovienne ; le pays se retrouvait en face à des problèmes et défigurations touchant à partir de la fleur d'âge les générations d'indépendance, devenues ensuite des traits caractéristiques de ceux d'adultes dirigeants, dans tous les domaines, avec leurs méfaits et «bienfaits» ainsi que de soumission aveugle au nouveau diktat d'un certain paternalisme borné, autiste, et désuet mais pratiqué à ce jour sous d'autres aspects.

Alors, durant des décennies, deux conceptions des choses vont s'entrechoquer : l'une considérant la langue française comme un bu-

L'école coloniale en Algérie représentait fidèlement l'image de l'indigénat, dans toutes ses dimensions complexant et amoindrissant l'esprit critique, à telle enseigne que ses maîtres positionnaient les places des élèves selon un ordonnancement de rangées de tables bien définies d'avance et qu'ils instauraient à partir de critères de favoritisme flagrant, une ambiance de craintes, diminuant la capacité d'assimilation des leçons par les «indigènes», leur permettant de juger injustement et sans états d'âme des résultats scolaires des élèves et, subseqüemment, de leur avenir existentiel.



tin de guerre - disait le défunt homme de lettres Kateb Yacine - à l'image de notre belle Mitidja, entre autres fleurons, bâtie par les mains noircies à cause du dur labeur fourni par nos ancêtres sous la supervision des pieds-noirs accaparant les meilleures terres et aliénant massivement la population autochtone rejetée sur les ingrates. Tandis que l'autre vision, elle aspirait à restaurer celle qui avait régné, plus d'un millénaire, sur la terre d'Algérie et constituait l'un des fondements de la personnalité nationale revendiquée, d'ailleurs, par la révolution novembriste.

En effet, l'appel du 1^{er} novembre 1954 est, d'essence, libérateur de tout joug de quelque nature que ce soit. Y compris culturel. C'est cet état d'esprit qui a fait sa force par l'union de valeurs humaines aussi bien acquises dans le feu du combat libérateur, que reconquises par l'établissement d'un Etat républicain ouvert sur son temps. Valeurs apurées, bien évidemment, des survivances et influences colonialistes négativistes et autres mystifications zaouistes rétrogrades embrigadant, à tour de bras, des prédisposés au fatalisme et donc au fanatisme voire le renfermement extrémiste sur soi pour les uns, de gains bien terrestres pour les autres gourous de tous ordres.

Malheureusement, ce dernier état d'esprit ressurgit de plus belle de nos jours car encouragé par les ténébreux ennemis de la clarté, et ce, malgré des débats contradictoires et argumentés, formels et informels ainsi que des «réformes» malheureusement souvent déviées par l'obscurantisme déformant le sens même de l'objectif visé, et ce, depuis 1962. Hélas, tous ces efforts n'ont engendré donc que peu de choses en termes de grandes idées réformatrices courageuses et mises en mouvement rationnellement, dans la durée, assainissant ce double comportement absurde qui n'a que trop sévi.

Pire encore, l'on constate dans l'état actuel des choses que cha-

que individu, groupes d'intérêts, se sentant menacés ou déçus de son piédestal, se retrouvant en face d'une adversité souvent personnalisée, à tort, en ennemie culturelle, de langue..., fait appel à la solidarité de ses semblables qui sont, de surcroît, ligés dans un cadre de partitionner bornée et liée aux ambitions inavouées fréquentant le dogmatique et les bas intérêts immoraux dont la filouterie politicienne brouillant tout sur son passage. C'est-à-dire acquiescer et s'accrocher, bec et ongles, au pouvoir, générateur d'intérêts multiples et de position sociale liée, par toutes sortes de manoeuvres abjectes dont le bulletin de vote trafiqué, les courbettes d'allégeance jusqu'au dégoût des braves gens.

Que des complexés qui, d'une parole et acte irréfléchi à d'autres, ne font pas seulement de la peine, mais nuisent sérieusement à la cohésion sociale déjà au sommet de la désagréation à cause d'un développement humain non réfléchi rationnellement en face à des enjeux nationaux et mondiaux bannissant le nombrilisme culturel lié au maraboutisme et de la-peuprés. Un ensemble étouffant l'esprit critique. Ce qui est sidérant, c'est à partir de quelle assise - permissivité - ces gens-là se donnent libre cours à leurs lubies sacrificiant, à l'auteul de la gabegie, des millions de jeunes innocents ? Oui, d'où ? Et jusqu'à quand ? Pour le moment, des opportunistes d'ici et d'ailleurs ont compris ces «étrangetés» et les exploitent à merveille pour leur profit bien évidemment !

Malgré ces anomalies récurrentes, citées plus haut, le nombre d'instruits ne cesse de grandir au fil du temps mais dans un état d'esprit d'indigence intellectuelle et de tempérament démolissant, et ravivant les deux syndromes complexant, parmi d'autres, ci-dessus mentionnés, au début de notre contribution, avec des manifestations différentes, certes, mais plus dangereuses et touchant de larges pans d'étudiants et étudiantes à tous les niveaux, et ce, malgré la

soi-disant démocratisation du savoir ainsi prônée mais, hélas, butant au niveau supérieur de l'enseignement sur toutes sortes d'impasses dont les sorties de promotions de cadres démotivés car souvent, faut-il le souligner, formées sans être aiguillonnées afin d'acquiescer, dès l'école primaire, l'esprit d'imaginer recentré en autono-misation décisionnelle bâtie sur le revendicatif existentiel rationnel. Plus de 25% de la population algérienne ont regagné cette semaine les bancs d'écoles - dont des centaines de mille pour la première fois - collèges, lycées. Une actualité chargée de significations profondes et d'espoirs, pour des meilleurs lendemains, cultivés par les millions de familles humbles faisant d'immenses sacrifices, à chaque rentrée et tout au long de l'année scolaire, aussi bien financiers que de temps et éducationnels.

En d'autres termes, l'espoir réside dans l'apparition massive de fortes personnalités professionnelles et étudiantes intergénérationnelles fondatrices d'élites d'avenir, génératrices d'un enseignement laborieux et efficace lié au bien-être socioculturel de la population. En effet, le grand danger menaçant notre jeunesse, dans son ensemble, c'est celui de l'assèchement de cet état d'esprit pourtant encouragé dans d'autres pays, les conduisant ainsi à plus de progrès humain. Aujourd'hui, pour le motif d'une soi-disant qualité, certes profitable à plus d'un titre, mais justifiant certaines lacunes des méthodes d'enseignement en vigueur et, donc, sans objectifs clairs pour le développement multivalent du pays, l'on assiste à une charcuterie «popularisée» insidieusement, comme une fatalité, à tous les niveaux notamment en début et fin de parcours universitaire, et ce, malgré tous les débouchés en présence insuffisants, certes, mais pourraient constituer un piédestal à d'autres plus conséquents.

D'après un sondage effectué, l'année précédente, par le CREAD au sein des jeunes, il ressort que

près de 70% des consultés dans les deux sexes ne font aucune illusion sur l'issue de leur parcours éducationnel et, encore moins, sur celui professionnel. Un indicateur des plus inquiétants ! En principe, les enjeux majeurs de ce siècle seraient assurément d'ordre de développement humain en terme culturel dans le sens élargi du terme, en plus des menaces naturelles et existentielles, de toutes sortes, se profilant aux horizons pour les retardataires. Par conséquent l'éducation de la jeunesse serait le creuset déterminant dans lequel s'affronteront ces défis d'une façon accentuée que par le passé.

Un ministre aussi ancien dans le secteur, d'autant plus que ses connaissances, en la matière, sont établies de par son expérience, ne devrait pas hésiter à promouvoir - ou du moins proposer avec panache - sinon démissionner le cas échéant comme l'avait fait un de ses prédécesseurs - une réforme de fond en comble de la mission combien noble dont il a la charge. De longues années d'expériences dans le département du savoir, c'est historique pour un «responsable politique», d'autant plus qu'il a reconnu que : l'école était sinistrée et qu'aujourd'hui elle est devenue classique» (1). Alors qu'il finisse sa carrière dans l'apothéose. Et qu'on finisse enfin, nous aussi, avec les derniers soubresauts d'une école formant de plus en plus des cancre et autres écervelés avec ou sans bac voire de niveau universitaire. Pourtant des sommets sont issues de cette dernière notamment pour ceux qui ont migré ailleurs trouvant ainsi une autre ambiance totalement différente de celle des laudateurs dans le sens complet et «dénudé» du terme !

C'est là où se trouve la priorité des priorités du pays et de son avenir, et non à comment investir rapidement l'argent issu des hydrocarbures, et autres chinoïseries d'immédiateté conjoncturelle voire politicienne et clientéliste car à quoi sert de construire des cités habitées par des déclassés et des exclus de ladite école et de la société en général ? Les différentes instances de l'Etat le savent, le déplorent et qu'elles aspirent, malgré tout, à faire changer les choses du simple fait que ce secteur, prioritaire en tout point de vue, absorbe plus de 40% du budget de l'Etat pour des résultats mitigés traduits, clairement, en chiffres et impacts souvent authentifiés voire avoués par ledit secteur.

En effet, l'école ne s'approprie pas seulement en bassisses architecturales impressionnantes, de programmes éducationnels alourdis par des phraséologies et images rafistolées, d'horaires allongés jusqu'à l'hébété aussi bien du corps enseignant que des élèves, ou bien en cohortes d'enseignants fussent-ils licenciés, etc. mais bel et bien par une volonté, émanant de tous les niveaux de la société afin d'inculquer le sens persuasif et critique, au sein des étudiants, des premiers paliers de l'enseignement général relevé ensuite judicieusement au niveau universitaire.

Enfin, il est grand temps d'enclencher une démocratisation du savoir liée à la liberté de pensée et d'expression revendicative et constructive au sein des jeunes dans leur ensemble. En fait, il s'agit de tout un programme, multidimensionnel, qui reste à imaginer avec pertinence tout en tenant compte des leçons du passé et des enjeux internes et externes de demain. Ceux-ci seraient totalement opposés à ceux qui ont présidé à ce jour l'école et prendraient fatalement le dessus sur ceux-là mêmes faisant le lit à l'obscurantisme et autres extrémismes bornés. Par contre, le savoir a horreur du vide et de la pénombre. Il est le chemin menant vers la lumière !

Notes :
(1) Propos rapportés par El Watan du 13 septembre 2009

Week-end, la réforme n'a pas eu lieu

PAR MAHAMMED
NASR-EDDINE KORICHE *

Il convient d'observer à ce sujet qu'il n'y a aucun sens à parler, comme le font la plupart de ceux qui interviennent dans ce débat, de « week-end universel » ou « semi-universel ». Même si le samedi/dimanche est le modèle de week-end le plus pratiqué dans le monde, il est d'abord le modèle du monde chrétien fondé sur le principe du repos dominical, le dimanche. Le fait qu'il soit, pour des raisons historiques, le modèle dominant ne lui confère pas l'universalité. Il n'est ni le produit d'un ordre naturel des choses, ni celui d'une décision ou même d'une recommandation d'une institution internationale.

Ainsi, l'Organisation internationale du travail (OIT), elle-même, se limite à prescrire au bénéfice des travailleurs, au cours de chaque période de sept jours, un repos comprenant au minimum vingt-quatre heures consécutives. Sans fixer un jour en particulier, la convention internationale sur le repos hebdomadaire précise que ce jour « coïncidera, autant que possible, avec les jours consacrés par la tradition ou les usages du pays ou de la région »⁽¹⁾. Ainsi, les membres de cette organisation internationale n'ont pas privilégié un jour de repos déterminé dans la semaine avec l'idée d'instituer un « week-end universel ».

UN CHANGEMENT LIMITE AU SECTEUR DE LA FONCTION PUBLIQUE

En application de cette décision du Conseil des ministres, un seul texte réglementaire est intervenu et son champ d'application se limite au secteur de la Fonction publique. Il s'agit du décret exécutif du 22 juillet 2009⁽²⁾ qui procède à un nouvel aménagement et une nouvelle répartition des horaires hebdomadaires de travail dans le secteur des institutions et administrations publiques. Cet aménagement préserve le vendredi comme jour de repos légal et substitue le samedi au jeudi comme deuxième jour de repos possible. En conséquence, toutes les discussions sur un aménagement des horaires de travail qui permettrait de travailler une demi-journée le vendredi (ou même une journée entière), pour se reposer le samedi, sont sans fondement juridique. Même dans le secteur de la Fonction publique, la nouvelle réglementation ne substitue pas le samedi au vendredi, ni donc le vendredi au jeudi.

Dans sa forme actuelle, la décision du Conseil des ministres ne s'impose ni aux entreprises du secteur privé, ni à celles du secteur public. D'un point de vue légal, les entreprises ne sont nullement tenues de suivre le régime du temps de travail et de repos institué, par la voie réglementaire, dans le secteur de la Fonction publique. La décision du Conseil des ministres ne constitue pour celles-ci, tout au plus, qu'une recommandation qu'elles sont libres de suivre ou non. Ainsi, dans le secteur économique, aucun nouvel aménagement du temps de travail et de repos n'a eu lieu. Pour les entreprises, le seul texte de référence en la matière reste aujourd'hui encore, depuis 1990, la loi n° 90-11 du 31 avril 1990. En application des prescriptions de cette loi, les entreprises sont tenues à deux obligations : accorder à leur personnel une journée de repos hebdomadaire et veiller à ce qu'il en bénéficie, en principe (mais pas dans tous les cas), le vendredi. L'entreprise reste libre, aujourd'hui encore, d'organiser le travail sur six jours, du samedi au jeudi inclus, et de n'accorder que le jour de repos légal fixé au vendredi, ou encore d'organiser les horaires de travail sur cinq jours en accordant une journée ou une demi-journée supplémentaire de repos précédant

La décision du Conseil des ministres, objet d'un communiqué en date du 21 juillet 2009, organisant le repos hebdomadaire les vendredi et samedi, au lieu des jeudi et vendredi, a fait l'actualité au cours de ces derniers mois. Alors même qu'il n'y a pas de changement du jour de repos hebdomadaire qui reste fixé, par un texte de loi, au vendredi, cette décision est jugée pourtant importante pour se rapprocher de la formule de week-end la plus répandue dans le monde.



le vendredi (soit jeudi), ou suivant le vendredi (soit samedi).

Toutes ces hypothèses d'aménagement du temps de travail et de repos ont toujours été parfaitement envisageables depuis que le vendredi a été institué comme jour de repos hebdomadaire en 1976. Il n'y a absolument rien de nouveau. Il faut donc comprendre que dans le secteur économique, l'option pour un repos le vendredi et le samedi (qu'on semble découvrir aujourd'hui !) est légalement possible depuis cette époque. On ne la doit pas à la récente « décision » du Conseil des ministres. Et l'on peut vraiment s'étonner que les responsables de certaines organisations patronales se disent satisfaits de cette mesure, comme s'il s'agissait d'une avancée, alors qu'ils avaient depuis 1976 la possibilité de procéder en toute légalité à un aménagement du temps de travail qui permet de mettre leur personnel au repos le vendredi et le samedi (ce que certaines entreprises n'ont pas manqué de faire depuis longtemps). Ont-ils été à ce point ignorants, durant toutes ces années, des possibilités offertes par la législation du travail en cette matière ?

La question de la détermination des journées de repos hebdomadaire est en débat depuis l'indépendance du pays en 1962 et le semblant de réforme, limitée à la Fonction publique qui vient d'avoir lieu, indique qu'elle n'a pas encore reçu de réponse définitive.

En droit du travail algérien, le repos hebdomadaire est une institution fondée sur deux principes essentiels : le principe d'une journée de repos par semaine et le principe que cette journée soit accordée un jour déterminé dans la semaine. Le principe du repos hebdomadaire a été consacré par toutes les législations qui se sont succédées depuis l'indépendance de l'Algérie et n'est pas sujet à discussion. Par contre, le choix du jour pour jouir du repos a toujours été matière à débat plutôt passionné et polémique. Le débat, voire la dispute, opposent, d'une part, ceux qui plaident pour que cette journée soit le dimanche, précédé éventuellement par une demi-journée ou une journée de repos supplémentaire, le samedi, et ce pour des raisons tenant aux échanges économiques et financiers avec le reste du monde ; d'autre part, ceux qui soutiennent que cette

journée soit le vendredi, pour des motifs religieux tenant à l'accomplissement de la grande prière ce jour par les musulmans.

LE REPOS HEBDOMADAIRE : PRINCIPE ET FLEXIBILITÉ

C'est par la voie légale qu'il est garanti à tout travailleur le droit à une journée entière de repos par semaine⁽³⁾. La faculté de déroger au repos hebdomadaire est cependant prévue. Les circonstances pouvant justifier cette dérogation sont indiquées en des termes généraux qui confèrent, finalement, à l'employeur un large pouvoir pour décider de l'opportunité d'une suspension du repos hebdomadaire : c'est lorsque les impératifs économiques ou ceux de l'organisation de la production l'exigent⁽⁴⁾. Bien qu'il s'agisse de déroger à une règle d'ordre public, la décision de l'employeur n'est soumise à aucun formalisme. Il n'est tenu ni de solliciter une autorisation de l'inspecteur du travail ou de l'informer, ni de consulter les représentants du personnel. Cependant, les heures de travail accomplies, par dérogation, le jour du repos hebdomadaire sont considérées comme des heures supplémentaires ; elles ouvrent droit pour les salariés concernés à la majoration des heures supplémentaires. Les travailleurs bénéficient en outre d'un repos compensateur d'égale durée qui sera pris un autre jour. Il s'agit là d'une flexibilité appréciable pour les employeurs qui sont seuls juges des impératifs économiques justifiant une suspension du repos hebdomadaire.

Le principe du repos hebdomadaire permet seulement d'affirmer que l'employeur est tenu de mettre son personnel habituel au repos un jour déterminé. Il ne lui est pas fait obligation de fermer et de cesser toute activité durant ce jour. Aucune réglementation ne prévoit la fermeture obligatoire d'un établissement à titre de garantie d'exécution du principe du repos hebdomadaire. Le droit actuel ne permet pas d'exclure la possibilité pour un employeur de faire travailler le vendredi un autre personnel que celui habituellement employé. Mais l'usage le plus répandu est l'arrêt de la plupart des activités le vendredi. La situation en Algérie n'est pas comparable à celle de certains pays d'Europe où la

fermeture est obligatoire le jour de repos hebdomadaire. C'est là un autre exemple de flexibilité en faveur de la continuité de l'activité de l'entreprise. En réalité, la majorité des travailleurs jouissent de deux journées de repos hebdomadaire, et non d'une seule comme le prévoit la loi. En effet, la répartition de la durée du travail sur cinq jours, au lieu de six, permet d'atteindre ce résultat. Dans ces conditions, la journée de repos légalement déterminée est précédée, ou au contraire suivie, d'une autre journée ou demi-journée de repos. Ainsi, il convient d'observer qu'en Algérie ou ailleurs, la loi n'intervient jamais pour organiser un week-end de deux jours, mais seulement pour décider d'un jour de repos hebdomadaire. L'octroi éventuel au personnel d'une demi-journée ou d'une journée supplémentaire de repos n'est que la conséquence d'un aménagement du temps de travail décidé librement par l'employeur en vertu de son pouvoir de gestion.

LE CHOIX DU VENDREDI, UNE IMITATION DU MONDE JUDEO-CHRÉTIEN

La loi ne se limite pas à affirmer le principe du repos hebdomadaire. Elle en fixe a priori le jour. Au lendemain de l'indépendance de l'Algérie, le principe du repos hebdomadaire le dimanche, antérieurement établi par la législation de la période coloniale, avait été maintenu. Il était raisonnablement admis que l'essentiel était que soit accordée une journée de repos, et que celle-ci soit commune à tous. Ce n'est qu'en 1976 que le vendredi est substitué au dimanche comme jour légal du repos hebdomadaire. Ce changement donne au choix du jour du repos un fondement religieux qu'il n'avait pas jusque-là. Il s'agit, dans un pays où la population est majoritairement musulmane, de permettre aux personnes qui ont des convictions religieuses d'accomplir la prière communautaire exceptionnelle du vendredi. Aujourd'hui, ce sont les dispositions d'une loi qui précisent que le vendredi est le jour normal de repos qui correspond aux conditions de travail ordinaires⁽⁵⁾.

En réalité, ce fondement religieux, invoqué tardivement, est discutable. Paradoxalement, même si le propos peut étonner, c'est en

renonçant au dimanche, pour choisir le vendredi, qu'il y a, contrairement à ce que prétendent ceux qui ont poussé à ce changement, imitation du monde judéo-chrétien. En effet, dans la religion musulmane, il n'y a pas l'équivalent de la religion juive où la semaine de sept jours est fondée sur l'observation du Sabbat, ni l'équivalent dans le christianisme du jour du Seigneur (repos dominical). Il n'est prescrit ni par le Coran ni par la Charia que le vendredi, ou un autre jour, soit consacré au repos. Il est seulement ordonné aux croyants de cesser toute activité, s'il n'en résulte pas un dommage, le temps de participer aux cérémonies religieuses : prière, suivi d'une prière courte, se situant fort opportunément à la mi-journée (entre 12h45 et 13h45) ; ceci à l'évidence ne nécessite qu'un temps d'interruption du travail équivalent, augmenté du temps nécessaire pour se déplacer entre le lieu de travail et la Mosquée. Et de fait, l'accomplissement des rites religieux n'était pas posé comme un problème lorsque, de 1962 à 1976, le vendredi faisait partie des jours ouvrables. Ainsi, curieusement, ce n'est pas l'adoption du dimanche comme jour de repos hebdomadaire qui constitue une imitation du monde chrétien, mais plutôt le choix du vendredi qui reproduit une institution étrangère aux musulmans, le repos pour motif religieux ! Ainsi, à condition d'aménager la possibilité pour ceux qui ont des convictions religieuses de se rendre à la prière du vendredi, il importe peu, du point de vue de la religion musulmane, que le jour de repos hebdomadaire soit fixé le vendredi, le dimanche ou un autre jour.

L'obligation du repos le vendredi n'est pas inscrite par la loi dans des hypothèses d'interprétation stricte. En tout état de cause, en l'état actuel du droit, de décider seul que la nature de l'activité justifie que le repos hebdomadaire ne soit pas accordé simultanément à l'ensemble du personnel le vendredi, mais par roulement. Le travail le vendredi est bien une option que la loi autorise lorsque la « nature de l'activité le justifie ». Là aussi, la législation aménage de longue date une flexibilité appréciable qui permet aux entreprises de poursuivre normalement leur activité le vendredi, lorsque des intérêts économiques sont en jeu.

Finalement, les nouvelles dispositions relatives à l'aménagement du temps de travail et de repos dans le secteur de la Fonction publique n'apportent absolument rien de nouveau dans le secteur économique. Les aménagements du week-end, dont on discute aujourd'hui, étaient possibles depuis 1979 ; ils sont contenus dans les différentes formes de flexibilité qu'offre la législation depuis cette époque déjà, pour prévoir éventuellement un deuxième jour de repos hebdomadaire, soit le jeudi soit le samedi, et pour déroger, en raison de la nature de l'activité de l'entreprise, au vendredi comme jour de repos hebdomadaire. La prétendue réforme du week-end n'a donc pas eu lieu.

* Université d'Alger

1 - Convention de l'OIT n° 14 sur le repos hebdomadaire (industrie), 1921 (ratifiée par l'Algérie). Les mêmes prescriptions se retrouvent dans la convention de l'OIT n° 106 sur le repos hebdomadaire (commerce et bureaux), 1957 (non ratifiée par l'Algérie).

2 - Décret exécutif n° 09-244 du 22 juillet 2009 modifiant le décret exécutif n° 97-59 du 9 mars 1997 déterminant l'aménagement et la répartition des horaires de travail à l'intérieur de la semaine dans le secteur des institutions et administrations publiques, J.O. n° 44 du 26 juillet 2009.

3 - Loi n° 90-11 du 31 avril 1990, article 33.

4 - Op. cit., article 97.

5 - Loi n° 90-11, op. cit., article 33.

A la recherche de l'université perdue

PAR MOHAMMED GUÉTARNI*

Il y a quelque deux ou trois décennies, à peine, l'université algérienne était le fleuron de la culture et un haut lieu du savoir. Elle était la courroie de transmission de la science grâce à sa cheville ouvrière: un personnel pédagogique qui jouissait d'un standing de vie et d'une considération sociale digne de son rang et de la noblesse de sa mission.



Elle était la fierté, non seulement de l'Etat (quand il était en bon état), mais de la Nation tout entière. Elle formait l'élite de l'élite au pays. Elle était réellement le phare qui éclairait notre société. Ne réussissaient, alors, que les méritants. Autrement formulé, elle était la voie royale de «la promotion sociale des meilleurs». En un mot, c'était la véritable Kaaba du Savoir vénéralisée et respectée d'un respect religieux. Dieu n'a-t-il pas dit «Iqra'a» ?

Les temps ont changé. Aujourd'hui, les jeunes ne pensent qu'à décrocher leurs modules sans fournir trop d'efforts, donc sans mérite, voire en trichant. Ils s'intéressent de moins en moins aux études. Ils lisent juste ce qu'il faut pour pouvoir répondre - «un peu près» - aux sujets des examens pour tenter de s'assurer une réussite vaillante que vaillante. Notre université semble avoir changé de statut. Autrement dit, il ne reste de supérieur dans «l'Enseignement supérieur» que son épithète qui ne s'accorde, d'ailleurs, ni en genre ni en nombre avec sa mission originelle citée supra.

La stimulation intellectuelle que nous avions, étant potaches, pour la science et la culture a disparu de la circulation cognitive. C'est l'inculture qui semble prendre le dessus en raison de la massification de l'université. Le lycée ne fournit plus à l'université, comme par le passé, une population étudiante suffisamment bien formée à même d'assimiler immédiatement un enseignement du «supérieur». L'enseignement de ce dernier se voit réduit à dispenser l'indispensable (qui n'est pas toujours suffisant, encore moins satisfaisant) à ses étudiants. C'est ce que Thierry Desjardins appelle «l'inculture dans la haute culture». C'est-à-dire une culture au rabais. Voilà comment l'université sombre doucement et sûrement dans une forme de léthargie intellectuelle sans précédent. Le savoir, la culture, la lecture, l'engouement d'apprendre ne sont plus un plaisir qui est, selon les psychopédagogues, la condition sine qua non pour l'équilibre mental et intellectuel.

Notre université rappelle le «bateau ivre» d'Arthur Rimbaud surchargé qui ploie sous la masse de sa population étudiante sans commandant de bord chevronné, livré à des timoniers politiques sans expérience, sans cap ni compas gyroscolaire, au beau milieu d'une tempête sociale qui [la société] ne sait plus ce qu'elle veut

ni ce qu'on veut faire d'elle. Ce qui explique, en partie, la baisse crescendo du niveau.

Le débat qui continue à susciter des vagues houleuses, tant au niveau politique, pédagogique que social, est qu'on ne sait plus quoi faire de l'université si c'est un haut lieu du savoir, comme son nom l'indique, ou un simple centre «supérieur (?)» de formation professionnelle qui n'a rien avoir avec les Ecoles supérieures. Les professeurs sont souvent confrontés à un dilemme quasi insoluble: ils fixent leurs cours en fonction de leur formation pointue et non selon les besoins pédagogiques parce que chacun est spécialiste dans son domaine. Quant aux étudiants, ils veulent apprendre ce qu'ils considèrent utile au bassin de l'emploi à dessein de multiplier leurs chances à trouver un travail. Dénrée, hélas, de plus en plus rare de nos jours, chez nous comme ailleurs.

L'université s'est fourvoyée de sa mission première en donnant la priorité à une sorte de culture de formation professionnelle au détriment de la culture générale. Voilà comment on devient un pays sans grande culture. C'est-à-dire «on forme» un peuple d'incultes. Si le personnel pédagogique s'empare dans de saintes colères, c'est pour exprimer son ire de voir l'enseignement supérieur sérieusement éprouvé, voire malade, très malade. Il refuse de voir mou-

rir son université, encore moins d'assister à son enterrement. Il reste impuissant à son chevet juste pour la veiller sans trop savoir comment y remédier. Ce n'est pas la volonté qui lui fait défaut, mais les moyens lui manquent parce qu'ils relèvent exclusivement du politique. Est-ce la descente aux enfers pour notre université ? Elle fait cruellement défaut d'un personnel hautement qualifié, à l'instar des grandes universités de renom. Toujours selon Thierry Desjardins: «On ne peut pas être un enseignant du supérieur sans être chercheur car sinon on se coupe des réalités, et on ne peut pas être chercheur sans enseigner car sinon on se sclérose.»

Chacun (enseignants et étudiants) aimerait être ce qu'il aurait souhaité être, mais aucun d'eux ne peut l'être en raison de la désillusion qui s'infiltre insidieusement dans les esprits et les ronge tant des étudiants que des enseignants. Les réformes successives n'ont pas donné les résultats escomptés, encore moins relevé le niveau vu le nombre astronomique des nouveaux étudiants qui s'inscrivent chaque année. Une vraie réforme consiste, aux yeux de certains analystes, à démythifier quelques concepts qu'il faut analyser scientifiquement tels que «le bac», «l'université», «le diplôme». Lorsqu'on aura cerné l'acceptation de chacun de ces vocables, pourrait-on alors

frayer un chemin qui sera la voie royale vers une réforme qui correspondra exactement aux objectifs de l'université algérienne sans singer les Autres dans ce qu'ils ont de médiocre. L'université algérienne, à l'instar des autres universités du monde, a besoin de réformes pour s'apaiser et de «se booster» afin de suivre la marche du temps et non fermer la marche. C'est lorsque des réformes sont politiquement larguées du haut que les esprits s'ébranlent et les boyaux se tordent.

Ainsi, on pourra éviter à notre université son actuelle précarité pour qu'elle puisse dispenser un enseignement de qualité irréprochable comme autrefois. Pour ce faire, il faut revoir la copie en vigueur qui veut résoudre les problèmes en les occultant et en évitant d'en parler. Ce qui est, en soi, une fuite en avant des plus absurdes politiquement. Il ne faut pas craindre de prendre le taureau par les cornes. C'est-à-dire faire remonter en surface tous les problèmes en suspens pour être objectivement mais définitivement résolu, de se concentrer à dessein de trouver collectivement les solutions idoines qui existent, certainement, si la volonté politique y est.

Tout le monde sait que le métier de l'enseignant du supérieur s'est dangereusement dégradé, d'ailleurs, tout comme son niveau de vie. Cette dégradation est due

au «mal-être» de l'enseignant. Il y a de quoi. A voir un député inculte, voire «analphabète» sans diplôme percevoir 300 000,00 DA/mois, sans prendre en ligne de compte les bonus et autres avantages, cela donne du vertige. Alors que le professeur-chercheur impérial d'un doctorat en tant que dernier degré universitaire perçoit à peine le cinquième de ce salaire, cela démotive le plus motivé des enseignants. C'est une profession qui est en voie de décomposition latente mais active et effective.

Sans vouloir remuer «la plume dans la plaie», selon l'expression d'Albert Londres, il faut rappeler que le métier d'enseignant est de moins en moins valorisé en dépit de sa noblesse. Dante a raison de dire que «le premier besoin de l'homme après le pain est l'alphabet». Le comble dans tout cela est qu'il est dévalorisé par des responsables politiques qui, eux-mêmes, étaient formés à l'école par leurs enseignants, tous paliers confondus. Il souffre du manque d'aisance matérielle et surtout du défaut de considération sociale. Voilà pourquoi le métier de professeur d'université est de moins en moins attrayant en Algérie. Un docteur est rémunéré à hauteur de 500 euros. En Somalie, l'enseignant du supérieur est nettement mieux payé, sans parler de nos voisins de l'Est et de l'Ouest.

Ce présent article ne doit pas être lu sous l'angle d'un pamphlet. C'est, tout au plus, un peu d'alcool versé sur la plaie pour désinfecter. S'il brûle, c'est qu'il agit. Ce constat amer pourrait, souhaitons-le, faire réagir les responsables compétents qui leur reste un petit reste de civisme. Il pourrait, aussi, leur dessiller les yeux, chacun à son niveau et éclairer leurs esprits enténébrés sur les risques que peut engendrer l'actuelle situation telle que les grèves à répétition, démotivation des enseignants, démotivation des étudiants si rien n'est fait. A moins que ça ne soit leur but. Fermer les yeux pour ne rien voir, se boucher les oreilles pour ne rien entendre est gravement impolitique tant pour la communauté universitaire que pour la société dans son ensemble.

Après tout, gardons espoir de retrouver, un jour, l'université perdue. Faut-il que nous soyons encore de ce monde. Enfin... bonne reprise.

Aux bons gestionnaires et amis du Savoir, l'université est reconnaissante.

* Docteur ès lettres
Maitre de conférences
Université de Chlef

Un système éducatif sans âme !

PAR MOHAMED MEHTOUL

On est frappé par la rupture entre, d'une part, le discours officiel inamovible et complaisant sur le fonctionnement du système éducatif, insistant en permanence sur les «bonnes conditions» de la rentrée scolaire, et, d'autre part, la réalité quotidienne qui montre, au contraire, une institution scolaire et universitaire sans âme, fonctionnant depuis des décennies, à partir d'injonctions politiques, excluant les principaux acteurs que sont les enseignants et les élèves.

Le système éducatif a été conçu comme une «machine» qui se limite à comptabiliser les flux d'entrées et de sorties des élèves et des étudiants. Il est chosifié et profondément fragile parce qu'il s'interdit de comprendre et d'analyser concrètement les rapports qui se construisent à l'intérieur de la «boîte noire» (école, lycée, université) entre tous les acteurs concernés. Or, le débat ne peut se réduire à une quantification qui glorifie politiquement un système scolaire, faisant fi, depuis des décennies, de toute une réflexion critique sur son fonctionnement quotidien. Les questions centrales sont totalement occultées: comment faire aimer l'école à tous les enfants? Comment redonner sens à une pédagogie ouverte et tolérante?

Comment permettre l'éclosion de «têtes bien faites, au lieu de têtes bien pleines», pour reprendre les propos de Montaigne.

Le pédagogue s'efface au profit du bureaucrate aveugle qui se limite à placer les élèves, à les compter, sans tenir compte de leurs aspirations et de leurs attentes. Qu'importe la place sociale dévalorisée de l'enseignant dans la société, l'essentiel est ailleurs: la machine doit se reproduire à l'identique, même dans la médiocrité et dans l'exclusion massive des enfants, dévoyant un gâchis humain qui laisse perplexes sur le devenir de l'institution scolaire.

Le système éducatif n'a pas d'identité propre. Il est en permanence harcelé par mille et une circulaires élaborées dans des cercles sociaux fermés qui laissent les principaux concernés, en l'occurrence les enseignants, à la marge de la décision.

La déliquescence du système d'enseignement peut se lire au quotidien. Des enseignants frustrés, déclassés socialement, confrontés à des classes surchargées et à la mise en oeuvre de programmes construits en dehors d'eux, peuvent difficilement donner sens à des formes d'innovation pédagogique. Face à une machine centralisée qui impose des règles uniformes, l'éducation a perdu son âme. Elle n'est plus cet espace qui intègre le mérite, l'amour du savoir et la

rigueur. Elle n'est plus crédible, aux yeux de beaucoup d'élèves, qui clament haut et fort, «qu'ils n'ont plus la tête aux études» (Mehtoul et al., 2004).

Ce qui fait pourtant la force de l'éducation, c'est sa pérennité et son autonomie face aux aléas du politique, en refusant les expérimentations hasardeuses, rarement sous-entendues par des études rigoureuses. Ibn Khaldoun affirmait, dès le XIV^e siècle, qu'on ne peut soumettre inconditionnellement l'éducation et la culture qui symbolise la «permanence» à un pouvoir quelconque, politique, économique ou social qui représente «l'éphémère» (Moatassine, 2000).

Le système éducatif n'a pas d'âme, au sens il n'a pas l'autonomie suffisante pour se remettre en question, en s'interrogeant profondément sur ses multiples faiblesses, sur les statuts des enseignants, sur les différentes modalités pédagogiques à mettre en oeuvre dans les buts de réduire l'échec scolaire, de revaloriser les diplômes, en mettant l'accent sur la qualité et la rigueur des enseignements, etc.

Il semble urgent de regarder lucidement la réalité quotidienne de l'institution scolaire ou universitaire pour rompre avec l'illusion de la massification. Elle rend aveugle l'absence de toute performance dans la transmission et la production des savoirs. Le sys-

tème éducatif conçu par le politique a favorisé en grande partie un important retrait des agents sociaux à l'égard des savoirs et des formes d'ascensions sociales rapides et brutales qui lui sont désormais extérieures. Le système éducatif produit, à l'inverse, ses chômeurs et ses laissés-pour-compte.

On est bien dans le récit du père de famille qui demande à ses enfants, l'obéissance et le silence. Tout ira alors pour le mieux dans le meilleur des mondes, grâce à son rôle social de distributeur de moyens, c'est-à-dire une faible partie de la rente pétrolière. Parce la vision dominante devient vérité absolue, il n'est pas question de s'aventurer dans une réflexion collective sur l'école! N'ayant pas les capacités de se remettre en question, le système éducatif met en scène le statut et le pouvoir au détriment de la qualification qui représente pourtant les compétences réelles des acteurs de l'éducation.

Références bibliographiques

Mehtoul M., Aouari A., Kerzabi Z., Oussaci N., Lamari L., 2004, «Récits de vie des jeunes: chômage, étude, santé, familles», Rapport de recherche, Oran, GRAS.
Moutassime A., 2000, «Diplômés maghrébins d'ici et d'ailleurs, trajectoires sociales et itinéraires migratoires», Revue Correspondances, n° 63.

Les rythmes scolaires à l'épreuve du nouveau week-end

PAR M. HANDALA *

Il est intéressant, à ce sujet, de lire la réponse du docteur Anis Ahmad [1] aux orientalistes occidentaux qui s'appliquent à rechercher dans les sources juives les origines de l'instauration par le prophète Mohammed (OSSS) de la prière du vendredi. Il explique la différence fondamentale entre le sabbat des juifs et le vendredi. Voici ce qu'il écrit bien avant le changement de week-end en Algérie: «Il convient de considérer de manière critique l'allégation selon laquelle l'assemblée en congrégation pour la prière du vendredi (salat al-Jumu'ah) puiserait éventuellement ses racines dans le sabbat des juifs (Encyclopédie de l'Islam, 1993, p. 368). Le sabbat constitue pour le judaïsme, philosophiquement parlant, la journée de repos. Aucun travail ou commerce ne doit être effectué le jour du sabbat. Ecrire une lettre ou prendre un avion pendant ce jour serait, traditionnellement, considéré contraire au concept de sabbat. Or les enseignements du Coran favorisent les activités commerciales et industrielles, la créativité et la productivité effectuées le Jumu'ah, dissipant ainsi le mythe selon lequel le jour hebdomadaire de la congrégation est une journée 'sacrée', consacrée exclusivement au repos et au culte». Le professeur Anis Ahmad continue en citant le Coran pour étayer ses explications: «O vous qui croyez ! Quand on appelle à la Prière, le vendredi, accourez à l'invocation (dhikr) d'Allah et laissez vos affaires ! Cela sera un bien pour vous, si vous vous trouvez savoir. Quand la Prière est terminée, répandez-vous en tous lieux ! Recherchez [un peu] de la faveur d'Allah ! (profits économiques) ! Invoquez beaucoup Allah ! Peut-être serez-vous bienheureux» (Sûrat al-Jumu'ah 62: 9-10). Il poursuit: «Les injonctions coraniques pressant les fidèles à répondre à l'appel de la prière du vendredi et d'arrêter les transactions entre-temps, les commandant en fait à reprendre leurs activités économiques dès que la prière est terminée».

Le Coran est clair, les musulmans doivent travailler avant et après la prière du vendredi. La suppression des cours le vendredi matin répond donc à des considérations étrangères à la religion musulmane. La question du choix du nouveau week-end et du repos du vendredi ayant été scellée et déclarée non négociable, une concertation est organisée par le ministre de l'Éducation avec les syndicats du secteur pour décider - sans la participation des pédagogues et spécialistes des rythmes scolaires - que la semaine de travail dans l'éducation se réduira à 4 jours et demi. Les 4 heures de l'ancien week-end seront reportées sur les quatre jours de travail pleins, à savoir dimanche, lundi mercredi et jeudi. Ce qui engendrera un allongement de la journée considérée déjà comme beaucoup trop longue. Nos enfants auront, dans certaines classes du collège et du lycée, des journées de travail de 7 heures et même de 8 heures, compte tenu des volumes horaires hebdomadaires en vigueur. Ce qui revient à appliquer une journée de travail d'adulte pour un organisme d'enfant. On sait que des journées surchargées sont sources de fatigue pour les élèves, induisant des difficultés de concentration, d'acquisition, engendrant une chute des performances et aggravant l'échec scolaire. Dans les médias on annonce que le secteur de l'éducation bénéficiera de 2 journées et demi de repos. C'est un bénéfice pour qui ? En tous les cas, pas pour les élèves qui auront des journées de classe plus chargées qu'avant au moment où partout dans le

Le changement de week-end a amené le ministère de l'Éducation nationale à redéfinir l'organisation de la semaine de travail dans les établissements scolaires. D'entrée de jeu, monsieur Benbouzid annonce que l'école algérienne ne prodiguera pas de cours le vendredi car cette journée est sacrée. Que faut-il comprendre par cette sacralité invoquée, sachant qu'en islam, si la prière est sacrée, par contre la journée du vendredi ne l'est pas.

monde, la tendance est à l'allègement de la journée de classe.

Il est clair, la décision de ne pas travailler le vendredi matin ne répond pas à des considérations d'ordre pédagogique.

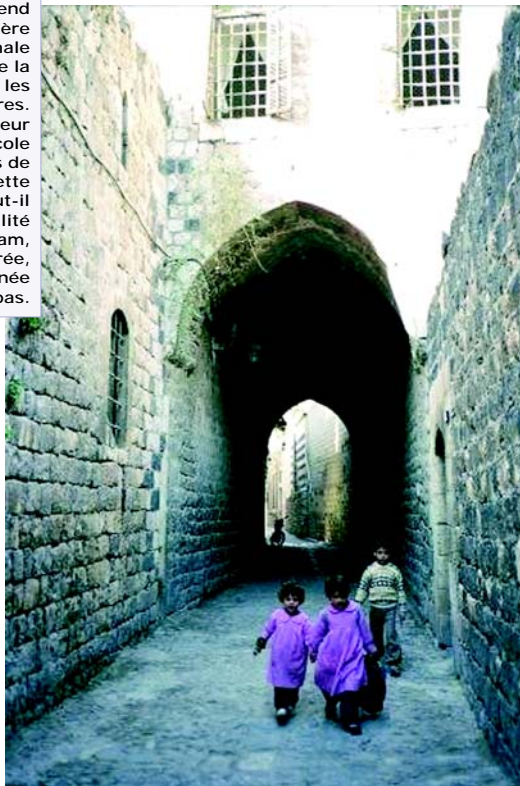
Dans les pays qui ont un système scolaire performant, le volume horaire annuel d'enseignement est réparti sur le maximum de semaines possible pour réduire le volume horaire hebdomadaire et surtout pour maintenir le nombre d'heures de classe par jour inférieur à 6 heures. Les chercheurs spécialistes des rythmes scolaires s'entendent tous sur la nécessité de se concentrer sur l'allègement de la durée de la journée de classe. Ils trouvent que six heures de cours par jour c'est long, surtout pour les élèves en difficulté. François Testu, psychologue chronobiologiste, disait: «L'enfant a besoin de régularité dans son rythme, ce n'est pas la semaine qu'il faut alléger, mais la journée».

Tout changement dans le secteur de l'éducation doit se faire selon une approche systémique pour qu'il ait une chance de réussir. Autrement dit, on ne peut porter la durée du week-end à deux jours complets sans agir simultanément sur d'autres facteurs, à savoir les contenus des programmes, les méthodes d'enseignement et d'évaluation, le nombre de semaines de travail par année, le volume horaire annuel d'enseignement et sa répartition sur les différentes matières enseignées. Une meilleure qualification des enseignants est un facteur favorable à la réduction du temps d'enseignement, d'où la nécessité aussi de mieux former et encadrer les enseignants.

Faute de procéder à tous ces changements dans l'immédiat, il aurait été plus judicieux, pour ne pas aggraver la surcharge de l'élève, de garder un week-end de un jour et demi en reportant les 4 heures de travail du jeudi matin sur le vendredi matin. Une étude [2] a testé l'influence de la durée du week-end (2 jours ou un jour et demi) sur les performances mnésiques d'élèves de l'école primaire tout au long de la première journée de la semaine, c'est-à-dire au retour du week-end. Les résultats montrent que les performances en mémoire (taux de rappel et profondeur du stockage d'informations) sont meilleures après une interruption d'un jour et demi qu'après une coupure de 2 jours.

NOMBRE DE SEMAINES ET D'HEURES DE TRAVAIL PAR ANNÉE

L'idée de monsieur le Ministre de l'Éducation d'augmenter le nombre de semaines de travail est intéressante et même incontournable pour s'approcher de la moyenne mondiale en terme de volume horaire annuel de cours, mais surtout pour réduire le temps de travail par jour qui est un facteur déterminant. Néanmoins, cela ne peut être appliqué pour l'année scolaire 2009/2010. En effet, la date de la rentrée scolaire est fixée au 13 septembre et les cours doi-



vent s'arrêter fin mai pour les classes de 5^e A.P. et celles du lycée et début juin pour les classes du collège à cause des examens de fin d'année. En enlevant les cinq périodes de vacances, il restera au plus 32 semaines de cours. Ceci sans compter les jours fériés. Pour comptabiliser 35 semaines de travail effectif il faudrait démarrer l'année scolaire le 1^{er} septembre et aller au moins jusqu'au 10 juin.

Les pays européens étaient tous l'année scolaire sur plus de 35 semaines exceptée la France, considérée à la traîne dans ce domaine, qui en fait juste 35: à titre d'exemple, au primaire, la Finlande réalise 600 h en 37 semaines, le Danemark 675 h en 40 semaines, l'Italie 890 h en 40 semaines, l'Allemagne 622 h en 39 semaines, la France 840 h en 35 semaines.

En comparant, par exemple, les volumes horaires appliqués en France et en Finlande qui est, selon l'enquête PISA (Programme International pour le Suivi des Acquis des élèves) sur les acquis des jeunes de 15 ans, championne du monde pour l'efficacité du système scolaire, on se rend compte que les pays qui prescrivent le plus d'heures d'enseignement au fonctionnement de leur système éducatif ne sont pas forcément ceux qui ont les meilleurs résultats. C'est l'usage que l'élève peut faire du temps et non seulement son volume qui détermine l'efficacité pédagogique. À ce titre, le rôle de l'enseignant est décisif dans les choix d'allocation de temps entre les activités et sa capacité à mobiliser l'élève sur la tâche est essentielle.

DURÉE DE LA SÉANCE DE COURS

Le ministère de l'Éducation a proposé de réduire la séance de cours de 60 minutes à 45 minutes. De quoi s'agit-il ? Un simple découpage du volume horaire de la journée de classe dont la durée reste fixe ne change rien à la surcharge de la journée, même si la réduction de la séance d'activité a une influence posi-

tière, les corrections de devoirs, la participation aux conseils de classe et aux différents groupes de travail dans sa discipline ou interdisciplinaires...

RÉPARTITION DU TEMPS D'ENSEIGNEMENT PAR MATIÈRE

Il est intéressant de comparer ce que nous appliquons au cycle primaire en Algérie en terme de répartition du temps d'enseignement par matière à ce qui est pratiqué dans les pays avancés dans le domaine de l'éducation. En Europe par exemple, dans les classes du primaire, la répartition du temps d'enseignement par matière varie d'un pays à l'autre. D'après Eurydice [3] (le réseau d'information sur l'éducation en Europe), le temps maximum d'enseignement ne dépasse dans aucun pays 40% du volume horaire total pour la langue d'instruction, 22% pour les mathématiques, 12% pour les sciences exactes (physique et chimie auxquelles on associe la biologie), 13% pour les sciences humaines (histoire, géographie, instruction sociale et politique, éducation civique), 12% pour les langues étrangères (le Luxembourg constitue une exception, il réserve 39% pour le français et l'allemand, deux langues étrangères néanmoins officielles et seulement 4% à la langue d'instruction, le Letzburghesh), 15% pour le sport, 20% pour les activités artistiques, 10% pour la religion et la morale.

Dans la répartition adoptée en Algérie, on constate par exemple que le pourcentage du temps d'enseignement attribué à l'arabe en tant que langue d'instruction prend, selon les niveaux, jusqu'à 58% du volume horaire globale. Il dépasse de 18% le temps maximum appliqué dans les pays d'Europe pour les langues d'instruction. Par contre, les activités artistiques et le sport constituent les parents pauvres de notre système éducatif: on leur consacre à peine 5% du volume horaire global. Malgré l'importance du volume horaire accordé à la langue arabe, les résultats obtenus dans cette matière restent médiocres. Ceci montre que prescrire plus d'heures d'enseignement à une matière ne donne pas systématiquement de meilleurs résultats. La solution ne réside donc pas dans une augmentation démesurée du volume horaire d'une matière mais plutôt dans le changement de méthode d'enseignement et une meilleure répartition des temps d'enseignement par matière et sur la journée, la semaine et l'année. Il est urgent de revoir l'organisation des rythmes scolaires dans un cadre plus large d'une véritable réforme de l'éducation qui ne peut être que systémique et loin de toute compromission idéologique. D'ores et déjà, pour ne pas alourdir la journée de travail de l'élève qui est déjà trop longue par rapport à la moyenne mondiale, il est indispensable de conserver la semaine de 4 jours et 2 demi-journées, le mardi et le vendredi matin.

* Maître de conférences

[1] Analyse parue dans l'encyclopédie de l'Islam faite par Anis Ahmad, professeur principal de religion comparative et directeur général, académie de la Dawah, Université islamique internationale, Islamabad, ancien doyen de la Faculté de la Connaissance islamique révélée et des sciences humaines, Université islamique internationale, Malaisie. <http://www.issco.org.ma/francais/publications/Islamtoday/14/P3.php>
[2] Devolve, Jeunier, 1999, Effets de la durée du week-end sur l'état cognitif de l'élève en classe au cours du lundi. Revue française de pédagogie, 126, 111-120.
[3] <http://www.eurydice.org>

ceVital Chaque Ramadhan, Cevital baisse les prix sur l'ensemble de sa gamme de production agroalimentaire **Spécial Ramadhan**

<p>Elio</p>  <p>-25 DA 5 Litres</p> <p>Eau minérale gazeuse</p>  <p>-10 DA 2 Litres</p> <p>Eau minérale</p>  <p>-5 DA 1 Litre</p>	<p>Huiles</p>  <p>-25 DA 5 Litres</p>  <p>-20 DA 4 Litres</p>  <p>-10 DA 2 Litres</p>	<p>Sucre</p>  <p>-25 DA le sac de 50kg</p>
<p>Margarines</p>  <p>-0,50 DA Fleurial 250g</p>  <p>-1 DA Matina 400g</p>  <p>-1 DA Smen 500 g</p>  <p>-5 DA Smen 1,8 Kg</p>	<p>* Pour les huiles : prix rendus distributeurs TTC pour les autres produits prix sortie usine TTC</p>	

ceVital Entreprise Citoyenne **Ramadhan Moubarak**

SPECTACLE DE FLAMENCO
PAR **MALASANGRE**

17 septembre
22 heures
Théâtre de Verdure

ENTRÉE LIBRE

Les nuits du Ramadan

Instituto Cervantes

Améliorez votre vie ... apprenez l'Espagnol !

CONTACT
Site: <http://loran.cervantes.es>
Tél : 041 35 96 61

بنك التنمية المحلية
BANQUE DE DÉVELOPPEMENT LOCAL

عيد الفطر

بمناسبة عيد الفطر المبارك يتقدم
بنك التنمية المحلية إلى كافة زبائنه الكرام
وإلى الشعب الجزائري بأحر التهاني وأطيب
التمنيات عيد سعيد و كل عام و أنتم بخير

*A l'occasion de l'Aid el Fitr, la Banque
de Développement Local présente à
l'ensemble de ses clients et au peuple
Algérien ses vœux de
bonheur, de prospérité et de santé.*

Aid Moubarak
BDL

Une Banque qui se modernise pour mieux vous servir

Des effets d'une crise

Il y a un an, le monde ne parlait que de subprimes. Que reste-t-il de la crise et quelles leçons en a tirées l'Algérie ?



PAR ABED CHAREF

Un an après la faillite de Lehman Brothers, considérée comme le moment symbole marquant le début de la plus grave crise économique que le monde ait connue depuis bientôt un siècle, l'économie mondiale donne de sérieux signes de reprise. Malgré les menaces qui continuent de planer, la situation semble s'être stabilisée, quand elle n'a pas connu une reprise, dans la plupart des pays, comme les États-Unis, l'Allemagne et la France. Certains pays émergents, comme la Chine, l'Inde et le Brésil, continuent de leur côté de fonctionner à un régime soutenu. Malgré une diminution de deux à trois points, la croissance dans ces pays reste élevée.

En Chine, par exemple, le taux de croissance se situait à 11 pour cent avant la crise, avant de redescendre à 8 pour cent. Tout ceci semble avoir autorisé le patron de la Réserve fédérale américaine à estimer que la récession est très probablement derrière nous.

La crise a eu des effets politiques et symboliques majeurs, dont le monde ne mesure pas encore toute la portée. Les plus spectaculaires ont eu lieu chez les deux premières économies mondiales, États-Unis et Japon, encore en convalescence. Les États-Unis ont vécu un événement spectaculaire dans leur histoire, avec l'élection d'un Noir à la présidence, alors que le Japon vient tout juste de mettre fin à l'hégémonie du parti libéral, qui domine la vie politique du pays depuis plus d'un demi-siècle.

Les grandes puissances économiques ont aussi su innover et se concerter pour faire face à la crise. Des mécanismes destinés à atténuer le choc ont été mis en place de manière concertée, et des dogmes sont tombés. Nationaliser ou mettre de l'argent public dans une banque privée, considéré comme une aberration en temps normal, est devenu un acte de gestion banal dans les pays qui ont inventé le moins d'Etat et la dérégulation.

FMI et Banque mondiale ont, de leur côté, mis de côté certains principes dont ils ont fait une religion depuis plusieurs décennies. Le déficit budgétaire n'est plus un péché, et le recours aux fonds publics pour investir dans les grands projets constitue, désormais, un choix honorable pour ces vénérables institutions.

Mais s'il fallait retenir les aspects qui ont dominé cette crise, on retiendra, de manière arbitraire, trois traits dominants : d'abord, la capacité des pays occidentaux à se concerter pour faire face de manière collective à la crise ; ensuite, les effets dévastateurs de la crise sur les pays pauvres, plus touchés dans leur vie quoti-

dienne que les pays riches ; enfin, le maintien de l'Algérie hors temps, malgré l'opportunité offerte par la crise pour tenter de s'adapter à l'économie moderne.

Les pays occidentaux ont développé des mécanismes insoupçonnés de concertation, réussissant tous à agir dans la même direction, malgré quelques ratés au départ. L'injection massive d'argent public dans des banques privées, par le biais de plans de relance mobilisant des montants gigantesques, ont permis de maintenir le système en vie. Tout en critiquant ce système et tout en promettant de le rénover en profondeur, ce qui apparaît comme un simple discours destiné à justifier cette aide massive aux riches, les dirigeants des grandes puissances économiques ont réussi à maintenir une certaine cohésion. La Chine elle-même, qui détient pour deux mille milliards de dollars en bons du Trésor américain, a été contrainte de jouer le jeu, pour sauver ses réserves de change et maintenir à flot l'économie de son principal client, les États-Unis. C'est là le signe d'une imbrication totale de l'économie mondiale, d'une part, et une preuve que la Chine est plus dépendante des États-Unis qu'on ne le croyait.

Quant aux pays pauvres, ils ont subi la crise de plein fouet. Mais comme on ne s'intéresse guère à leur sort, les dégâts qui y ont été causés par la crise ne sont pas encore médiatisés. On s'intéresse davantage aux vingt millions de dollars perdus par Enrico Macias dans une banque islandaise qu'aux quelques milliers de dollars perdus par une coopérative de paysans du Niger dans la faillite d'une banque belge.

Enfin, un phénomène mérite qu'on s'y arrête : les dirigeants algériens ne semblent guère s'être rendus compte qu'il y a eu crise. Leur comportement sur le terrain économique est fait des mêmes aberrations qu'avant la tempête. Après avoir prétendu que l'Algérie ne serait pas touchée par la crise, « grâce aux mesures prises conformément aux orientations du Président de la République », ils sont revenus aux vieilles méthodes de gestion, faites d'injonctions et de décisions contradictoires, sur un fond de dysfonctionnement institutionnel généralisé. Navigant au jugé, décidant selon les humeurs du moment, ils ont éliminé tous les organismes de concertation, y compris les plus dociles : l'Assemblée nationale, totalement soumise, est pourtant interdite de débat, et des organismes comme le CNES n'ont plus le droit de faire semblant d'être critiques !

Aujourd'hui, ceux qui ont ligoté l'économie algérienne à coups d'injonctions et de décisions bureaucratiques prétendent apporter le remède. En utilisant les mêmes méthodes, comme s'ils voulaient absolument démontrer qu'ils n'ont rien retenu de la crise.

LA CHRONIQUE DU BLEDA

Paris : Akram Belkaid



Hortefeux, le cochon et l'identité française



A peine l'information connue, je me suis précipité comme tout le monde sur la toile pour y visionner les images du désormais très célèbre dérapage de Brice Hortefeux, le ministre français de l'Intérieur. Ses propos capturés par la caméra d'un journaliste professionnel (et non par un téléphone portable anonyme) sont connus de tous. Ils ont alimenté un buzz d'enfer et ont été analysés et disséqués par nombre d'éditorialistes. Parlant d'un militant UMP d'origine maghrébine (lequel souhaitait, quelle étrange idée, se faire prendre en photo à ses côtés), l'homme de confiance de Nicolas Sarkozy a laissé filer ces phrases : « Il en faut toujours un... Quand il y en a un, ça va... C'est quand il y en a beaucoup qu'il y a des problèmes... ».

On connaît la suite. Une belle polémique ; des accusations de racisme immédiatement jugées infondées par les ténors de l'UMP et du gouvernement qui ont fait bloc autour du principal accusé ; un parti socialiste qui, oubliant, entre autres, l'affaire Georges Frêche, a clamé son indignation à qui voulait l'entendre ; un benêt qui a juré dans une autre vidéo qu'il ne s'est pas senti insulté et un Brice Hortefeux qui a pris les gens pour des abrutis en jurant qu'il ne parlait pas des Arabes mais des Auvergnats. Les Auvergnats... Tiens donc ! C'est peut-être un nouveau code. Désormais, lorsqu'on me demandera, comme cela arrive au moins deux ou trois fois par mois, de quelle origine je suis, je répondrai, avec le sourire et en machonnant du chewing-gum, que je viens d'Auvergne. Mais passons.

Ce qui m'intéresse dans l'affaire, ce n'est pas tant les propos du sieur Hortefeux ni même les réactions qui ont suivi. A ce niveau, rien de nouveau, puisque chacun a joué son rôle à la perfection. C'était une partition bien réglée. Ceux qui devaient s'indigner se sont indignés ; ceux qui devaient excuser le mis en cause l'ont fait, y compris la Licra étonnamment prompt à classer l'affaire tandis que ceux qui devaient logiquement chercher à profiter de la polémique ne se sont pas gênés à commenter par le Conseil français du

culte musulman (CFCM), tous jours à l'affût pour faire croire qu'il représente quelque chose sur l'échiquier politique français, et qui s'est fait une publicité bienvenue en invitant Hortefeux à un iftar (voilà un mot qui commence à faire son bonhomme de chemin dans le langage courant).

Non, le plus important dans l'affaire Hortefeux, ce sont les propos qui ont amené les siens. Qu'entend-on dans la vidéo en question ? Il y a d'abord une voix d'homme qui s'adresse au fameux Amine (mais pourquoi avoir ajouté un e à son prénom ?) en le présentant de la sorte : « C'est l'intégration ça... ». Vient ensuite une voix féminine qui présente le dit Amine à Hortefeux en disant : « Il est comme nous... Il est comme nous... Il mange le cochon et il boit de la bière... » Et c'est là qu'Hortefeux se laisse aller en lançant « il ne correspond pas du tout au prototype, alors... ».

Manger « le » cochon et boire de la bière ? Est-ce là le prototype du vrai français ? Le modèle qui peut servir de référence calibrée pour le ministère en charge de l'identité nationale ? Doit-on en conclure qu'on est un mauvais ou un faux français si on ne mange pas de porc et si on ne boit pas de bière ? Je connais des dizaines de Franco-Maghrébins qui n'ont aucun problème pour taquiner toutes sortes de bouteilles mais qui n'accepteront jamais de goûter le moindre morceau de charcuterie. Sont-ils eux aussi à mettre dans le lot de ceux qui ne correspondent pas au prototype ? Manger du porc, c'est ça s'intégrer ? Est-ce pour cela qu'une association avait tenté il y a quelques années de distribuer de la « soupe au cochon » avant d'être rappelée à l'ordre par le Conseil d'Etat ?

Je me suis retrouvé un jour à un dîner où tout n'était que charcuterie. Impossible de ruser. J'avais le choix entre me taire ou me distinguer en demandant un oeuf au plat. J'ai préféré ne rien dire. Par la suite, j'ai appris à faire en sorte que cette question du porc ne devienne pas une gêne pour moi comme pour les autres. Au travail, quelques mots discrètement glissés au cuisinier

qui préparait les repas pour les séances de brainstorming ont suffi pour avoir un plat sans porc. Une invitation à dîner ? Il suffit de l'accepter en rappelant, l'air de rien, que walou cochon. C'est toute une manière de vivre avec les autres sans pour autant adopter d'attitude ostentatoire ou véhémence. Bien sûr, il arrive parfois qu'au restaurant, les haricots verts accompagnant l'entrecôte soient ficelés avec du lard. On peut alors héler le serveur ou les mettre de côté en dominant son haut-le-cœur...

« Tu sais que tout est bon dans le cochon ? ». Que de fois ai-je entendu cette phrase prononcée sur le ton du gentil reproche. J'ai toujours peine à trouver une réponse polie jusqu'à ce que j'écoute une émission de radio en juin dernier (1). L'invité, l'historien Michel Pastoureau, y avait longuement parlé du cochon, rappelant que les Égyptiens, les Juifs puis les Musulmans ont interdit sa consommation et que même le christianisme s'est longtemps méfié de cet animal. Auteure d'un ouvrage passionnant sur ce thème (2), l'universitaire a aussi apporté des précisions étonnantes pour ne pas dire dérangeantes.

Selon lui, les chercheurs sont d'accord aujourd'hui pour dire que l'interdiction ne provenait vraisemblablement pas du caractère jugé impur de l'animal. Bien au contraire, c'est peut-être pour sa très grande similitude biologique avec l'homme que certains de nos lointains ancêtres ne mangeaient pas de porc. Une similitude confirmée par la science et aussi, c'est plus anecdotique mais plus impressionnant, par des témoignages d'anthropophages qui ont expliqué que la chair humaine avait le même goût que celle du porc. Et c'est désormais ce que je raconte quand on me demande pourquoi je me refuse un bon jambon beurre. Vous comprendrez pourquoi il est inutile que je décrive le silence songeur qui s'installe alors autour de la table...

(1) 2.000 ans d'histoire, 26 juin 2009.

(2) « Le cochon, histoire d'un cousin mal aimé », Gallimard, coll. Découvertes, 160 pages, 13,9 euros.

Comment mettre fin à la politique de relâchement budgétaire et monétaire



PAR NOURIEL ROUBINI

Professeur d'économie à la Stern School of Business de l'université de New York et président de RGE Monitor

Les dirigeants politiques ont évité la dépression parce qu'ils ont tiré la leçon des erreurs commises durant la Grande dépression des années 1930 et la quasi dépression japonaise des années 1990.

Le débat politique s'est donc focalisé sur la question de savoir quelle forme prendra la reprise : un V (un retour rapide à la croissance), un U (une croissance faible et anémique) ou encore un W (une rechute). Durant la dégringolade de l'économie mondiale entre l'automne 2008 et le printemps 2009, une Armageddon économique et financière en forme de L était encore plausible.

Néanmoins, une question cruciale nous attend : quel calendrier et quelles étapes adopter pour sortir de ce monumental relâchement monétaire et budgétaire ? Il est évident que la voie budgétaire adoptée par la plupart des pays avancés (les USA, le Royaume-Uni, dans la zone euro, le Japon et d'autres) - creuser un très large déficit budgétaire et accroître rapidement la dette publique - n'est pas tenable à long terme.

Ces déficits budgétaires massifs ont été en partie monétisés par

Il y a un consensus général pour admettre que si la grave récession de 2008-2009 ne s'est pas transformée en une Grande dépression II, c'est grâce au relâchement brutal de la politique monétaire, aux plans de sauvetage de l'économie et au soutien massif apporté au système financier par les différents gouvernements et banques centrales à travers le monde.

les banques centrales qui ont souvent ramené leurs taux d'intérêt à 0% (et même en dessous dans le cas de la Suède) et augmenté fortement leur base monétaire par un « quantitative easing » (le fait pour la Banque centrale d'accroître considérablement l'offre de monnaie de manière à stimuler l'économie) et un relâchement du crédit hors du commun. Ainsi aux USA, la base monétaire a plus que doublé en un an.

Si cette tendance ne s'est pas inversée, cette combinaison d'une politique budgétaire et d'une politique monétaire relâchées conduira à une crise budgétaire et à une inflation galopante, accompagnée d'une dangereuse bulle des actifs et du crédit. Aussi le problème clé pour les responsables politiques va-t-il être de décider du moment opportun pour éponger l'excès de liquidité, normaliser les taux, augmenter la fiscalité et diminuer les dépenses publiques (et dans quel rapport).

Les responsables politiques seront damnés par l'opinion publique qui qu'ils fassent. Aussi le risque est grand de voir échouer la stratégie de sortie de la politique de relâchement monétaire et budgétaire. Ayant creusé un grand déficit budgétaire monétisé, les gouvernements devront augmenter les impôts, diminuer les dépenses et absorber l'excédent de liquidité, et le plus tôt sera le mieux.

La plupart des économies commencent à peine à se redresser, revenant trop tôt sur les mesures budgétaires et monétaires en faveur de la relance - avant une reprise nette de la demande privée - pourrait les faire basculer à nouveau dans la déflation et la récession. Le Japon a fait cette erreur en 1998, de même que les USA en 1937-1939.

Si les gouvernements entretiennent d'énormes déficits budgétaires et continuent à les monétiser, ce sera la révolte sur les marchés obligataires une fois les tendances déflationnistes dissipées. A ce moment là, la crainte de l'inflation grandira, le rendement des bons du Trésor sera à la hausse, de même que le taux des prêts immobiliers et les taux sur les marchés financiers, ce qui conduira à la stagflation (l'inflation accompagnée de la récession). Comment sortir de ce cercle vicieux ? Il faut prendre en compte trois éléments.

Tout d'abord la capacité de résistance à un déficit budgétaire varie d'un pays à l'autre en fonction du déficit initial, du fardeau de la dette, de l'historique des remboursements et de la crédibilité de leur politique. De petits pays, en Europe par exemple, avec d'importants déficits budgétaires, une dette publique à la hausse et des banques à la fois trop grosses pour faire faillite et trop grosses pour être secourues, pourraient avoir rapidement besoin d'un ajustement budgétaire pour éviter un échec des enchères ARS (« auction rate security »), une notation à la baisse et le risque d'une crise des finances publiques.

Deuxièmement, si les dirigeants politiques s'engagent prochainement de manière crédible à augmenter les impôts et à diminuer les dépenses publiques (notamment les dépenses à caractère social), par exemple à partir de 2011, quand la reprise économique sera consolidée, le retour de la confiance dans les marchés permettra une politique budgétaire plus souple, favorable à la reprise à court terme.

Troisièmement, les responsables de la politique monétaire doivent spécifier les critères qu'ils utiliseront pour décider quand mettre fin au « quantitative easing » et normaliser les taux

de la politique monétaire doivent spécifier les critères qu'ils utiliseront pour décider quand mettre fin au « quantitative easing » et normaliser les taux

de la politique monétaire doivent spécifier les critères qu'ils utiliseront pour décider quand mettre fin au « quantitative easing » et normaliser les taux

de la politique monétaire doivent spécifier les critères qu'ils utiliseront pour décider quand mettre fin au « quantitative easing » et normaliser les taux

d'intérêt et à quel rythme. Même si l'on attend une solide reprise économique pour cela, les marchés et les investisseurs ont besoin de connaître les paramètres qui décideront du moment et de la vitesse de la sortie de la période de relâchement monétaire et budgétaire. Par ailleurs, pour éviter la formation d'une nouvelle bulle des actifs et du crédit, il faudra tenir compte du prix des actifs tels que l'immobilier dans le choix de la politique monétaire.

Il faut trouver la bonne stratégie de sortie de cette période de relâchement, car une erreur grave accroîtrait fortement la probabilité d'une nouvelle récession. Or le risque d'erreur est important, car la politique économique de pays comme les USA peut conduire les responsables à suspendre les décisions difficiles concernant les déficits budgétaires, des déficits qui ne pourront être maintenus très longtemps.

Les gouvernements ont la tentation parfois irrésistible d'utiliser l'inflation pour réduire la valeur réelle des dettes publiques et privées. Dans des pays où il est politiquement difficile de demander au Parlement de voter une augmentation d'impôts et une réduction des dépenses, la monétisation des déficits et finalement l'inflation risquent de devenir la voie la plus facile.

Traduit de l'anglais par Patrice Horowitz

Réinventer la théorie économique



PAR ROBERT J. SHILLER

Enseigne l'économie à l'université de Yale et est économiste en chef de MacroMarkets LLC

Des modèles économiques défectueux sont en grande partie responsables de l'incapacité généralisée des économistes à prédire la crise financière qui a éclaté en 2008. L'absence de modèles fiables signifie que les décideurs économiques et les banquiers centraux n'ont pas été avertis de la tourmente imminente.

Comme George Akerlof et moi-même l'avancions dans notre dernier ouvrage, *Animal Spirits*, la crise financière actuelle a été créée par des bulles spéculatives sur le marché de l'immobilier, les marchés boursiers, de l'énergie et autres marchés des produits de base. Les bulles sont causées par des réactions en boucle : la hausse des prix spéculatifs encourage l'optimisme qui à son tour encourage l'achat, qui induit une nouvelle hausse des prix - et ainsi de suite jusqu'au krach.

Mais le mot « bulle » n'apparaît pas dans la plupart des traités ou manuels économiques. De même, une recherche sur les documents de travail produits par les banques centrales et les départements gouvernementaux d'économie ces dernières années ne produit que peu de référence aux « bulles ». En fait, l'idée même de bulles spéculatives est devenue si suspecte au sein de la profession économique et financière que l'évoquer lors d'un séminaire revient à évoquer l'astrologie devant un groupe d'astronomes.

Le problème fondamental est qu'une génération entière de théoriciens orthodoxes de la macroéconomie en sont venus à accepter une théorie qui est fautive dans son essence : la théorie qui voudrait que les individus soient tout à fait rationnels. Et comme l'a démontré le statisticien Leonard « Jimmy » Savage en 1954, si les individus adoptent certains axiomes de rationalité, ils doivent se conduire comme s'ils connaissaient toutes les probabilités et effectuent tous les calculs nécessaires.

Les économistes ont donc accepté le postulat selon lequel les individus utilisent toutes les informations disponibles et connaissent, ou se comportent comme s'ils connaissaient, les probabilités des événements futurs possibles. Ils ne sont pas influencés par autre chose que des faits, et les probabilités sont considérées comme des faits. Elles sont mises à jour au fur et à mesure de l'apparition de nouvelles informations et



donc tout changement de comportement d'un individu doit être attribué à une réponse rationnelle à des informations véritablement nouvelles. Et si les acteurs économiques sont toujours rationnels, alors l'existence de bulles - des réactions irrationnelles aux forces du marché - est impossible.

Mais de nombreuses preuves existent au plan psychologique pour démontrer que les individus ne se conforment pas aux axiomes de rationalité de Savage. Ce point précis est au cœur de la révolution qui a saisi l'économie comportementale au cours de la dernière décennie.

En fait, les individus ne savent presque jamais quelles sont les probabilités d'événements économiques futurs. Ils vivent dans un monde où les décisions économiques sont fatalement ambiguës, parce que l'avenir ne semble pas être une simple répétition d'un passé quantifiable. Et dans la perception de la majorité des individus, il semble toujours que « cette fois-ci, c'est différent ».

Le travail des neuroscientifiques Scott Huettel et Michael Platt de l'université Duke ont montré, en utilisant l'imagerie par résonance magnétique fonctionnelle, que « le processus décisionnaire dans des conditions

d'ambiguïté ne représente pas un cas spécial, plus complexe, des prises de décisions à risque ; au contraire, chacune de ces formes d'incertitude est traitée par des mécanismes distincts ». En d'autres termes, des parties du cerveau et des processus émotionnels différents sont impliqués dans un contexte ambigu. L'économiste mathématicien Donald J. Brown et la psychologue Laurie R. Santos, de Yale, font aujourd'hui des expériences avec des sujets humains pour tenter de comprendre comment la tolérance humaine pour l'ambiguïté dans les prises de décision économiques varie dans le temps. Leur théorie est que « les marchés haussiers sont caractérisés par une recherche de conditions ambiguës et les marchés baissiers par un comportement d'évitement de l'ambiguïté ». Ces comportements sont liés à une modification du rapport à la confiance, un phénomène que nous commençons tout juste à comprendre.

L'approche théorique purement rationnelle reste sans aucun doute utile dans certains cas. Elle peut être prudemment appliquée dans des domaines où les conséquences d'un manquement à l'axiome de Savage ne sont pas trop graves. Les économistes ont aussi

pu à juste titre l'appliquer à une série de questions microéconomiques, comme la raison pour laquelle les monopoles fixent des prix plus élevés. Mais cette théorie a été étendue à un trop grand nombre de domaines. Par exemple, le « Modèle d'équilibre général dynamique et stochastique de la zone euro » développé par Frank Smets de la Banque centrale européenne et Raf Wouters de la Banque nationale de Belgique donne une liste précise des chocs externes qui sont supposés faire avancer l'économie. Mais il n'existe aucune modélisation des bulles économiques : l'économie est simplement censée absorber ces chocs externes de manière complètement rationnelle.

Milton Friedman (co-auteur et mentor de Savage) et Anna J. Schwarz, dans leur ouvrage *Une histoire monétaire des Etats-Unis*, publié en 1963, ont montré que les anomalies de la politique monétaire - un exemple type d'un choc externe - avaient été un facteur déterminant de la Grande Dépression des années 1930. Des économistes comme Barry Eichengreen, Jeffrey Sachs et Ben Bernanke ont contribué à nous faire comprendre que ces anomalies étaient liées à la volonté de certaines banques centrales de s'en tenir à l'étalon-or, les amenant de ce fait à maintenir des taux d'intérêt relativement élevés malgré la faiblesse de la conjoncture économique. Pour certains, cette révélation a représenté un point culminant de la théorie économique. La pire crise économique du XX^e siècle était enfin expliquée - et une manière de la corriger était suggérée - mais par une théorie qui ne tient pas compte des bulles spéculatives.

Et pourtant, des événements comme la Grande Dépression, et la crise actuelle, ne seront jamais pleinement compris sans comprendre les bulles. Le fait que des erreurs de politique monétaire aient largement contribué à la Grande Dépression ne signifie pas pour autant que nous comprenions cette crise ou que d'autres crises (y compris la crise actuelle) aient les mêmes causes.

En fait, l'incapacité des modèles avancés par les économistes à prédire la crise actuelle marquera le début de leur révision, au fur et à mesure que les économistes reverront leurs recherches à la lumière des travaux de scientifiques d'autres branches. Ce n'est qu'alors que les autorités monétaires auront une meilleure compréhension du moment et de la manière dont les bulles peuvent faire dérailler l'économie et de ce qui peut être fait pour l'empêcher.

Traduit de l'anglais par Julia Gallin

Tourisme à Djerba : «All Inclusive» à Djerba, une autre version des «temps modernes»

RÉALITÉS
TUNISIE

HATÈM KAROUI

Tant que le client reste dans les limites de la superficie de l'établissement hôtelier ou du Club, il ne doit pas se débarrasser dudit bracelet au risque d'être pris par les services de sécurité, généralement très musclés de l'hôtel, pour un resquilleur et d'encourir des ennuis jusqu'à ce qu'il prouve sa qualité de résident. Cela semble à priori satisfaire aussi bien le client étranger qui dispose d'une garantie d'être servi au moindre prix que l'hôtelier qui est sûr de garder ses clients bien à portée de la main. Les deux y trouvent apparemment leur compte. En revanche en dehors du périmètre des hôtels les autres prestataires de services touristiques comme les restaurants, les contractuels de transport, les artisans et les épiceries pour ne citer que ceux-là se plaignent de cette formule "All Inclusive" car ils y voient une forme de rétention de la clientèle pour l'empêcher de consommer des produits "extra-muros".

LE REVERS DE LA MÉDAILLE

Le reproche que l'on entend le plus est que la Tunisie, en choisissant une clientèle basse de gamme, obéit en fait à des règles imposées de force par les Tours Opérateurs étrangers, qui comptent ainsi réserver la clientèle de gamme supérieure aux établissements hôteliers des pays touristiques européens comme l'Espagne ou la Grèce. Ces derniers imposent en effet une réglementation environnementale plus stricte et prônent l'écoulement d'un produit touristique plus diversifié et plus varié comme l'écotourisme, le tourisme de chasse, le tourisme culturel etc.

Cette formule du "All Inclusive" équivaut aussi à rendre non rentable toute forme d'animation de ville comme les festivals, les compétitions de plage etc.... Il en résulte que les prestataires de produits touristiques non hôteliers se "rabatent" sur la clientèle tunisienne plus à même de répondre aux types de sollicitations qu'ils proposent, mais est-ce suffisant ? D'un autre côté les touristes locaux ne sont pas encouragés par les hôteliers. Entrer dans certains établissements hôteliers, pour un client tunisien, rassemble parfois au passage d'une frontière douanière. Comme visa exigé parfois : l'appartenance à une liste d'or ou à une liste d'argent (cas du Club Med). Une armada d'agents de sécurité est là pour vérifier que tout se passe dans les règles (quand ce n'est pas des vieux gardiens à la mine hirsute armés de bâtons). Quand des chambres sont libres dans les hôtels respectables (4 ou 5 étoiles) leur prix avoisine 250 ou 300DT par jour. Ce qui, pour un séjour d'une dizaine de jours pour une famille avec deux enfants représente comme budget une bagatelle de 6.000 DT ! Sans calculer les divers extras consommés en dehors de l'hôtel. Il faut vraiment cravacher dur pendant l'année pour économiser une telle somme ! Résultat : en plus des Européens, on ne retrouve quelquefois que les Libyens et les Algériens nantis, mais jamais ou très rarement des Tunisiens. Il faut remarquer que les jeunes Libyens, plus modernes, abandonnent en général la formule des appartements pour privilégier celle des hôtels où ils peuvent s'éclater en enfourchant un Jet-ski ou en planant, accroché à un parachute ascensionnel.

Actuellement la formule "All Inclusive" prédomine dans les hôtels touristiques tunisiens à Djerba. Il s'agit de fournir à la clientèle un coût de prestation de service unique pour tout le séjour sans bourse délier en dehors du package convenu. Pour éviter la resquille et la grivèlerie d'aliments, les hôteliers prévoient d'équiper leurs clients de bracelets pour les identifier !



LA CRISE

La crise au niveau du revenu du tourisme, provoquée en partie par le maintien et même la rétention des touristes étrangers à l'intérieur du périmètre de l'établissement hôtelier où ils résident, est très perceptible. A Djerba les gallions et frégates servant à des excursions pour les touristes restent souvent en rade. Les garçons de certains restaurants de plage huppés affirment sans sourcilier que les recettes ont allègrement baissé d'une saison touristique à l'autre de plus de 60% ! Le propriétaire d'un snack bar affirme d'un air pas du tout amusé que récemment un touriste étranger (probablement appartenant à un pays d'Europe de l'Est) voulait payer une glace avec une pièce de cent millimes qu'il avait au fond de sa poche. Un autre touriste européen voulait monter dans un taxi sans payer, pensant que le transport en ville était inclus dans le prix du séjour selon la fameuse formule "All Inclusive". Le conducteur du taxi ne put se faire payer pour sa course qu'avec l'aide d'un agent de la circulation qui avait confirmé au touriste qu'il fallait payer à part pour le transport dans les taxis tunisiens.

Il faut dire que les responsables de Djerba font des efforts pour rendre l'île encore plus attractive aux touristes, mais des efforts supplémentaires doivent être accomplis : où sont les terrains de camping homologués et conformes sur tout aux règles environnementales ? Où est l'animation de rue ? Qu'en est-il de l'utilisation des nouvelles technologies de communication comme les écrans géants ? Le petit théâtre de plein air de Houmt Souk est-il suffisant pour drainer les foules d'estivants et de vacanciers qui viennent s'ajouter à la population locale ? Par conséquent, une politique de promotion plus agressive devra être menée pour valoriser l'île et lui donner l'aura qu'elle mérite.

Last but not least : la formule "All

Inclusive" rappelle à l'estivant qu'il est avant tout "un numéro" de série qui fait partie de l'industrie touristique robotisée et mécanisée. Quelle impression a-t-il en fait de lui-même dans ses moments de solitude intérieure ? Il est vrai que les voyageurs font tout pour qu'il ne pense pas. Ce qui me fait penser au film "Les temps modernes" de Charlie Chaplin... Mais cette fois on ne parle pas de déshumanisation du système de production mais d'aliénation due à la frénésie de la consommation. Comme nous regrettons la fameuse formule "Il ne faut pas bronzer idiots" de Tabarka... Il est vrai que l'Histoire ne se répète jamais...

LA RÉSISTANCE DES PETITS COMMERCE D'JERBIENS AUX MASTODONTES ET AUX "MAMMOUTHS" COMMERCIAUX

J'avais pris lors de mon séjour à Djerba et en allant de Midoun où je résidais, à Houmt Souk le Chef-lieu de l'île, l'habitude de m'installer le soir dans un café des plus rustiques appelé Bougriba (à ne pas confondre avec Bourguiba dont il constitue presque l'anagramme) où je goûtais à un délicieux thé à la menthe. Je me demandais alors comment un tel café pouvait encore exister en plein centre-ville et ne pas être happé pour donner place à un grand super ou hypermarché qui comme dans les autres grandes villes envahirait l'habitat. Je me disais que toute cette douceur de vivre dans la pénombre et sous l'abri des majestueux ficus et en aspirant l'odeur aphrodisiaque des eucalyptus disparaîtrait. Il ne resterait plus que lumières aveuglantes et bruits assourdissants.

Pourtant, juste à côté, a surgi une succursale de banque, acquise dit-on à un prix faramineux après moult tentatives et multiples négociations pour pousser les propriétaires à vendre. Pourquoi ce

café juste à côté n'a-t-il pas succombé comme Ulysse au chant strident des Sirenes ? Après réflexion j'avais compris : le peuple djerbien était un peuple résistant et militant qui tenait à sa tradition et qui croyait dur comme fer à son mode de vie ancestral qu'il ne voulait pour rien au monde changer. Ce n'est d'ailleurs pas pour rien que Djerba est classée au niveau mondial au top des sites écologiques, donc non pollués par la modernité tapageuse. On dit d'ailleurs que si projets d'hypermarchés il existe, les promoteurs sont loin d'en être des Djerbiens mais des hommes d'affaires fortunés originaires de grandes villes comme Sousses et Sfax.

LA DOUCE MER D'JERBIENNE

La mer djerbienne est très douce, peu saline ; elle est d'une propreté remarquable. La température de son eau avoisine celle du corps, de sorte que le plongeur, même sans préparation particulière, ressent très peu le choc thermique qu'il a l'habitude de subir dans les eaux des autres mers tunisiennes.

Quand il a la chance que j'ai eue, le visiteur de l'île peut encore découvrir des plages presque vierges, inexplorées par le vacancier habituel, labourées uniquement par les larges pneus des véhicules tout terrain. Parfois aussi, et c'est assez rare, des couples amoureux d'étrangers viennent s'y promener en calèche. On doit cependant s'y baigner avec prudence car le flux de la marée y crée de temps en temps un fort courant que la vue des beaux bancs de sable cristallins ne doit pas faire occulter.

"TOUTE LA TERRE EST UNE MOSQUEE"

"Toute la terre est une mosquée", disait le Prophète Muhammad. Ceci ne pouvait qu'être confirmé à Djerba où il existe pas moins de 500 mosquées dont la quasi totalité est d'archi-

teure turque. D'où vient cet attachement viscéral à la Turquie ?

Il faut rappeler que les Ottomans ont préparé au XVIème siècle la véritable indépendance de la Tunisie musulmane par rapport aux Croisés chrétiens d'Espagne dont les alliés étaient les Hafsides. Tout le Sud de la Tunisie échappait d'ailleurs durant cette période à la domination des Ibériques et de leurs alliés. Après avoir enlevé la forteresse réputée inexpugnable de Tripoli aux Chevaliers de Malte, les Ottomans, sous l'impulsion de Mustapha Pacha et de Dragut Pacha, qui était devenu Gouverneur de Soliman Pacha (le Magnifique) à Tripoli, ont remporté contre les Espagnols une victoire mémorable en 1560 au large de Djerba lorsque les deux flottes turque et espagnole s'y étaient livrées bataille. Auparavant les Espagnols avaient été chassés du fort Ghazi Mustapha que les Espagnols avaient provisoirement réinvesti. Cette victoire n'a pu être obtenue que grâce à la synchronisation des efforts entre la population djerbienne locale et les Turcs qui ont lutté côte à côte. Les générations ultérieures de Djerbiens ont retenu dans leur conscient et leur inconscient cette solidarité exemplaire et l'ont reproduite continuellement dans leur architecture. D'ailleurs, dans toutes les villes du Sud, il existe des échantillons de cette magnifique architecture où la couleur blanche du keddhen (chaux vive) prédomine et il est vraiment dommage que les autres mosquées de Tunisie, disgracieusement affublées de plaques de céramique aux couleurs et aux motifs criards, ne s'en soient pas inspirés.

LE POTENTIEL FOLKLORIQUE DE D'JERBA

En route en voiture vers Houmt Souk, je surpris sur le chemin un cortège de mariages avec moult femmes et enfants qui accompagnaient les musiciens formés de zakkars et de tabbals. La jaha bien posée sur le dos du dromadaire, emmenant la mariée de la maison paternelle à la maison du mari sur le court chemin qui l'en séparait, s'apprêtait à partir. Point d'hommes dans la procession ou si peu. On m'apprit que ces derniers attendaient, quelques centaines de mètres plus loin, avec l'heureux époux, l'arrivée tant attendue de sa dulcinée. J'appris aussi que les enfants étaient fortement encouragés à participer à cette procession pour les préparer à leur vie d'adultes.

Encore un fort signal du potentiel de l'île en matière de folklore et de culture spécifique de manière plus générale. Phénomène rare : je surpris aussi un peu à l'écart du cortège trois jeunes filles djerbiennes à la couleur d'ébène dont la moyenne d'âge se rapprochait de quinze ans et qui étaient habillées selon les standards européens et les attributs les plus affirmés de l'occidentalisation (jeans serrés, palladiums, taille de queue...). Je regardais le déroulement de la fête avec intérêt. Cela signifiait-il que les schémas traditionnels étaient sur le point d'être abandonnés ? Loin de là. J'avais en fait en quelque sorte capté dans mon flash mental l'image de la mutation en marche de la société djerbienne, qui est à la fois jalouse de ses traditions et ouverte sur l'avenir à travers une jeunesse radieuse et sûre d'elle-même qui prend la modernité au bras le corps. J'avais alors imaginé ces trois jeunes filles installées dans le pavillon d'une manifestation commerciale à laquelle la Tunisie participait et qui pourraient être les meilleures ambassadrices pour vanter la qualité du produit tunisien à l'international. Allais-je un jour les retrouver pour leur faire une telle proposition ?

Le mois de jeûne en plein été donne lieu à des réactions contradictoires. Abandonner la mer ou, au contraire, la fréquenter et en faire aussi un lieu de culte. Reportage dans des sites balnéaires huppés.



Ramadan sur la plage

Hebdo
Al-Ahram
DOAA KHALIFA

Des femmes lisant le Coran sur la plage et, à la place du bikini et des maillots dernier cri, elles sont voilées et discutent des théories religieuses tout en suivant leurs enfants. Des estivants qui, au lieu d'aller danser lors des soirées, se rendent à la mosquée pour les prières des Tarawih, organisent des tables de charité qu'ils installent devant quelques villas huppées. Des scènes inhabituelles dans les villages de la Côte-Nord, et surtout Marina. Cependant, l'arrivée du mois sacré du Ramadan, avant que l'été ne touche à sa fin, a changé le look de plusieurs villages balnéaires. A Marina, un calme singulier règne sur les plages bien que Le Caire souffre toujours d'une chaleur suffocante, cela n'a pas encouragé beaucoup de Cairotes à faire le déplacement. Mais quand même deux heures avant l'iftar (rupture du jeûne), quelques familles sont là pour jouir la mer, la fraîcheur et le beau temps. Des enfants, des hommes et même des femmes en maillot de bain dit pour voilées (qui couvre tout le corps) argumentent que le Ramadan au bord de la mer est beaucoup mieux. Mahmoud et Gihane, un couple qui a décidé de passer ses vacances accompagné de leur famille pour passer une bonne partie du Ramadan à Marina, s'explique : " Et pourquoi pas ? Ici, nous pouvons passer les quelques heures avant l'iftar au bord de la mer, dans la fraîcheur, loin de la chaleur et la circulation infernale au Caire. Le soir, nous faisons la prière des Tarawih, ensuite, nous sortons pour nous divertir dans les cafés au bord de la mer jusqu'aux premières heures de l'aube " avant de faire un plongeon en mer pour ne pas rater les quelques moments de natation avant l'iftar. Quant à Lamma, membre de la grande famille, elle pense que le fait de nager en maillot ne contredit pas le jeûne puisqu'elle porte un maillot chareï (maillot légal religieusement). Au bord de la mer, seules certaines jeunes filles cottes se permettent le maillot véritable dans ces jours de jeûne.

D'un endroit à l'autre, la belle côte jouit d'une sérénité qui a encouragé certaines familles à profiter de vacances calmes. Mohamad Hamdi, banquier, relève : " Un calme difficile à trouver durant l'été si nous n'étions pas au Ramadan. Je ne m'inquiète pas pour mes enfants. Pas trop de jetskis ni de zodiacs qui perturbent le calme de la mer et qui peuvent être parfois une source de danger ". Il confie même penser dorénavant s'arranger pour prendre ses vacances durant le Ramadan. Lui et bien d'autres sont venus pour découvrir le Ramadan jugé insolite à Marina. La surprise n'est pas seulement le fait des estivants, mais de ceux qui montent un business au sein de la belle station balnéaire, où il est traditionnellement difficile de mettre les pieds durant les mois d'été. Certains d'entre eux ont décidé de tout boucler à l'arrivée du Ramadan, d'autres, comme les patrons des plages privées telles que le Yachmek (un mot qui désigne une forme de voile) et La femme. Ceux-ci ont décidé de fermer leurs portes et de ne les rouvrir qu'à la dernière semaine du Ramadan et pendant les jours de la fête.

UNE QUESTION DE RENTABILITÉ
" Nous avons ouvert les portes pendant la première semaine du Ramadan et nous n'avons eu qu'une clientèle minime, ce qui a obligé la direction de fermer en attendant une fréquentation plus importante les derniers jours du Ramadan et durant la fête", explique Chérif, agent de sécurité de La femme.

Quant aux restaurants, ils ouvrent toujours leurs portes et essaient de créer une ambiance du Ramadan. A Porto Marina, les façades de Chili's, Carino's et Studio Mirs sont garnies de fanous (lanternes) et des affiches promettant des mets d'iftar et de soûhour bien délicieux. Une scène de toute beauté avec les yachts amarrés, la musique occidentale qui fuse dans le lieu, des tables en forme de balançoires, des places avec vue sur la mer, toute une ambiance qui promet un iftar d'un goût différent. Cependant, le nombre de clients ne semble pas important. " Cette année est la première où le Ramadan tombe pendant l'été. Nous essayons de savoir ce que les gens pensent à faire. Il y en a beaucoup qui aimeraient passer le Ramadan au beau milieu de la famille au Caire pour faire des invitations et répondre à d'autres. Par contre, certains ont trouvé que passer le Ramadan au bord de la mer est une expérience nouvelle qu'il faut essayer. Marina se prépare donc aux années suivantes, où le Ramadan sera aussi en pleine saison. Cette année n'est qu'un début ", explique Khairi Abdel-Salam, directeur de Carino's. Il ajoute que les années prochaines témoigneront de plus d'aspects du Ramadan, de tentes et de soirées de chants pour assurer l'ambiance du Ramadan sur la Côte-Nord. Une expérience qui plaît quand même. Racha et Ahmad, nouveaux mariés qui prennent leur iftar à Porto Marina, expliquent qu'ils ont eu assez de réunions familiales et de sorties au Caire. " Ici, nous pouvons jouir du Ramadan à notre manière et en intimité et beaucoup de calme ", dit le couple qui a l'intention de passer la soirée d'après l'iftar dans les grands cafés, au bord de la mer. Un avis qui ne plaît pas à Ahmad, 17 ans. Ça lui manque ses amis et ses sorties au sein des tentes traditionnelles. Une divergence expliquée par l'urbaniste Milad Hanna, qui était en train de prendre son déjeuner au temps de l'iftar, toujours à Porto Marina. Il pense que vivre le Ramadan à Marina ne convient pas qu'à un certain genre de gens. " C'est l'élite qui apprécie le style occidental et qui ne tient pas beaucoup ni aux traditions ni aux rites du Ramadan. Ici, Marina a un goût et un aspect spécial qui ne convient pas à tout le monde", dit-il.

Après l'iftar, Porto Marina change de look, se transforme en une salle de fête. Musique diffusée par un DJ, des filles qui sont prises par des tableaux de danse, une ambiance d'extase et d'euphorie. " Ici, c'est très loin de la spiritualité du Ramadan ", commente Rim, mère qui est venue découvrir le Ramadan de Marina avec sa famille.

LES PÂTISSERIES FONT LA DIFFÉRENCE

Cependant, le décor qui orne les cafés et les restaurants au bord de la mer de Porto Marina reflète et impose une certaine ambiance du Ramadan. Des scènes d'une charrette d'un vendeur de fowl (fèves) et des stands de vente des pâtisseries du Ramadan comme le kofa et zalabiya sont installés. Utilisant un four de caractère traditionnel, Aymane cuisine sa kofa pour répondre à une clientèle qui a

beaucoup admiré le goût de ses pâtisseries. " Une spécialité du Ramadan bien vendue aux clients de Marina et d'autres villages, même si la Côte-Nord a beaucoup moins d'estivants durant ces jours du Ramadan ", assure Aymane.

Pâtisseries et musique à Porto Marina avec des chichas (narguilles) et des boissons du Ramadan aux cafés au bord de la mer. Et puis, il y a d'autres soirées de prières et de Coran dans certaines villas de la Côte-Nord, chacun vit le Ramadan à sa manière. Tamer et Chawqiya, Al-Eyada et Bab al-chams : des affiches longent la route de la Côte-Nord, faisant la publicité des feuillets et des programmes du Ramadan, d'autres souhaitent un sawm maqboul et un iftar alami (jeûne accepté par Dieu et iftar internationale) à Porto Marina. Des aspects du Ramadan, vécus autrement par plusieurs familles dans le village Al-Loutis, à 10 mn de Marina. Des familles qui décident de passer le plus clair de leur temps aux pratiques religieuses. Le chalet de Nasr Abou-Samra s'est transformé en une salle religieuse pour l'apprentissage du Coran. Hala, ingénieur qui a étudié la récitation du Coran, fait apprendre la bonne manière de récitation à ses voisins du village. " Chaque jour, après avoir terminé la prière des Tarawih, nous nous rassemblons dans une de nos maisons pour apprendre à lire le Coran. Nous n'aurions pas pu le faire si nous étions chez nous au Caire avec le taux d'invitations, le téléphone qui ne cesse de sonner et les difficultés de circulation qui ne nous permettaient pas de se réunir chaque jour ", explique Mouchira, épouse de Nasr. Pour elle, le Ramadan à la Côte-Nord leur permet de consacrer le plus clair de leur temps aux rites religieux tout en jouissant de la belle nature et du beau temps.

DES FEMMES QUI ONT DU ZÈLE

Mouchira, Nahed, Mervat, Rafahiya, Soheir, Nagwa et Hala, des femmes qui même exploitent la sérénité du village pour passer quelques heures avant l'iftar à lire le Coran, au bord de la mer. " Sans oublier de faire les invitations d'iftar entre nous, mais à travers le système de dish party, où chacune cuisine sa spécialité pour manger ensemble ", dit Mouchira, qui a l'intention, elle et son mari, de passer le reste du Ramadan à la Côte-Nord pour se consacrer à Dieu. Un avis partagé par Mohamad Abdel-Razeq, homme d'affaires qui passe les heures avant l'iftar à pêcher au bord de la mer et les soirées du Ramadan à prior et à lire le Coran. " Je pense que les activités balnéaires comme la natation ne conviennent pas au mois du Ramadan, mais c'est le lieu formidable de bien vivre son Ramadan dans le culte religieux ", dit-il. D'autres en profitent pour faire du bénévolat comme Hadj Abdallah Nasser, qui installe quotidiennement une table de charité pour les ouvriers de Marina. Des plats de légumes, du riz et de viande sont servis à des gens qui s'abstiennent pour toute la journée. Et comme l'explique Mohamad, ouvrier : " C'est le Ramadan qui nous a permis de témoigner l'aumône de Marina ".

Une seule table à Marina 5, mais une expérience nouvelle qui serait éventuellement une scène habituelle à Marina les années suivantes, comme l'assure Hadj Nasser. Des tables de charité, des leçons religieuses, mais aussi des soirées de fête et des soûhours ramadaniques, les aspects du Ramadan sont présents sur la Côte-Nord. Et chacun les vit à sa manière.

Le Texas accusé d'avoir exécuté un innocent

LEFIGARO FLORE GALAUD

Un rapport révèle que Todd Willingham, exécuté en 2004, n'est en réalité pas responsable de l'incendie de sa maison dans lequel ses trois filles ont péri. Aucun Etat américain n'a jusqu'à présent reconnu avoir commis une telle erreur.

"Un rapport ravageur, le genre de révélation qui devrait bouleverser toute conscience", écrit le New York Times. Tout porte en effet à croire aujourd'hui que Todd Willingham, exécuté en 2004 au Texas pour avoir incendié sa maison et ainsi tué ses trois filles, était en réalité innocent. Un spécialiste américain reconnu des scènes d'incendie a transmis en août à la commission d'éthique texane un rapport détaillé dans lequel il conclut que le feu était d'origine accidentelle. La commission devra rendre prochainement ses conclusions. L'histoire de Todd Willingham pourrait constituer une première : jamais aucun Etat américain n'a officiellement reconnu avoir commis une erreur en matière d'exécution. C'est en 1992 que Todd Willingham, alors âgé de 24 ans, est condamné à mort pour cet incendie survenu un an plus tôt. Le jury se range à l'époque derrière l'avis d'un rapport d'experts locaux, qui assure que l'homme a lui-même mis le feu à son domicile. Pendant douze ans, depuis sa cellule, Todd Willingham n'a de cesse de crier son innocence. Soutenu par plusieurs associations, son affaire ne sera pourtant jamais réétudiée par la justice. En 2004, il est exécuté par injection létale.

PAS D'INVESTIGATION SCIENTIFIQUE

Le rapport transmis en août dernier à la commission texane par un spécialiste des incendies vient donc jeter un pavé dans la mare. D'autant que ses conclusions rejoignent celles de deux autres spécialistes, qui avaient déjà enquêté en 2004 et 2006. Tous sont unanimes : l'expertise de l'époque "ne repose sur rien d'autre qu'une accumulation de croyances personnelles, qui n'ont rien à voir avec une investigation scientifique des scènes d'incendie".

Un avis partagé par le New Yorker, qui, dans son édition de cette semaine, explique que cette affaire contient tous les ingrédients classiques de l'erreur judiciaire : absence de contre-expertise, expert-psychiatre décrivant un "sociopathe très dangereux" sans l'avoir jamais rencontré, témoins modifiant leur témoignage en faveur de l'accusation, avocats commis d'office incompetents... Les conclusions du journal sont accablantes pour la justice américaine.

UN ESPOIR POUR TROY DAVIS ?

Les abolitionnistes sont aussitôt montés au créneau. Si l'innocence du défunt est officiellement établie par la commission, le cas de Todd Willingham illustrerait "le plus grand dilemme de notre pays sur la peine de mort", estime Rick Halperin, président d'une association texane contre la peine de mort. "Sommes-nous prêts ou pas à garder ce système en sachant que des innocents vont être déclarés coupables et exécutés ?" Une question qui a une résonance toute particulière au moment où Troy Davis, un Noir condamné pour le meurtre d'un policier blanc, crie son innocence dans le couloir de la mort en Géorgie. Après avoir échappé à trois exécutions prévues, il a obtenu en août de la Cour suprême qu'un tribunal examine de nouveaux éléments le disculpant. Mais, aussi accablant que soit le cas de Todd Willingham pour les partisans de la peine de mort, les choses pourraient ne pas être si aisées pour les abolitionnistes : dans une récente décision, deux juges de la Cour suprême ont affirmé que l'exécution d'un homme ayant prouvé son innocence restait "valable" dans la mesure où il a bénéficié d'un procès juste et équitable".

Entretien avec Mohamed El Ibrahim, pneumologue à Casablanca

«Si la pandémie de la grippe H1N1 se déclare, 18 millions de Marocains seront atteints»



PROPOS RECUEILLIS PAR A. AMOURAG

Maroc Hebdo International:

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) considère aujourd'hui la grippe A H1N1 comme une pandémie. Est-ce le cas aussi au Maroc ?

Mohamed El Ibrahim: Il faut savoir que le Maroc suit parfaitement les critères de l'OMS qui considère la grippe porcine comme une pandémie générale ou internationale. Au Maroc, si l'état de pandémie n'est pas encore déclaré, la grippe A s'est bel et bien installée puisqu'on recense aujourd'hui 134 cas qui sont tous importés de l'étranger. Ce qui veut dire qu'il n'existe pas encore de cas autochtones.

Mais, à l'approche de l'hiver, tout le monde pense qu'une nouvelle vague plus forte de la grippe A frappera notre pays...

- La gravité de ce virus H1N1, c'est qu'il est à multiples dimensions : humaine, aviaire et porcine. Il puise sa force et sa voracité dans ces trois génomes. À partir de là, on ne sait pas exactement comment il va évoluer. Mais, il faut se dire que la grippe est là et qu'il faut la combattre comme si elle allait se développer. Dans ce cas grave, il est fort à parier que 50 à 60% de la population marocaine (15 à 18 millions d'habitants) seront touchés par la maladie de la grippe porcine. Et là, il faut craindre une forte paralysie de l'activité économique à cause de l'absentéisme. C'est pour cela que le minis-

tère de la Santé s'active aujourd'hui dans tous les sens pour ne pas arriver à cette situation catastrophique.

Quels sont les symptômes que ressent généralement un malade atteint de grippe A ?

- Il en existe plusieurs mais les plus apparents sont la fatigue, la fièvre, les douleurs musculaires et un symptôme respiratoire qui peut être une toux ou l'essoufflement. Vous me diriez que ce sont des symptômes similaires à ceux de la grippe saisonnière normale. C'est vrai. Sauf que pour savoir s'il s'agit de la grippe porcine, on tient compte de la notion du lieu de provenance du malade. Si celui-ci vient de Zagora par exemple, je saurais qu'il s'agit tout simplement de la grippe normale. S'il me dit par contre qu'il vient du Canada ou des États-Unis, dans un espace de temps qui ne dépasse pas dix jours, le lien sera vite fait avec la grippe porcine. Ce qui fait que le contexte épidémiologique et géographique compte énormément dans le diagnostic.

Quels sont les organismes sanitaires habilités au Maroc à déclarer tel malade ou tel autre atteint de grippe porcine ?

- Pour la seule métropole de Casablanca, il existe l'institut Pasteur où sont effectuées toutes les analyses médicales nécessaires sur les patients. Seulement, les résultats obtenus doivent être validés par l'institut national d'hygiène qui confirme ou non la présence du virus de la grippe porcine.

Les gens ne font pas beaucoup la différence entre une grippe normale et la grippe porcine. Qu'en pensez-vous ?

- Il est vrai que les symptômes des deux

gripes sont presque les mêmes. Mais, sur le plan médical, on connaît mieux la grippe saisonnière pour laquelle on prépare des vaccins suffisants et on sait d'ores et déjà qu'elle ne présente aucun risque majeur pour la santé du malade. Tout le contraire de la grippe A qu'on ne connaît pas du tout, vu l'apparition récente du virus. Il faut savoir aussi que c'est par méconnaissance de cette maladie que les gens commencent sérieusement à s'inquiéter.

Croyez-vous que le traitement prescrit pour soigner la grippe A, à savoir le Tamiflu, est disponible en quantités suffisantes au Maroc ?

- Je ne pense pas que ce soit le cas. Valeur d'aujourd'hui, ce médicament, considéré à juste titre sur le plan international comme un traitement efficace contre la grippe A, n'est pas encore commercialisé dans les pharmacies. Seul le ministère de la Santé se charge de sa distribution à travers les hôpitaux publics et les centres de santé dans le Royaume. À Casablanca par exemple, on le trouve à l'hôpital Moulay Youssef et à Rabat à l'hôpital Avicenne.

Les vaccins contre cette grippe sont aussi inexistantes au Maroc, contrairement aux autres pays comme la France...

- Pour les vaccins, le ministère de la Santé vient de signer une convention avec un laboratoire européen lui livrer 10 millions de doses. À qui profitera ce vaccin? On n'en sait rien pour le moment. Probablement au corps médical qui est en contact direct avec les malades et aux personnes qui présentent certaines maladies chroniques graves comme le diabète, l'insuffisance rénale et

l'insuffisance respiratoire. Mais, toujours est-il que cette quantité de vaccins, qui ne sera disponible qu'en octobre ou novembre prochains, reste insuffisante si on admet que chaque personne sera vaccinée par deux doses pour mieux le protéger de ce virus. Ce qui fait que les 10 millions de vaccins ne profiteront qu'à 5 millions de Marocains. On est donc loin du compte par rapport à la population marocaine.

Quelles sont, d'après vous, les précautions que chaque personne doit observer pour se protéger ?

- Les précautions sont simples. D'abord, il ne faut pas être en contact avec le malade officiellement atteint ou susceptible d'être atteint par la grippe A. Ensuite, il faut se laver les mains avec le savon plusieurs fois par jour et à chaque éternuement. Et si on soupçonne des signes de la grippe A, il faut s'isoler chez soi et s'abstenir de sortir et s'il le faut aussi, il appelle un médecin pour qu'il se déplace à domicile.

Considérez-vous que les efforts du ministère de la Santé pour la lutte contre la grippe A sont suffisants ?

- Les efforts ne sont jamais suffisants dans la mesure où le virus se propage à un rythme accéléré. Disons qu'il existe des zones floues dans ces efforts publics comme l'absence d'une communication soutenue et intense à l'adresse des citoyens marocains. Même nous, les médecins, ne sommes pas tout à fait informés des dernières actualités concernant cette grippe. Je recommande par exemple au ministère de la Santé d'éditer un guide pratique destiné au médecin dans lequel il retrouve toutes les informations susceptibles de l'aider à mieux orienter le malade.

Rentrée des classes

Ramadan et grippe porcine

Il est communément admis de traiter chaque chose en son temps pour la gérer au mieux, seulement cette fois-ci la donne pourrait bien être sensiblement différente. Chaque année, des millions de parents se retrouvent face à la même problématique : faire le bon choix pour leurs progénitures en matière de scolarisation ou de préscolarisation.

L'observateur.ma

SABEL DA COSTA

Les interrogations quant au système éducationnel marocain sont reportées d'une année à une autre et se posent avec toujours plus d'acuité. Public ou privé ? Mission ou école marocaine ? Et avant tout... moyens financiers ou pas ?

DÉPENSES, DÉPENSES, DÉPENSES

Frais d'inscriptions, assurance santé, fournitures scolaires mais aussi miel, beurre, farine et autres denrées "ramadanesques". Lorsque deux grands événements coïncident de la sorte, ce sont les ressources familiales qui en prennent un coup. Impossible de faire l'impasse sur un Ftour en bonne et due forme ou sur les différents et nombreux besoins des écoliers. Professeur de second cycle au lycée public Ahmed Chagoui de Salé, Zohra Hmimid corrobore. "C'est difficile mais on n'a malheureusement pas le choix. Que ce soit mon époux ou moi, nous devons comme tout le monde d'ailleurs jongler entre plusieurs frais liés à la fois au Ramadan et à la rentrée de notre petite, ce n'est vraiment pas évident. L'école où j'ai inscrit ma fille a elle aussi décidé d'augmenter ses tarifs sans même nous prévenir. C'est un comble!" Même son de cloche de la part de Majda Radi, responsable marketing pour Carré Bleu Marin, une entreprise située sur Agadir. Mariée et mère d'un enfant, elle pense en avoir pour un minimum de 9000 DH d'ici à la fin du mois, répartis entre nourriture, fournitures et...tenues de l'Aïd. " Les frais de réinscriptions à eux seuls me coûteront 2500 DH, puis viendra le reste, je préfère ne pas trop y penser". A titre d'information, cette jeune cadre a préféré recourir à une école privée marocaine classée troisième dans la région (en prévision des années à venir). "Je ne fais pas trop confiance au système public, le niveau y est généralement faible et le



taux d'absentéisme un peu trop élevé à mon goût. En matière d'enseignement il vaut mieux jouer la carte de la prudence...". Ce ne sont pourtant pas les initiatives étatiques qui manquent pour garantir une certaine stabilité au niveau des prix ou encore lancer des campagnes de solidarité en vue d'aider à la scolarisation des plus démunis. Cette année encore l'opération "1 million de cartables" permettra la distribution de sacs et de matériel scolaire aux élèves du public obéissant à certains critères.

DE NOUVEAUX DÉFIS, MAIS...

Cette rentrée 2009/2010 semble s'imposer sous le signe de l'exigence et de la réforme. 200 classes préscolaires vont s'ajou-

ter à celles déjà existantes dans le but d'étendre le service à un plus grand nombre d'enfants. Une augmentation des moyens de transports scolaires est également prévue ainsi qu'une hausse du montant des bourses qui sera rehaussée à un peu plus de 1000 DH pour les 90000 écoliers censés en bénéficier. Côté enseignants ce n'est pas vraiment la joie, "Les réformes engagées devraient également profiter aux professeurs et instituteurs, pour instaurer un certain équilibre. Nos conditions ne sont pas forcément améliorées et c'est vraiment dommage. A titre d'exemple il est exigé de nous un minimum de 21 heures de cours par semaine mais en revanche rien n'est fait pour diminuer l'effectif des classes, dont le nombre dépasse très souvent les 40 élèves" ex-

plique notre professeur de Salé. "Même chose concernant l'absentéisme, l'administration a décidé de limiter l'usage des certificats médicaux, c'est très bien, mais qu'est-ce qui a été prévu pour motiver les enseignants à leurs tâches? Pas grand chose". Parent d'élève, musulman et enseignant semble être une combinaison bien compliquée ce mois-ci...

QUAND L'A(H1N1) MENACE...

Une hypoglycémie généralisée, des frais mirifiques mais aussi le risque de voir ses rejetons contracter la fameuse grippe porcine dans l'enceinte de leurs écoles. Le ministère de l'éducation nationale a tout récemment affirmé "être en train de mettre en place un dispo-

sitif contre la grippe A" avec l'aide du ministère de la Santé. Une déclaration qui ne suffit pourtant pas à dissiper le sentiment d'inquiétude animant les parents. "Des mesures avaient également été prises auparavant par le département de la Santé publique mais cela n'a pas empêché l'apparition d'une centaine de cas chez nous. Peut-être faudrait-il penser à un moment, comme dans certains États, à fermer les écoles le temps de stabiliser les choses" nous dit Mohamed El Boukili, fonctionnaire et père de trois enfants. Nul n'est encore en mesure de préciser en quoi consistera exactement ledit dispositif, cependant il est d'ores et déjà admis que la sensibilisation au niveau des écoles y occupera une place de choix. Une dynamique assez particulière, on le disait bien...

Education

Le Snapest et l'Unpef parlent d'une rentrée «ratée»

Rien ne semble satisfaire les syndicats autonomes pour cette rentrée scolaire. Hier, l'Unpef et le Snapest ont dénoncé, dans un point de presse commun, les nouvelles dispositions «arbitraires» initiées par le ministère de l'Education.

Sofiane M.

Trois jours après la rentrée des classes, les syndicalistes estiment que l'année scolaire est «ratée». Les reproches retenus contre la tutelle ne manquent pas : calendrier des vacances «contrariant», surcharge des programmes pédagogiques, statuts particuliers qui ne répondent pas aux aspirations des travailleurs du secteur et retard «imparadonnable» pour l'approbation du nouveau régime indemnitaire.

Les syndicalistes contestent surtout la gestion «abusive» du secteur par la tutelle, évoquant le problème du tablier scolaire. «La décision prise à la hâte par le ministère de tutelle pour la généralisation des tabliers bleus et roses a été à l'origine d'un

touhu-bohu dans les établissements scolaires». Sur leur lancée, les syndicalistes ont vivement regretté le recours de la tutelle au chantage sur la prime scolaire pour faire pression sur des parents d'élèves désemparés. Les syndicalistes annoncent une année scolaire catastrophique. «Ce sont les élèves qui seront les plus pénalisés par ces nouvelles mesures. Les classes d'examen vont souffrir cette année», présagent-ils. Ils accusent le premier responsable de la Fédération nationale des parents d'élèves de «connivence» avec la tutelle dans ce «crime contre les jeunes générations».

Abordant les problèmes spécifiques à Oran, ils ont relevé, avec regret, le retard dans l'approbation du plan de gestion du personnel de

l'Education, une situation devant aggraver le déficit en enseignants à Oran, en particulier dans la langue française. Autre écueil, la surcharge des classes dans de nombreux établissements scolaires. «Il y a des classes à Es-Sénia avec 50 élèves», lance cet enseignant.

La gestion des oeuvres sociales a été également contestée par les deux syndicats qui ont réitéré leur demande de dépêcher des commissions ministérielles pour enquêter à Oran. Enfin, les syndicats ont promis de renouer avec la contestation dans les prochains mois pour appuyer leurs revendications. «La base est en ébullition. Le retour à la contestation est désormais une affaire de temps», conclut le coordinateur de wilaya du Snapest.

Formation professionnelle

Un nouveau centre et deux nouvelles spécialités

H. Saaidia

Un nouveau centre de formation professionnelle ouvrira ses portes dès cette rentrée, prévue le 27 septembre pour les anciens stagiaires, le 18 octobre pour les nouveaux. Deux autres centres, projetés à Hai Nedjma (ex-Chetibo) et à Ain Beida, sont en voie de réalisation. Lors d'un point de presse tenu hier, les cadres de la direction de la Formation professionnelle de la wilaya d'Oran ont présenté leur secteur, édition 2009-2010. Retenu par une mission régionale, le premier responsable de cette institution a délégué trois sous-directeurs pour animer la conférence de presse. Ceux-ci ont jugé utile d'introduire la séance par une analyse des offres de formation de leur secteur pour cette année. Ainsi, le nombre de postes offerts en formation en modes prioritaires (résidentiel, cours du soir diplômant et apprentissage) est de 5.450. Ces postes couvrent 16 branches professionnelles, 90 spécialités et 106 sections. En termes de sections, ces postes sont répartis en 59 sections de

Certificat d'aptitude professionnelle (CAP), 17 sections de Certificat de maîtrise professionnelle (CMP), 14 sections de Brevet de technicien (BT) et 16 sections de Brevet de technicien supérieur (BTS). Ces places pédagogiques sont réparties en 2.835 postes en formation résidentielle, 285 en cours du soir et 2.330 en formation par apprentissage. Concernant la formation alternative, les offres du secteur sont estimées à 1.175 postes : 460 postes en formation de femme au foyer, 265 postes en formation cours du soir et 450 postes en formation de catégorie particulière, ont

précisé les responsables du secteur à Oran. Par ailleurs, deux nouvelles spécialités seront introduites cette année, à savoir «maintenance des équipements de froid et climatisation» et «hôtellerie, option administration». Dans un premier temps, la première spécialité, dont la condition d'accès est le niveau 3^e A.S., sera dispensée en mode résidentiel, au niveau de l'Institut national supérieur de formation professionnelle (INSEP) d'Es-Sénia. Quant à la deuxième spécialité, niveau requis terminal également, elle sera dispensée en cours du soir, au niveau de l'INSEP de Maraval.

Pression sur les bureaux de poste

Salah C.

La mesure prise par la CNR de verser les retraites et les pensions avant terme en fixant la date à partir du 12 septembre et ce, pour permettre aux parents de faire face aux différentes dépenses de la rentrée scolaire et de l'Aïd, a fait que les bureaux de poste ont été pris d'assaut, hier, par des centaines de

concernés. Selon un agent d'une agence postale, plus la fête approche et plus la pression se fait plus grande et les journées de jeudi et samedi connaissent certainement un afflux inhabituel.

Le choc subi par les bureaux de poste de jour comme de nuit pouvait être moins important si les distributeurs automatiques fonctionnaient régulièrement.

Trois personnes sous mandat de dépôt Un bus de la ligne B attaqué par des malfaiteurs

Trois individus qui avaient attaqué un bus et délesté les passagers de leur biens ont été arrêtés et écroués. Agissant sur informations faisant état qu'un bus desservant la ligne B a été attaqué samedi dernier, après la rupture du jeûne, par un groupe de malfaiteurs armés d'épées, qui ont délesté les passagers de leurs biens en les menaçant, les éléments de la 5^e Sûreté urbaine ont ouvert une enquête et ont

procédé, lundi, à l'arrestation de trois personnes suspectes, non loin du parc d'attractions d'El-Hamri, selon une source sécuritaire.

Celle-ci a affirmé qu'aucune victime n'a déposé plainte. Après leur présentation devant le parquet, les trois malfaiteurs, âgés de 20 à 23 ans, ont été placés sous mandat de dépôt pour association de malfaiteurs et port d'arme prohibée, selon la même source.

J. B.

El-Barki

Renouvellement du réseau d'assainissement après l'Aïd



Ph.: B. H. Karim

Djamel B.

D'importants travaux de renouvellement du réseau d'assainissement du quartier d'El-Barki seront lancés juste après l'Aïd El-Fitr, apprend-on auprès du délégué du secteur urbain El-Makarri, M. Brahnia Smain. Selon notre interlocuteur, le secteur vient de bénéficier d'un projet visant le renouvellement de 5 km du réseau d'assainissement au niveau de ce quartier populaire. Le même interlocuteur indique que les autorités locales ont aussi promis le financement des travaux de revêtement de la voirie, à l'issue de la réhabilitation du réseau d'assainissement. En matière d'éclairage public, la même source signale que l'entreprise chargée de la réfection est à pied d'oeuvre et s'attèle à réparer dix à quinze poteaux électriques par jour. M. Brahnia assure, en outre, que la priorité a été accordée au quartier d'El-Barki, dans la perspective de le transformer en véritable quartier résidentiel. Pour désengorger la circulation et pour plus d'ouverture sur ce quartier, le secteur urbain vient d'adresser une demande pour le prolongement, vers

El-Barki, de la bretelle reliant l'autoroute à cité Djamel.

D'autre part, et selon le même responsable, la plus grande concentration d'habitations menaçant ruine se situe au niveau du quartier de Bel-Air, ainsi qu'une partie de St Eugène. «Ce sont des familles à reloger en priorité, en cas d'opération de relogement», souligne le délégué du secteur.

Par ailleurs, et en perspective de la rentrée scolaire, notre interlocuteur affirme que toutes les dispositions ont été prises pour faciliter les retraits des documents administratifs auprès des guichets de l'état civil. A ce titre, il a été décidé d'assurer une permanence durant deux week-ends. «Il y a une grande affluence vendredi et samedi, mais tout s'est bien passé», ajoute le délégué du secteur urbain, qui souligne que le secteur n'hésitera pas à assurer une permanence le week-end prochain si cela s'avère nécessaire. Souignons, enfin, que dans le cadre des activités sportives et culturelles durant ce mois sacré, plusieurs tournois de football et de pétanque ont été organisés au niveau des quartiers du secteur.

2 morts et trois blessés dans une collision sur la RN 11

J. Boukraâ

Un grave accident s'est produit, avant-hier, sur la route nationale n°11 reliant Oran et Mostaganem, coûtant la vie à deux personnes.

Le drame a eu lieu en début d'après-midi à hauteur de la commune de Gdyl, lorsqu'un camion

citerne de transport de carburant est entré en collision avec deux véhicules de marque Renault Logan et Mercedes, avant de se renverser dans un fossé. Bilan : deux morts âgés de 27 et 35 ans et trois blessés graves. Heureusement, la citerne était vide. Cet accident fut à l'origine d'un embouteillage qui a duré environ une heure.

ILS NOUS ONT QUITTES HIER

Benkhedda Med, 63 ans, 22, rue Khalifa Benabdeslam

Cherifi Kada, 44 ans, 5, rue des Frères Chograni

Khiat Mokhtara, 72 ans, 77, rue Khiaf Salah

Nedjari Aek, 90 ans, 23, rue Zahaf Djilali

Horaires des prières pour Oran et ses environs

27 ramdhan 1430				
El Fedjr	Dohr	Assar	Maghreb	Icha
05h22	12h57	16h27	19h11	20h27



Tranche de Vie

Par El-Guellil

El Moufettiche



Cela se passe en Afric. Afric n'a pas de frontière. Afric n'a pas de culture. Afric n'a pas d'odeur. Pas de couleur. Afric n'a pas d'histoire. Que des histoires en Afric. Une parmi tant d'autres, celle du contrôleur et de ses enfants.

Tant bien que mal, mal surtout, il a pu se nourrir, s'instruire juste pour pouvoir compter jusqu'à dix, comme un arbitre de boxe. Il a fondé un foyer. Il eut ses deux enfants. Il a réussi à leur construire une superbe maison, avec toutes les commodités. Le garage abritait une superbe voiture. Les enfants ne manquaient de rien. Argent de poche, habillés de dernier cri, il pouvait leur offrir des vacances de rêve et ils menaient tous un train de vie... loin du sal-air. Fi sidna ramadane, notre moufettiche recevait ses goudas à domicile.

Notre contrôleur était très à cheval sur l'éducation de ses deux garçons. Il ne voulait pas que ses goudas ratent leur vie. Il s'est sacrifié et mettait du coeur à l'ouvrage, notre con-

trôleur. Il a su, lors de ses nombreuses missions, faire celui qui «chef et celui qui ma chef oualou». Ce qui lui a valu une promotion de chef-contrôleur. Maintenant, ce sont ses subalter-

nes qui font le travail pour lui. On raconte qu'un jour, il était rentré chez lui et, comme à l'accoutumée, demanda le carnet de notes à ses enfants. C'est d'abord le cancre qui lui tend le sien. Que des mauvaises notes. Zéro partout. Son enfant, l'ainé, doit redoubler. Il le regarde bien dans les yeux. Et, sans mot dire, lui rend son livret scolaire.

C'est au tour de l'autre. Le cadet, lui excellent, tout en souriant, tend le carnet de notes à son père. Le père, pas très contrôleur en chef, le consulte, le feuillette une première fois, une deuxième fois, se penche sur son enfant et lui assène une gifle cinglante, avant de disparaître.

- Je ne comprends pas, dit le bon élève à son frère le cancre. Toi, tu redoubles et il te laisse tranquille. Moi, avec mes excellentes notes, j'ai droit à une gifle !

- C'est que moi, entre les feuilles de mon carnet de notes, je lui ai glissé quelques billets de l'argent que j'ai économisé. L'Afric, c'est où ?

Vente d'un ensemble immobilier de grand standing à El Hamma, Alger

*Important organisme financier met en vente par voie d'adjudication à Alger
au 170, rue Hassiba Ben Bouali, El Hamma, commune de Belouizdad,
un ensemble immobilier de grand standing*

✓ DESCRIPTIF

- deux tours R+15 à usage de bureaux (plus de 23 000 m²) avec terrasse accessible,
- un sous-sol aménagé en parking (78 places) avec rampe d'accès,
- une esplanade aménagée en aire de stationnement,
- des locaux techniques pour les équipements électromécaniques
- matériaux et équipements de premier choix
- revêtement des espaces intérieurs en plaques de compacto
- escaliers et espaces de circulation en marbre

✓ COMMODITES :

- Acoustique
- Détection Incendie, extinction automatique du feu
- Vidéo surveillance
- 04 ascenseurs pour chacune des tours
- 02 bâches à eau en sous-sol
- Antenne TV- Satellite

✓ ADRESSE :

170, rue Hassiba Ben Bouali, El Hamma, Belouizdad, Alger

✓ FORMALITES

Le Cahier des charges peut être retiré sur le site même à l'adresse indiquée ci-dessus, contre présentation d'un avis de virement de la somme de 5000 DA au compte CCP n°3600-53/12.

✓ DEPOT DES OFFRES

Les offres doivent être déposées conformément aux modalités du cahier des charges à l'adresse indiquée ci-dessus au plus tard le 18 octobre 2009.

NB : Les visites du site seront organisées sur R.D.V, après le retrait du cahier des charges.

ANEP N° 778506 - 17/09/2009



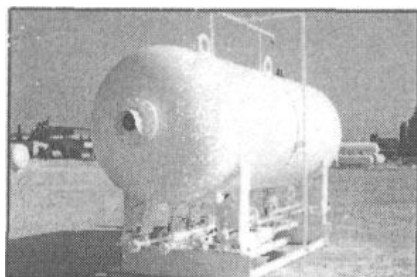
CITER - GAZ SARL

*Importante Société spécialisée dans la commercialisation,
ingéniering, projets et installation des équipements sous
pression pour le stockage et le transport du GPL carburant*



**Vous propose
Des Cuves GPL pour Stations Services**

> Citerne Sirghaz pour Stations Services :



**** Stock Limité ****

Siège Social : Cité Jourdain-Lés Castors-Oran-Tél : 041 54 14 65-Fax : 041 54 10 37
Site web : www.citer-gaz.com



République Algérienne Démocratique et Populaire
Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme
Office de Promotion et de Gestion Immobilière d'Oran
08 Place Boudali Hasni - Sidi El Houari ORAN - Tél: 398580 Fax: 393939

Avis de concours national

ETUDE ET SUIVI N° 29/2009

L'Office de Promotion et de Gestion Immobilière d'Oran lance un avis de concours national pour étude et suivi de réalisation de 420/2000 logements du programme 2000 logements publics localisés à travers la wilaya d'Oran, inscrit au titre de l'année 2009

REPARTITION

NBRE/LOGTS	DAIRA	COMMUNE	SITE
50	Bethioua	Bethioua	Granine
200	Bethioua	Bethioua	Araba
100	Oued Tiélat	Oued Tiélat	Toumiat
70	Oued Tiélat	Tafraoui	Tafraoui

420 Logements

Ce concours s'adresse aux bureaux d'études publics agréés et aux architectes inscrits au tableau de l'ordre des architectes. Les architectes et bureaux d'études publics intéressés par le présent avis sont priés de se présenter au siège de l'office à l'adresse suivante: DMO/OPGI: 08, Place Boudali Hasni * Sidi Houari Oran - Tél-Fax: 041.39.58.20 et 041.39.39.39
Pour retirer le cahier des charges contre le paiement de 2000.00 DA. L'ensemble du dossier de l'appel d'offres présenté par le soumissionnaire sera réparti en deux offres. Une offre technique et une offre financière

1 / Offre Technique

a) Dossier graphique:

- 1) Plan de masse éch: 1/500
- 2) Plans de différents niveaux éch: 1/200
- 3) Façades et coupes éch: 1/200
- 4) Représentation volumétrique, croquis et perspectives d'ambiances et (ou) maquette ainsi que tout document pouvant expliciter le projet
- 5) Schémas des VRD éch: 1/500

b) Pièces écrites

- * Rapport sur le choix du parti architectural (système constructif, intégration au site et à l'environnement immédiat et tout autre document qui peut expliciter le projet)
- * Descriptif du projet
- * Le programme surfacique proposé par le BET
- * Evaluation des coûts des réalisations par bloc et avec une récapitulation totale pour le projet.
- * Planning d'exécution de l'étude par phase (annexe 3)
- * Divers: Tous documents ou pièces jugées nécessaires par le BET quant à l'enrichissement et à la validation de son offre.

c) Dossier administratif (voir cahier des charges)

2 / Offre Financière

- * La soumission datée et signée
- * Le présent cahier des charges dûment rempli, paraphé et signé y compris les annexes 1 et 2.
- * L'offre est à présenter sous enveloppe principale scellée ne comportant aucune inscription extérieure, autre que l'appel d'offres, le nom et l'adresse du maître de l'ouvrage et la mention «**Soumission à ne pas ouvrir**».

L'offre doit parvenir dans les délais requis à l'adresse ci-après:

A Monsieur le Directeur Général de l'OPGI d'ORAN
08, Place Boudali Hasni Sidi Houari - ORAN -

La date de dépôt des offres est fixée le 04/10/2009 à 12 h 00.

L'ouverture des plis des offres techniques sera effectuée en séance publique le 04/10/2009 à 14 h 00, au siège de l'OPGI/ORAN - 08, Place Boudali Hasni - Sidi El Houari Oran.

La validité de l'offre est fixée à 180 jours à compter de la date limite de dépôt des offres.

ANEP N° 778821 - 17/09/2009

SOCIÉTÉ DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT DE CONSTANTINE

SEACO-SPA

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT
N° 03/SEACO/2009

La Société de l'Eau et de l'Assainissement de Constantine (SEACO) lance un appel d'offres National restreint, en un seul lot, pour les travaux d'aménagement de la nouvelle agence SEACO à Ouled Rahmoune.

Les entreprises intéressées par le présent appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges à partir de la première parution du présent avis dans la presse ou dans le Bomop à :

Société de l'Eau et de l'Assainissement de Constantine, Direction Générale ZI du 24 Février 1956, Rhumel – Constantine.

Le dossier d'appel d'offres sera remis aux candidats contre le paiement d'une redevance, non remboursable, d'un montant de trois mille (3000) dinars par chèque certifié ou virement au compte de la SPA SEACO n° 003-00844-009651300078, ouvert à la BADR – ZI Palma BP298 Constantine.

L'offre comprend obligatoirement :

1. L'offre Technique comprenant obligatoirement (sous pli cacheté):

- la lettre de présentation du soumissionnaire
- les instructions aux soumissionnaires paraphées et signées
- la déclaration à souscrire
- la copie des certificats de qualification
- la délégation de pouvoir du signataire
- la copie légalisée des statuts du soumissionnaire
- la copie légalisée du registre du commerce
- les attestations de bonne exécution de prestations similaires
- le protocole d'accord et déclaration de solidarité en cas de groupement
- l'extrait du casier judiciaire du gérant ou du directeur de l'entreprise
- les attestations fiscales légalisées celles d'organisme de sécurité (CNAS, CASNOS, etc), extrait de rôle et carte d'immatriculation fiscale

- les bilans comptables des 3 dernières années

- le cahier des charges, signés et paraphés, sans indication de montant
- le mémoire technique - la liste des sous-traitants
- la liste des moyens humains
- la liste des moyens matériels prévus pour l'exécution des prestations
- le programme général d'exécution des prestations
- les garanties proposées - le reçu d'achat du dossier

2. L'offre financière, sous pli cacheté, comprend :

- la lettre de soumission selon modèle
- le bordereau des prix unitaires dûment signé et paraphé par le soumissionnaire
- le détail quantitatif estimatif dûment paraphé et signé par le soumissionnaire

3. Les offres se présenteront comme suit :

- Une enveloppe extérieure qui doit être anonyme et ne comporter que l'adresse du destinataire :

i. Société de l'Eau et de l'Assainissement (SEACO), ZI du 24 février 1956 – Rhumel – Constantine

ii. Objet de l'appel d'offres, numéro de l'appel d'offres

iii. Soumission à ne pas ouvrir

- Deux enveloppes intérieures fermées et séparées et portant pour chacune les mentions suivantes :

i. Enveloppe A : Offre technique avec les mentions : objet de l'appel d'offres, numéro de l'appel d'offres, nom et adresse du soumissionnaire, soumission à ne pas ouvrir

ii. Enveloppe B : Offre financière avec les mentions : objet de l'appel d'offres, numéro de l'appel d'offres, nom et adresse du soumissionnaire, soumission à ne pas ouvrir

4. le dépôt des offres est fixé au 04 octobre 2009 à 10h00

Les offres doivent être déposées au plus tard à 10.00 (heure locale) au siège de la Société de l'Eau et de l'Assainissement de Constantine

L'ouverture des plis, en présence des soumissionnaires, s'effectuera le même jour, à partir de 11.00, au siège de la SEACO à Constantine.

Les soumissionnaires resteront engagés par leur offre pendant un délai de 180 jours à compter de la date limite de remise des offres.

SEACO/DEP – JPB/DAO-DEP004/avis_v0 septembre 2009 2/2



SOCIÉTÉ DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT DE CONSTANTINE



République Algérienne Démocratique et Populaire
Office de Promotion et de Gestion Immobilière d'Oran
08, Place Boudali Hasni - Sidi El Houari Oran
Tél: 39.39.33/39 Fax: 39.39.39 Téléc: 22.907

**AVIS D'ATTRIBUTION
PROVISOIRE DES MARCHES RELATIF
A LA CONSULTATION**

En application de l'article 43 du décret présidentiel n° 02/250 du 24/07/2002, modifié et complété par le décret présidentiel n° 03/301 du 11/09/2003 et par le décret présidentiel n° 08/338 du 26/10/2008, portant réglementation des marchés publics, il est porté à l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à la consultation, relative à la réalisation du projet 20/160 logements à Aïn El-Turck RAR TCE et 20/160 logements à Aïn El-Turck RAR TCE qu'à l'issue du jugement des offres, les marchés sont attribués provisoirement aux entreprises suivantes:

Projet	Entreprise l'offre DA/TTC	Montant de	Délai	Note Offre Technique	Observation
Programme 5000 logements année 2005-2009 20/160 logements Aïn El Turck RAR TCE	SNC BATISET LETIFI	24.514.009,32	09 Mois	61,78 Pts	
20/160 logements à Aïn El Turck RAR TCE	BACHIK AZIZ	18.558.121,33	7 Mois	55 Pts	

Tout soumissionnaire qui conteste ce choix, peut introduire un recours auprès de la Commission des marchés publics de la wilaya d'Oran, dans les dix (10) jours qui suivent, à compter de la première publication du présent avis sur les quotidiens nationaux. Ceci en application de l'article 101 du décret présidentiel n° 02/250 du 24/07/2002, modifié et complété par le décret présidentiel n° 03/301 du 11/09/2003, par le décret présidentiel n° 08/338 du 26/10/2008, portant réglementation des marchés publics.

ANEP N° 779166 - 17/09/2009

SOCIÉTÉ DE GESTION DES PARTICIPATIONS DE L'ÉTAT TOURISME
ET HOTELLERIE

GESTOUR

ENTREPRISE DE GESTION TOURISTIQUE D'ANNABA
EGT ANNABA

STATION THERMALE HAMMAM CHELLALA
Hamam D'Bagh 24.150 - W. Guelma, Tél: 037.22.80.26/28 - Fax: 037.22.80.25

Avis d'appel d'offres national

**POUR LA FOURNITURE L'INSTALLATION ET LA MISE EN SERVICE
D'ASCENSEURS**

La station thermale Hammam Chellala, lance un avis d'appel d'offres national pour la fourniture, l'installation et la mise en service de trois (03) ascenseurs, selon les spécifications techniques contenues dans le cahier des charges.

L'appel d'offres est ouvert à toute personne morale ou physique, producteur ou représentant agréé de producteurs d'ascenseurs. Tout soumissionnaire non agréé (document authentique d'agrément faisant foi) verra sa soumission rejetée.

Les soumissionnaires intéressés, peuvent retirer le cahier des charges auprès du Secrétaire de la Direction de la Station Hammam Chellala à Hammam D'Bagh (Wilaya de Guelma); ou auprès du Secrétaire de la Direction Générale de l'EGT Annaba, sise 7, Rue Biskri Ali - Annaba.

Les offres des soumissionnaires devront être déposées par porteur au plus tard le Mercredi 14 Octobre 2009 à 16 heures, à la Station Thermale Hammam Chellala - Hammam D'Bagh (Wilaya de Guelma) auprès du Secrétaire de Direction.

Les offres peuvent être expédiées par courrier à l'adresse ci-dessus, en prévoyant le délai de poste.

Les offres sous pli fermé anonyme devront expressément porter la mention:

**APPEL D'OFFRES POUR LA FOURNITURE L'INSTALLATION
ET LA MISE EN SERVICE D'ASCENSEURS
«NE PAS OUVRIR»**

La durée de validité des offres est fixée à 90 jours à compter de la date limite de dépôt des offres.

L'ouverture des plis sera publique et se déroulera le Lundi 19/10/2009 à 11:00 heures, à la station thermale Hammam Chellala.

ANEP N° 778853 - 17/09/2009

AÏN TÉMOUCHENT

Du poisson impropre à la consommation saisi



Belhadri Boualem

En toute vraisemblance, des informations sont parvenues aux services dûment habilités faisant état de vente suspecte de poissons congelés au niveau de la pêcherie de Béni Saf. Aussitôt avisés du problème qui tombe en plein Ramadhan, une commission composée des départements wilayaux des directions de la pêche, du commerce et autres structures a été dépêchée sur les lieux pour s'enquérir de la situation et constater les faits de visu. Il ressort des conclusions du rapport qu'elle a établi que des dizaines de caisses (environ 200) ont été saisies et contenaient a priori du poisson congelé impropre à la consommation. Notre source d'information ne s'est pas étalée sur la question liée à la pro-

venance du poisson saisi. Est-ce un produit de l'importation ? Ou une marchandise locale ?

Apparemment ce produit concurrentiel des poissons frais pêchés par les armateurs ayant des postes à quai à Béni Saf. De l'avis de beaucoup d'observateurs, une grande rigueur a caractérisé les opérations de contrôle tous azimuts durant le mois du carême coïncidant avec la période des grandes chaleurs caniculaires, l'Aïd et la rentrée des classes. Joint par téléphone, M. Benmohra, directeur de la DCP, a précisé que l'opération en question entre dans le cadre des brigades mixtes. Cependant le rapport de ces services fait état de poisson saisi pour cause de non respect de la chaîne du froid.

Durant les 20 jours du mois de carême, le département chargé

du contrôle des pratiques commerciales a relevé pas moins de 350 interventions. Une action qui s'est soldée par la notification de 51 PV et la fermeture de 17 commerces. Par ailleurs, le département chargé du contrôle de qualité est intervenu, pendant la même période, auprès de 525 commerces, toutes activités confondues. Les interventions se sont traduites par la notification de 105 PV, l'enregistrement de 105 infractions et la fermeture de 18 commerces divers. Les opérations de saisie se sont élargies aux pâtisseries orientales, aux glaces et aux arômes alimentaires. La valeur marchande a été estimée à 23.100 DA, précise le rapport dont copie adressée à notre bureau. Pour le contrôle de la qualité, le taux journalier est de l'ordre de 40 interventions par jour.

BÉNI SAF

La suspension d'un infirmier maintenue

Mohamed Bensafi

L'affaire de l'infirmier (T.T.) de l'hôpital de Béni Saf, suspendu par le DSP, semble loin de connaître son épilogue. En effet, cette fois-ci c'est la coordination du syndicat du secteur de la santé qui vient d'adresser une plate-forme de revendications au DSP lui demandant notamment d'annuler la décision 09/56 relative à la suspension de travail à l'adresse de l'infirmier en question. Dans la même lettre, le syndicat note trois

autres doléances, la révision du cas administratif d'un infirmier (H.A.) de l'hôpital de Aïn Témoüchent, de mettre fin aux dépassements et enfin la régularisation de la situation de tous les employés hospitaliers liés par contrat. Ces derniers se chiffraient de l'ordre de 440 (tous établissements sanitaires confondus de la wilaya) et à être depuis 2001 dans cette situation. Contacté, le DSP aurait affirmé à une presse (puis-que le Quotidien d'Oran n'a pas encore une fois ce mardi après-

midi pu joindre le DSP au téléphone) ne pas vouloir revenir sur sa décision d'autant que, précisa-t-il encore une fois, c'est l'infirmier qui l'a agressé, et non l'inverse, alors qu'il était en inspection dans les lieux. En plus, le DSP n'aurait pas jugé nécessaire de répondre aux autres points car n'ayant, aurait-il ajouté, aucun lien avec le premier. Enfin, et toujours selon notre même source, l'infirmier T.T. aurait désormais son destin entre les mains de la commission paritaire du secteur.

BENI SNOUS

Six milliards pour le cadre de vie

Khaled Boumediène

Une enveloppe de 6 milliards de centimes a été retenue au titre du quinquennal 2005-2009 pour le financement d'opérations destinées à l'amélioration du cadre de vie des citoyens et l'embellissement des quartiers et groupes d'habitation au niveau de la commune de Beni Snous (40 km au sud de Tlemcen). Selon le président de l'assemblée populaire communale (APC) de Beni Snous, M. Boubjerad Ahmed, ces opérations dont certaines sont en cours de réalisation dans les localités de Sidi Larbi, Beni Zidane, Menzel, Taga, Fahs et Khémis (chef-lieu de la commune), touchent tous les axes et allées de

ces centres urbains, en terme d'assainissement, d'éclairage public, d'aménagement urbain, de drainage des eaux pluviales, de revêtement de la chaussée et de réalisation d'ouvrages d'art.

«Les travaux réalisés et en cours dans ces zones d'habitation longtemps délaissées visent à rendre le cadre de vie agréable et améliorer l'espace urbain. Tous ces projets qui répondent à des besoins réels de la population, ont été choisis en concertation avec les représentants des citoyens de ces quartiers», nous dira M. Boubjerad Ahmed. Il expliquera, en outre, que plus de 2 milliards 800 millions ont été alloués pour l'aménagement urbain, le renforcement de l'éclairage pu-

blic, l'étude et la réalisation d'un ouvrage d'art, le renouvellement du réseau d'AEP et la réhabilitation du réseau d'assainissement de Sidi Larbi, tandis que plus de 650 millions ont été affectés pour l'aménagement urbain, la réalisation du réseau d'assainissement et l'exécution d'un ouvrage d'art à Taga. Les localités de Menzel et Beni Zidane ont bénéficié respectivement de 100 et 470 millions pour le renforcement de l'éclairage public, la réhabilitation du réseau d'assainissement et l'ouverture d'une piste de 4 kilomètres. A noter que deux nouveaux sièges d'APC et de daïra ainsi qu'une bibliothèque sont en voie d'achèvement dans la localité de Fahs.

EL-BAYADH

Trente motocyclettes saisies

Hadj Mostefaoui

Rares sont ceux de nos jours qui savent où peut commencer la liberté et la tranquillité des autres. Une notion qui s'est effritée dans notre société. La rue et les espaces aménagés sont devenus les aires de prédilection de motocyclistes inconscients qui infestent les grandes villes et empoisonnent à longueur de journée la vie quotidienne des paisibles citoyens qui assistent impuissants à un spectacle infernal gratuit sous leurs yeux. Ils ne portent ni culottes, ni bottes, pas même une veste avec un aigle sur le dos et encore moins un casque pour se protéger des chutes et chacun parmi nous peut deviner aisément qu'il s'agit de ces nuées de motocyclistes, des adolescents la plupart des cas qui ont pour violon d'Ingres les folles chevauchées sur les deux-roues.

Roulant à la vitesse d'une comète, ces fous du guidon sèment la panique et la peur sur leur passage dans les grandes rues et les artères principales de la ville. Même la grande place qui fait actuellement office de gare routière est devenue leur chasse gardée. Tous feux éteints, ils se faufilent entre les cortèges de véhicules, eux-mêmes embourbés dans les embouteillages, bousculant les piétons sur les bords de trottoir au péril de leurs vies. Lorsqu'ils font leur apparition, peu avant l'heure du tour, jusqu'à une heure tardive de la nuit, c'est le sauve-qui-peut.

Défiant les lois de la pesanteur et de l'équilibre, ils ne s'embarrassent d'aucun scrupule pour atteindre le summum de leurs exploits. Poussant des hurlements, accentués

par le vrombissement de leur mécanique, amputée de son silencieux, ils jouent au cow-boy mais sans lasso, cascadeur et casse-cou à l'intérieur des cités peuplées, ils sont maîtres des lieux en tous moments. Ils sont à l'origine de pas moins de quinze accidents graves de la circulation enregistrés depuis le début de ce mois sacré du Ramadhan, ayant entraîné la mort d'une adolescente dans le quartier «Lamari» et 25 personnes gravement blessées.

De grosses cylindrées, plus de 125 cm³, ont fait également leur apparition ces derniers jours, provoquant des nuisances sonores, accentuant de plusieurs crans la peur parmi ces jeunes écoliers en bas âge non accompagnés, à telle enseigne que la hantise a gagné tous les esprits de cette ville. C'est par essais qu'ils écumant les rues sur leurs deux-roues lancés à vive allure dans tous les sens, et ceci sans même craindre d'être épinglés par les éléments de la police chargés de la voie publique. Ces derniers ne baissent pas les bras, puisqu'ils ont réussi à mettre le grappin sur plus d'une trentaine de motocyclistes déchaînés et ont pu mettre en fourrière leurs engins mécaniques.

Plus d'une dizaine d'associations de parents d'élèves soucieux de la sécurité de leurs enfants s'en mêlent déjà et élèvent la voix pour qu'il soit mis fin un tant soit peu à ces hordes de motocyclistes. Mais peine perdue, cette situation perdure et prend des proportions inquiétantes. A la lancinante question de qui pourra faire cesser ce jeu macabre, rares ceux qui pourront y répondre, le phénomène a pris de l'ampleur et ce n'est pas exagéré.

TIARET

Travail de nuit pour les inspecteurs du travail

Les éléments relevant de l'Inspection régionale du travail de la wilaya de Tiaret ont dû changer d'horaire de travail en ce mois de Ramadhan puisqu'au lieu de la journée, les inspecteurs travaillent la nuit et jusqu'à une heure avancée.

En effet, les inspecteurs du travail relevant des sections détachées se rendent inopinément et de nuit au niveau de plusieurs sociétés et entreprises des secteurs public et privé pour s'enquérir sur place du respect ou non de la législation du travail. Agissant par effet de «surprise» à n'importe quel moment de la nuit, les inspecteurs du travail ont réussi à «épingler» plusieurs employeurs pour entorse à la législation du travail comme la non déclaration auprès des organismes sociaux des employés, le non respect des règles en matière d'hygiène et de santé du travail, etc.

Le scorpion tue trois adolescents

Selon des informations fournies par la direction de la santé, de la population et de la réforme hospitalière, depuis le mois de juin dernier, soixante personnes ont été victimes de piqûres de scorpion dans les localités steppiques du sud de la wilaya. En effet et selon la même source, parmi les soixante personnes victimes de piqûres des arachnides, trois adolescents âgés entre 12 et 17 ans et habitant la région de Ksar Chellala, à l'extrême est de la wilaya, sont décédés. Et malgré de nombreuses campagnes de sensibilisation menées par les services concernés autour du danger des envenimations par le poison mortel du scorpion, de nombreuses personnes sont victimes, dont des cas mortels sont enregistrés chaque année, surtout au niveau des localités steppiques du sud de la wilaya où le scorpion trouve un environnement propice pour sa prolifération.

Saisie de kif et deux personnes écrouées

Le procureur de la République a ordonné avant-hier mardi la mise sous mandat de dépôt de deux personnes, un homme et une femme, confondues en flagrant délit pour trafic de stupéfiants. En effet et selon les services de la sûreté de la wilaya, le couple de trafiquants se trouvait à bord d'un véhicule taxi lorsque celui-ci a été intercepté par une patrouille de la police. Pris en flagrant délit de possession de cinq cents grammes de kif traité, les deux personnes ont été écrouées tandis que le chauffeur du taxi, lui aussi interpellé, a été libéré.

El-Houari Dilmi



■Affaire à Saisir - Vends ou Echange F4 3ème étage. P.D. 800 U. 2 façades, très bien situés en face Pépinière Bir El Djir. Toute commodité. Jardinage + gardiennage + parking assuré. Etude toute possibilité - Tél: 0770.18.01.89 / 0771.11.24.21

■A vendre F4 meublé à Akid Lotfi - Tél: 0772.25.08.10

■Location F2 à Seddikia rez-de-chaussée, deux façades - Tél: 0772.25.08.10

■Vends bel F4, refait à neuf, 5ème et dernier étage Akid Lotfi «Promotion Eden» - P.D. 700 U - Vends 2 F3 Cité Yahmoracen - Grand F4, 98 m² centre-ville - P.D. 520. P.D. 600 - Location F2 Choupt (1,5) - F3 Hai Yasmine (1,8) - F2 meublé centre-ville (5 U) - Tél: 0776.11.11.21

■Particulier vend F2, RDC, Bât. A - Rue Si Abdallah n° 17 - SIDI LAKHDAR-Centre (Mostaganem) - Tél: 0771.53.21.21

■A vendre bel Appart F4, 116 m². Acté. 1er étage. 1 façade sur le Bd, 2ème sur le passage: 105, Rue Mostaganem. ORAN. Convient habitation et ses activités professionnelles - Tél: 0772.88.79.54 - Prix après visite

■A vendre F3, Acté, 3ème étage. Immeuble propre. Bon voisinage, à U.S.T.O. - Courtiers s'abstenir - Tél: 0771.15.42.68

■Vends Appart Acté d'une superficie de 92,85 m², Delmonte (ORAN) situé au 1er étage + terrasse individuelle + garage. Avec tous les commodités. Prix après visite - Contacter Mr KACEM, Tél: 0771.72.30.74

■Couple sans enfant cherche F2 C. S. Bain. Louer de 12.000 DA. URGENT. ORAN Banque - Tél: 0553.094.712 / 0553.316.01

■Particulier vend ou loue F3 (81 m²), 3ème étage, Cité USTO / 1500 Logements. Libre de suite - Tél: 0771.53.21.21

■AG. MON RÊVE - 0771.91.66.82 - L. F4 7ème avec ascenseur Mdina Djidja 1,7 U - 2 F3 3ème Yasmine 1,7 U - F3 + dépôt 120 m² RPT Canastel - F4 + dépôt 150 m² Route Belgaid (1er: 3,5 U, 2ème: 3 U) - F3 2ème meublé L.B. M'hidi 5 U - V. F3 2ème Grande Terre - F3 modifié F4 6ème USTO - 2 F4 USTO HLM

■NASSIM: Vends appartement F5, Hai Nassim, Imama - Contacter 0551.27.50.43

■TLEMCEM: Vends appartement dans une villa, 2 pièces, cuisine, avec possibilité d'extension en hauteur, situé aux Cersiers - Tél: 0771.92.63.93

■Particulier loue appartement 160 m² grand standing entièrement renoué en plein centre-ville à 200 m du consulat de France, quartier des banques, au 1er étage - Tél: 0554.02.59.82 ou 0551.12.29.73

■A vendre appartement F4, Acté. Cité du Rond-Point, Bt B1, 16ème étage - Bel Air ORAN. Bien situé, sur mer, avec deux ascenseurs - Tél: 0661.89.30.71

■Cause départ: Vends un F3 Acté à Dar Belda (Gde Terre), repaté à neuf, ensoleillé, 02 Faç., tes commod. 10ème étage ascenseur neuf, parking, Tél. ADSL... - Tél: 0696.71.42.27

■Vends F3 superficie 85 m², gaz, électricité, eau, 8ème étage, BATI ORAN Akid Lotfi - Tél: 0776.49.62.76 à partir de 12 H

■Vends F3 acté à AIN TEMOUCHEM. Immeuble propre et calme, à proximité de la Poste, Lycée et Trésor - Contacter Saliha après les heures de travail au N°: 0555.04.69.44

■Apprt F5, 3ème étage (146 m²) appart F6, 1er étage (137 m²), local RDC, s/ans (195 m²) à usage commerce, ou admini, situé au centre-ville (en face hôtel Royal) 10, 12 Boulevard El-Emir AEK, Oran, contacteur - Tél: 0558.57.39.62

■A louer F2, F3 à partir du mois Octobre 2009, à l'année, avec Acte notarial, dans immeuble résidentiel calme. Toute commodité à Trouville, Ain El Turk - ORAN - Tél: 0773.96.45.89 / 0557.21.21.48

■Loue: F2 meublé Lamartine 1er (2,5 U) - F2, F3 St-Eugène 1er (1,5 U) (2 U) - F3 angle Rue Larbi Ben M'hidi 3ème (1,8 U) - F3 Seddikia 1er (2,5 U) - F3 face la Wilaya 3ème (3 U) - F5 la Vieille Mosquée 2ème (5 U) - Agence «ABDALLAH» - 44 Cavaignac - 041.33.56.40 / 0770.40.87.48

■Vendre appartement F4, Acté, 3ème étage, Bt H2 Cité des Lauriers Roses, Maraval, ORAN - Tél: 0557.05.13.30

■F5 à louer, 2ème étage, 35 Rue Cavaignac - ORAN - Tél: 0770.35.29.01

■A vendre Appart F8, 2ème étage, 02 portes d'entrée (160 m²), double façade, centre-ville - Tél: 0774.73.89.92 - ORAN

■A vendre F3, 2ème étage + cave à Cité Daila, Gambetta, ORAN - Tél: 0794.70.30.34

■Vends F4 RDC + F3 3ème + garage Grande Terre + 3ème + F3 4ème refait SORE - COR Dar Baida - Vends F4 4ème SORECOR - Vds F3 3ème Zabana Arzew - Vds F3 3ème USTO - M. Maître 175 m² Zlouna - AG TAF-SOUT. Grande Terre - Tél: 041.46.14.86 - 0770.12.06.01

■Particulier vend Appart Acté c.-ville d'ORAN 100 m P. Hoche, type F4, 94 m², 2ème étage, Gd standing, Faç. 10 m, 3 Gds couloirs, Gd dressing, immeuble de 3 étages propre et calme, idéal Gde famille. P.D.: 600 U. P.O.: 520 U. Tél: 0558.71.20.80

■Vends F3 à Hai Ennou, USTO 1500 Logts Bât. 502 - RDV. Visite: Tél: 0798.66.49.82

■A vendre F4, 98 m². Acté. Refait en luxe, 2ème étage, 2 façades + F4 mitoyen 92 m² (2e étage, 2ème étage) etc.). Bon voisinage, très calme. Tél: 0771.45.15.93

■Loue Appart F3, 1er étg. petit Immeub. à Es-Seddikia. B. état, peinture refaite, eau H24, Chauffage, Tél., Parab. Indiv. T. B. voisinage. A proxim. Ites Comm. P.D. 2,5 U. Caution exigée. Conv. à Particulier, cabinet, bureau d'études. Visite après-midi sur RDV - Tél: 0771.36.56.34 - Curieux s'abstenir

■Vends F3 Acté, 2ème étage, refait à neuf, toutes commodités (chauffage, chauffage-eau, climatisation... etc.). Bon voisinage, très calme. Tél: 0553.82.92.33

■Vends F3 modifié en F4 cuisine, S.B. rénouv tout neuf, 4ème et dernier étage, Cité Victor Hugo - Faç: 041.46.13.19 / P.D.: 0661.64.61.78

■Cherche à acheter un appartement au Front de Mer ou à l'Avenue Loubet - Tél: 0773.62.09.15 - Veuillez appeler à partir de 10 H

■V/F3, 80 m² USTO côté gendarmerie, 1er étage, 650 - V/F3 Arzew - Zabana, 3ème étage, 300 - L. de suite - V/F F5 USTO 3 F. RD côté Nekkeche - Agence «31» IBN-ROCHD - 0771.54.59.96 / 0554.11.77.14

■A vendre Appart F4 acté Cité 180 Logements Maraval - ORAN. Libre à partir du mois de Janvier 2010 + vends lot de terrain acté, superficie 150 m² avec plate-forme à Canastel - Contacter Mr Mouloud au Tél: 0776.18.88.99 ou 0770.79.74.73

■URGENT - A vendre, ZABANA - ARZEW, appartement F3 aménagé F4, Acté. 8ème étage. Bon voisinage. Tél: 0770.32.93.74

■Vends 2 appartements de 240 m² chacun, au 3ème et 4ème étage, avec 2 façades, avec entrée indépendante à Point du Jour - ORAN - Tél: 0558.49.43.25

■AG. Cherche pour ses clients des locations et achats des Apparts F1, F2, F3, F4... etc. (W. d'Oran), Courtiers et intermédiaires s'abstenir - Tél: 0556.13.28.35

■A vendre F3, 70 m², Cité Yahmoracen «Primila», 4ème étage. Etat brut - ORAN - Tél: 0774.97.87.86

■A vendre F3 aménagé F4 Yahmoracen, 3ème étage, 5 min Palais de Justice, Internet, Climat., Citerne - Tél: 0772.78.47.53



■A vendre / A vendre villa R+1, 90 m², 2 façades. Actée et libre de suite, on arrive R. Acyl ORAN. 5 pièces + cuisine. Gd garage + terrasse + SDB + 2 WC. Ttes commodités - Tél: 0667.00.22.74

■A vendre des belles villas à Fernand-Ville - Canastel - Cité Diamet - St Hubert - Bir-El-Djir - Pt du Jour - Seddikia - La Lofa... etc. - Tél: 0772.25.08.10

■A vendre les carcasses à Canastel - Belgaid - Fernand-Ville - Hai Nakhla (Canastel) - Bir-El-Djir... etc. - Tél: 0772.25.08.10

■Vends Maison de maître 172,5 m² avec 1 local au rez-de-chaussée, plus un terrain 230 m², le tout situé en double façade à El Hamri - ORAN - Tél: 0771.72.84.67 - 0662.42.11.79

■A vendre une carcasse à Bousfer-Village d'une superficie de 160 m², double façade, 80 m² bâtie. Prix après visite. Curieux s'abstenir - Tél: 0793.99.58.84

■A vendre Maison de maître 135 m². Actée. Salon + 2 pièces + cuisine + magasin + cour - à BRAVA - ORAN - Tél: 0551.27.66.19

■AG. HOUHOU. Maraval. 041.58.86.24 ou 0555.444.172 - Vends carcasse Coop. Chahid 237 m² P.O. 12 - 02 carcasses Missirgion + 220 m² P.O. 800 U - Villa Canastel 18 U - CNEP Missirgion 13 U - Vends local S/Snoussi 270 U - M.M. coloniale S/Zoubida 160 m², PO 1 M.

■Cause départ en retraite, vends à ORAN: Hôtel 3 Faç. - 60 chambres meublées tt confort + Restaurant + Cafétéria + Salle de conférences + Pizzeria + 03 Magasins + Lot de terrain (Garage) 300 m². Très bien situé centre-ville, les Castors. Eau H24 - Tél: 041.467.972 & 0550.512.237

■Loue niveau de villa 1er étage, 200 m², situé dans un grand boulevard à ORAN (Pour Bureau, Société... etc.) - Tél: 0773.16.32.14

■ORAN les Castors: Vds belle villa rénovee (R+1) 267 m², 2 terrasses, 1 bache à eau 5 m³ + jardin, 1 garage. Photo à demander par E-Mail. Prix offert: 2.700 U - Tél: 0772.81.92.99 - Curieux s'abstenir!

■Vends villa actée libre de suite, R+2, 150 m², toutes commodités, résidence El-Bahia, P.D. 25 m - Tél: 0557.051.554 entre 9h et 16h.

■A louer R+3, 2 façades, garage pour 8 voitures, 3 grandes locaux commerciaux, café, 6 appartements standing bien situés à Rue Général Férado (Courbet) quartier calme et bon voisinage. Pour société - Tél: 0555.017.177

■A louer immeuble R+3, contient 6 appartements, garage pour 8 voitures pour société nationale ou étrangère bien situé à Rue Général Férado - Tél: 0555.017.177

■Vends villa sise à St-Hubert en face INESM, 300 m, 3 locaux 75 m² chacun, bache d'eau. 1er étage: 3 Ch. salon, Gd hall, SDB, cuisine avec terrasse. 2ème étage: 2 Ch. SDB, petit hall, Gde terrasse - Port: 0550.54.09.17 / 0661.21.59.02

■A vendre à GHAZAOUET Les Sables, belle Maison, 3 pièces, salon, SDB, buanderie, hall et 3 grandes terrasses. Superficie 250 m². 4 façades - Tél: 0770.44.80.91

■Vends villa à Maraval, Sup. 340 m². RDC et 1er étage. 5 Pcs - 2 salons - 2 WC - 2 SDB - 1 garage - 1 cour + jardin - Tél: 0555.90.216.35

■ORAN: Loue villa 3 Pcs, salon, B.S., SDB, WC, garage, stand., de préf. Sté Nat. ou étrangère. Quartier résid. Protin. Prix après visite - Tél: 0557.42.91.23

■Vds villa à Canastel 250 m². Actée. R + 1 + sous-chaussée, 8 chambres, 2 halls, 2 S.B., grande cuisine, bache d'eau, garage, jardin, 1 salon - Contacter N° Tél: 0794.58.20.10 ou 0771.42.49.43

■Vends: Carcasse 444 m² R+1 jardin 188 m² 2ème position Millenium - Local 197 m² St-Eugène 15 m façade - F5 USTO HLM 4ème étage 125 m² prix 750 U - Vilas 228 m² R+2 2ème Poste Canastel - Vente prix (1 M 400 U) - Agence L'AVENIR - Tél: 0771.83.36.30 - 0551.66.54.67

■Vente villa environ 412 m² + un puits + 3 locaux (endroit commercial) Av. Sidé Chami 169 - ORAN - Tél: 0771.26.04.93 - 0778.20.09.34

■A louer ou à vendre villa 300 m² façade, sous-sol + RDC + 2 étages en face hôpital militaire Dalia ORAN. Courtiers et intermédiaires s'abstenir - 0550.52.01.41 - 0550.56.28.24

■TLEMCEM: A vendre villa très bien située, 230 m², Imama - Tél: 047.01.29.17

■V/M.M. 500 m² Gdél côté daila, D.F. - P.D. 15 - V / Petite villa ou location, 160 m², à Port-aux-Poules près de la mer, R + 1 + jardin - Agence «31» IBN-ROCHD - 0771.54.59.96 / 0554.11.77.14

■Part. vend 05 Pcs SDB, WC, hall, placard, 01 petite Poe RDC, 02 balcons, 03 façades, bon voisinage, Imm. de 04 étg, au 1180 Logts Maraval côté Université (ILE) et nouvelle cour Yahmoracen. P.O. 800 U. P.D. 900 U. Nég. Convient commerce ou habitation - Mob: 0776.37.88.74

■Vends carcasse R+1 briquetée et un terrain mitoyen. Actés, séparément en total 300 m² en double façade (20 m x 15 m) situés Coop. Mohamed Boudial - Tél: 0555.041.349 / 0664.87.62.96

■A vendre Imm. d'un étage Dble façades, 45 m de Faç. 1er Cuis., 6 Gdes Pces, 3 Gds salons, 2 Gdes Cuis., 2 SDB + 1 douche + 3 WC + C. central + 1 Gd local 450 m², 8 Gds magasins en face Sidi Snouci (Maraval, Choupt). Fax: 041.35.17.99 - T: 0773.62.09.15

■SIDI BEL ABBES: Vends Maison de maître + Bain 1.000 m², située à Gambetta, 10 pièces + local + jardin - Contacter: 0771.52.60.83 - 0790.33.04.05

■Vends villa R+2 centre-ville d'Oran - P.D. 1.5 U - Tél: 0773.19.43.46

■A louer 4 PC. SDB, hall, 3 balcons sur avenue, 2ème étage, centre-ville d'Oran. Convient pour Labo, Notaire, Bureau... etc. - Tél: 0557.47.22.91

■Loue / Vends 1 villa, 640 m² R+2 + piscine sur la terrasse, 3 Faç., 18 Pcs, 2 salons (135 m²), sur Gd Bd de Bir El Djir (ORAN). Const. Gd standing, vue panoramique sur ORAN, garage (4 V), puits. Curieux s'abstenir - Tél: 0771.58.07.24 / 0551.63.40.47

■Vds villa R+2 bâtie 180 m² / 260 m², 2 F., belle architecture. T.B. aménagée. Toiture toute. Toutes commodités. Centre Cité 200 Logts Es-Sénia - Tél: 0771.91.21.61 / 0697.32.66.42

■A vendre villa (semi-fini: 70%) à Coop. El Djamil, Cité Yahmoracen - ORAN. Sup. 200 m² dont 160 m² bâtis - Tél: 0550.29.92.79 / 0662.00.54.88

■Ag. Immo. «CANASTEL» - Tél: 0770.286.071 - 0771.170.776 - Loue villas: 1.100 m², 1.000 m², 500 m² avec piscine Canastel + plusieurs niveaux de villa, endroit calme, garage, jardin, toutes commod. + dépôt 250 m², 150m², 110 m² Bir El Djir

■Ag. Immo. «CANASTEL» - Tél: 0770.286.071 - 0771.170.776 - Vend plusieurs villas et carcasses Canastel, Fernandville, Bir El Djir + une bâtisse Boulevard Millenium

■Vends Maison de Maître, Actée. Sup. 264 m² à Hai Felouacène - EL BARKI - ORAN - Près de la Poste - Tél: 0778.72.65.00

EMPLOIS

■ORAN. Grossisterie en Produits Pharmaceutiques: Recrutons (01) Commercial(e) ayant expérience dans la vente des médicaments. (01) Aide-Comptable et (01) Chauffeur livreur - Envoyer CV sur oranharm@yahoo.fr

■Sté privée à Oran recrute Assistante de direction maîtrisant l'anglais / français / informatique. Disponible. Ayant le sens de responsabilité. Expérience min. 2 ans - Envoyer CV + photo

■Recrute de Voltours recrute Secrétaire maîtrisant outil informatique. Dynamique. Présentable - Envoyer CV avec photo N° Fax: 041.45.52.20

■Restaurant traditionnel cherche personnes masculines qualifiées: 1 Poste Chef de cuisine. 01 Poste Chef de partie cuisine. 1 Poste kababiste. 01 Poste serveur. 02 Plongeurs. 01 Poste Femme de ménage. Expérience exigées. Se présenter avec CV + photo. Copie du diplôme obligatoire + Certificat de travail + CV détaillé avec photo. 05 ans d'expérience en restauration. Contacter-nous au 0797.36.36.71

■Agence Contrôle Technique Automotrice recrute Contrôleurs agréés par l'ENAC-TA - Appeler le: 0797.578.117

■Couple marié, sérieux et dynamique, cherche travail dans une villa, ou autre (gardiennage, jardinage, ménage... etc.) à Oran et environs - Contacter 0771.56.24.05

■ORAN centre-ville - URGENT: Cherche Coiffeur pour Homme qualité avec bonne expérience - Tél: 0551.32.96.98

■Restaurant 04 Etoiles au centre-ville d'Oran, cherche 01 Maître d'hôtel, 01 Chef de rang, résidant au centre-ville d'Oran - Expérience souhaitée - Tél: 041.29.47.97 - Fax: 041.29.57.77

■Cherche vendeur dans une pharmacie village: arzew, Arzew, Oran - Tél: 0770.34.59.71

■Restaurant à Oran cherche un Chef de cuisine, un Chef snack et un Pizzaiolo. L'expérience est exigée et le logement non assuré - Tél: 0555.01.86.67

■Sté d'étude et de réalisation cherche sur Oran et Alger Architectes, Menuisiers, Electricien, Plaquiste (poseur de plaque de plâtre), Peintre - Faxez candidature au 041.391.356

■BELUX recrute Responsable Ordonnancement, Agent de Direction, Agents Commerciaux, Infographes - Envoyer CV + Lettre de motivation + Photo à BP 43 RP ORAN 31.000

■BELUX recrute Soudeurs Techniciens en Chaudronnerie, Ingénieurs en Electricité et en Métallurgie - Envoyer CV + Lettre de motivation + Photo à BP 43 RP ORAN 31.000

■Assistance privée recrute professeurs en exercice (toutes matières) niveau: primaire, moyen et secondaire Gambetta - Tél: 041.53.30.27 Maraval - Tél: 041.34.85.55

■Recrute Réceptionniste présentable, âgé entre 25 ans et 30 ans, maîtrisant parfaitement l'outil informatique et la langue française - Envoyez CV Fax N° 041.34.99.47

■Société Privée recrute: Ingénieur en charpente métallique (option fabrication) - Chaudronniers - Soudeurs - Email: galva-metal@laposte.net - Tél: 0665.98.63.98 de 8h00 à 16h00

■Recrutons J. H. licencié en Sciences commerciales, 25 - 30 ans, diplôme obligations Service National, pour emploi stable - Faxer C.V. détaillé au N° 041.32.53.29 sur RDV

■Entreprise de ferronnerie cherche urgent une Jeune Femme présentable, connaissance en informatique, comme Responsable de bureau: au 53, Rue Djebbour Maâmar, Ville Nouvelle - ORAN - Tél/Fax: 041.40.52.36 - Mob.: 0661.40.63.70

■TOPOGRAPHIE plus de 10 ans d'expériences dans tous les domaines cherche emploi dans Entreprises Intern. ou Nat. - Tél: 0772.95.52.56 - Email: Topo89-4@hotmail.com

■Sté Privée recrute Assistante de direction: Universitaire, Maîtrise Oïlrom, Parle et écrit arabe, français, anglais. Exp. min. 05 ans. Réside à ORAN - Envoyer CV au Fax: 041.51.47.13 ou e-mail. recru08@yahoo.fr

■Sté Privée recrute Manutentionnaires: Exp. min. 05 ans. Sérieux et dynamique. Réside à Es-Sénia de préférence - Envoyer CV au Fax: 041.51.47.13 ou e-mail. recru08@yahoo.fr

■Clinique Opthalmologique «DAR EL-BASAFI» Gare Routière MOSTAGANEM cherche: Infirmière et Secrétaire médicale, maîtrisant l'outil informatique - Contacter Tél: 045.30.83.82

LOCAUX

■Location des Chambres froides, capacité de 3.000 m³ en Positive et 400 m³ en Négative - Moyens de maintenance + Barc. Prix après visite S.V.P. Situées à ORAN - Tél: 0792.33.93.42 + 0770.24.43.64 + 0552.18.79.38

■A vendre local superficie 51 m², situé ORAN-Ville, propice pour activité de restaurant (exemple) - Tél: 040.23.78.50 ou 0552.12.54.45

■Loue magasin 130 m² avec sous-pente, 12 m de façade, sur Albert 1er - ORAN - Tél: 0661.20.31.51

■A MOSTAGANEM - A Louer Parc de 4.000 m² avec 02 bureaux et 01 studio. HASSI MAMACHE - Tél: 0550.16.82.78

■Vends magasin Pièces Détachées autos Renault, Peugeot, Fiat, avec vitrine, étages, présentoirs. Etude toutes propositions - Tél: 0771.77.28.88

■TLEMCEM: Loue local 31 m², bien aménagé en face café Bab Sidi Boumedienne Cité les Dailas - Tél: 0555.03.39.71

■URG. Cède belle affaire à Ain El Turk: Local comm. (300 m²) au-dessus de la BNP centre-ville. Peut convenir à ttes act. Intéresserait profession libérale ou Sté. Ttes comm. 2 entrées particulières. Etudierait tte propo. Loc / Vente - M. Amine 0661.55.50.75

■Vends: Local commercial d'une superficie de 78 m², toutes commodités, situé à 50 m de la Rue Soufi Zoubida, Maraval, cité mosquée Kouba - ORAN - Tél: 0556.79.58.57

■Vends à 6 m des halles centrales (ELKERMA), hangar 728 m² charpente métallique, 13 m largeur, 7 m hauteur, Const. neuve, convient site frigorifique, situé dans une sup. 12.000 m², région AGHBAI à 15 min d'Oran par autoroute - Tél: 0779.93.06.37

■Vends ou loue local 220 m² double façade, aménagé + sanitaires: 10, Rue de Lourmel, situé à 60 m de la Rue Larbi Ben M'hidi - Contacter 0771.25.20.68

■A louer /A.V grand dépôt 2.350 m² dont 1.200 m² couvert avec 6 bureaux situé à En-Nedjma Oran - Tél: 0555.017.177

■A louer locaux commerciaux de 40 m² à 600 m² tout commerce, ou pour création usine, entreprise. Emplacement idéal à Trouville, Ain El Turk - ORAN - Tél: 0773.98.45.89 / 0557.21.21.48

■Vand local 40 m² à ROUBA-Centre. Convient pour Agence Assurance - Cabinet - Tél: 0555.02.91.91

■Particulier loue 6 Cabinets pour médecins, situés centre-ville SIG - Tél: 0796.85.64.18

■A louer Salon de thé - Tél: 0778.05.54.39 - ORAN

■A vendre local à ORAN St-Antoine, Sup. 60 m², équipé d'une chambre froide conservation 27

VEHICULES

■A vendre à Port-Say lot de terrain 135 m² situé sur colline en face de la mer, sortie vers Bidar, derrière salle de soins - Tél: 0770.44.80.91

■V/ Terrain 3.000 m² Fernand-ville - 4.000 m² G. Ferradou DF-50 Ha O. Tlélat - 20 Ha O. Tlélat - 09 Ha Agricole El Karma - 45.000 m² Hassi Ameur + 03 hangars - Agence «31» IBN-ROCHD - 0771.54.59.96 / 0554.11.77.14

■V/ Terrain 2.000 m² USTO (Cité Administrative) Oran - V/ Terrain 5.000 m² clôturé (Z.I. Hassi Ameur) + Charpente 2.000 m² (Cité KIOUA) 2,0 m² - Agence «31» IBN-ROCHD - 0771.54.59.96 / 0554.11.77.14

■Vends, loue ou cherche associé. Possédant une terre agricole de 25 hectares avec puits (eau disponible) située à AÏN TEMOUCHEMENT - Tél: 0771.20.56.12

■Vends terrain Route de Belgaid 180 m², une seule façade (Acté) plus un terrain 266 m² à Coopérative El Moudjahidine, Acté - ORAN - Tél: 0790.74.12.91

■A louer un Parc Sup. 1.200 m², 2 façades, 130 m² bâtis (des Bureaux) avec toutes commodités, situé à BOUGARA, Route de Marbouni et les Amoudés - BLIDA - Tél: 0773.82.55.21

■Ag. Immo. «CANASTEL» - Tél: 0770.286.071 - 0771.170.776 - Vends lots: 150 m², 174 m², 150 m², 263 m², 283 m² Canastel + 273 m² 2 F, 280 m² 2 F, Moudjahidine (Canastel) + 200 m², 300 m² 2 F. Poste II + 250 m² El Nakhl

■Ag. Immo. «CANASTEL» - Tél: 0770.286.071 - 0771.170.776 - Vends lots: 150 m², 174 m², 170 m² Belgaid + 190 m², 240 m² sur Bd Panoramas + 310 m², 180 m² Fernand-ville + 700 m² vieux Canastel + 250 m² Mesreghine + 260 m² 3 F. Fleuret + 150 m² Benlitha

■Ag. Immo. «CANASTEL» - Tél: 0770.286.071 - 0771.170.776 - Vends terrains: 5.000 m² Belgaid + 1.200 m² El Hassi, 4 Hect. Cristal + loue terrain 9.000 m² Route Belgaid

■Vends lot de terrain Sup: 340 m² à Emir AEK (Ex-St Remy) ORAN - Contacter le: 0556.312.559 (H.B.)

■Lot de terrain (à vendre), Acté, Plate-forme + piliers. Superficie 220 m². Misreghine - ORAN - N° Tél: 0774.72.64.09 - 0772.05.04.22

■A vendre ou échange PASSAT CC 31 CCR. Année 2008. Boite automatique DSG. Toutes options. Roule 30.000 Km - Tél: 0555.27.17.78 / 0770.79.18.61

■A vendre Zolyte Nomad 4x2 de couleur noire. Année 2008. Toutes options, avec accessoires. Km 22.000. Système d'alarme. Curieux s'abstenir - Tél: 0797.36.42.48 / 0793.89.93.85

■Pour cortège de mariage ou déplacement VIP, réservé à prix intéressant une luxueuse Berline - Tél: Oran 0770.50.70.71, Sig 0558.61.77.44 AET 0664.20.00.77

■L.V.S. Location de voiture. Louez une voiture à partir de 1.400,00 DA, 1 jour/7 gratuit. LVS une agence à votre écoute - Tél: Port: 0775.20.38.42 - Tél. Fixe: 041.29.78.59

■A vendre Passat 2001 130 ch bleu nuit, 224.000 km moteur entièrement refait - Tél: 0770.98.37.74

■Société de location met à la disposition des entreprises et particuliers - fourgon Mercedes neuf à pick-up double cabine - Tél: 040.22.33.94 / 0553.83.45.30 - Fax: 041.29.11.01

■Vends 4x4 Land Rover Defender Crew CAB 110 toutes options, noir, freuil, état neuf 2007 dédoublé, commandé spécialement d'Angleterre 390 U - Tél: 0795.50.70.42

■A vendre GOLF 6, 1.6 La Carat, 105 Ch. Couleur Gris Argent. ttes options. Année 2009. 4000 Km. Carte Grise 31 TTC - Tél: 041.34.82.93 - ORAN

■Vends TOYOTA Yaris Sedan, Année 2008, accidentée + une PASSAT Année 2001, bon état - Contact: 0770.909.120

■A vendre BMW E46 Essence, très bon état. 70.000 Km - Mobile: 0771.502.443

■A vendre: VW GOLF Série 5, Année 2004, 2,0 L TDI, Rouge bordeaux, 172.000 km, toutes options - Tél: 0770.776.665

■Possédant RENAULT Trafic 09 places, climatisée, 2009, avec chauffeur, cherche Convention avec Société Nle ou étrangère, privée - Tél: 0661.24.62.17

■SARL HAKIMED - Location de Voitures - Prix défiant toute concurrence - Adresse: 24, Bd Adja Benaouda - ORAN - Tél: 0796.90.64.30 / 041.40.51.07 / 0790.71.60.01

■SIDI BEL ABBES: Vends ou échange Tractor TB 305 - 6+4 (1990) + Benne 40T (1982) très bon état, contre Remorq. Plateau (12 m, 50) - Tél: 0559.01.88.81

■A vendre une Clio 04 portes la Toute Option sauf la Clim et une Chambre froide de Camion-frigo bon état - Tél: 0553.56.88.20

■Vds MERCEDES C220 Elégance. Gris Alu. An. 06. Wilaya 31. 115 M Km. Comme neuf. 0 Retouche - Tél: 0771.91.21.61 / 0697.32.86.42

■A vendre à ORAN: CLIO I. Bleue. 80 Ch. Année 2004. Toutes options, état neuf. 51.000 km. Couleur Cerise. Zéro retouche - Tél: 0660.23.86.10 - Curieux s'abstenir

■Vends ou échange Mercedes C220, année 2004, couleur Gris Cubanite. En excellent état et ttes options (cuir, toit, xénon, détecteur...) ORAN - Tél: 0771.28.64.42

■A vendre: CLIO II (31). Année 2004. 1.5 dci. Noire. 152.000 Km. Prix offert 70 U - Tél: 0770.81.84.81

■Vends Fiat 619 (616) marche - TR Fiat 619 (86) épave + Moteur 10 T Sonacomme TB 260 (82) épave - TR Sonacomme TB 260 (86) Panne moteur - Tél: 0772.10.53.66

DIVERS

■Vends: Presse injection de plastique verticale de 100 gr + Mélangeur de matière à tonneaux automatique + Broyeur de matière 10 CV + petite Machine d'emballage avec film PVC au PPR par sous vide - Tél: 0697.33.38.00

■J.A.J.: Nvel arivage destiné aux jardins d'enfants: Cheval et Balance à ressort très beau design. Pour hôtels: poubelle, cendrier en acier chromé de qualité! Table de tennis... etc. Manettes d'origine PS2. Billard. Baby-Foot - Adr: 30, Rue Dikmu-de (face à l'ORVO) Delmonite - ORAN - Tél: 045.68.57 / 0770.52.95.69

■Cherche Numéro de Taxi ORAN - Tél: 0771.71.59.99

■Vends 02 Containers, 8 m de long, 02 pièces dans chacun. Etat neuf. Prix intéressant - Tél: 041.467.972 - 0550.512.237

■L'Association Culturelle Langage des Signes des Sourds TAWASSOUL N° 151/09: Cherche 04 PC, 01 Imprimante, 01 Téli et 01 Frigo bonne occasion à prix symbolique - Contacter au 0551.70.88.86 - 11, Bd Djelal Habib - Gambetta ORAN

■NEDROMA: Vends 02 Billards SAM 90 et 80 - 2 Baby-Foot SAM - 08 Jeux NEO-GEO + Télé et PS2 + Carte NEO-GEO. Le tout en T.B.E. de marche. Prix intéressant - Tél: 0771.85.38.38 / 0551.40.05.14

■Cours de Soutien et Remise à Niveau en Individuel (1 élève par professeur) ou en Mini-Group: Primaire - Moyen - Secondaire - ttes matières. Suivi et qualification garantis. IBN KHALDOUN, Ecole agréée - N° 91, Rue L. Ben M'hidi (face C.C.F.) Miramar: 041.39.68.86 / Annexe St-Hubert (face INESSM): 041.35.15.71

■Achète Broyeur à marteaux et Bande transporteuse (3 à 6 m) - Tél: 0696.51.06.39

■Fab. Bijouterie franç. cause ferm. vend matériel. compl. + fonte cire perdue «Vaccaucas»... Italien récent «Mario Di Maio», T.B. prix - Cont: ebay.fr - rubr: «matériel fab. Bijout. Occas.

■Pour vos travaux de bornage, partage, expertise foncière et évaluation, prêt hypothécaire, levé numérique, suivi, implantation, régularisation TL pour RDV au 0557.40.15.40

■Ecole Pro. de Cuisine et Pâtiss. agréée par l'Etat. Nouvelles Sessions Pro. en Cuisine, Pâtiss., Pizza, Gâteaux trad. et pour Amateur après 17 h. - Bon-Accueil - HLM Gambetta - 041.42.21.39 - 041.42.34.46

■BELUX invite les Artistes Peintres à participer à un concours de peinture de fresque trompe-l'œil sur façade murale à Bab Arziw (ORAN) - Contact 0770.43.05.03 / 041.40.07.69

■Des difficultés scolaires? Contactez des professionnels! ASSISTANCE PLUS assure des cours de soutien (Toutes matières) PRIMAIRE / MOYEN / SECONDAIRE - Pour inscription, se présenter: Gambetta Tél: 041.53.30.27 - Maraval Tél: 041.34.85.55

■INSTITUT DATA Agréé par l'Etat. «Spécial Ramadan pour Enfants et Adolescents». Formation en informatique ludique: Internet, multimédia... découverte, premiers pas, accompagnement des petits génies - 21 Rue El-Lamarine - ORAN - institutdata.rdz@yahoo.fr - Tél/Fax: 041.33.21.57

■Médecins - Dentistes - Sages-F. Vénériaires: Echographies numériques à vendre. Très B.P. (3 d) - Fauteuils dentaires - Films scanners classiques - Tél: 0771.63.32.73 / 035.67.63.99

■Central Distribution vous propose d'automatiser vos portes avec possibilité de commande à distance: Portail coulissant - Porte à vantaux - Rideau métallique - Barrière électrique - Adresse 10, Rue de la Remonte. ORAN - Tél: 041.33.22.01 / 041.33.50.66

■Vends semi-rigide Valiant 4m50 moteur Mercury 60 ch, console Jockey, remorque CBS. état neuf, avril 2009 160 U - Tél: 0795.50.70.42

■Vends Matériels Fabrications d'Enveloppes Modèle FT: 10 - 11 - 16 - Tél: 0775.80.18.28

■A vendre machine d'injection plastique 320 T Hercule Sprint E/colonne 800x800 vis 70 année 2003 en TBE - Tél: 0557.00.80.04

■Assistance plus recrutés professeurs en exercice (toutes matières) niveaux: primaire, moyen et secondaire Gambetta Tél: 041.53.30.27 Maraval Tél: 041.34.85.55

■BELLS meilleure marque de lampe de l'année 2008 reconnue par les distributeurs arivage immédiat lampes iodure, mixte, sodium et autres, sce commercial 041.32.54.95/96 fax: 041.32.43.06

■Pour une bonne maîtrise de l'écriture et la lecture en langue française avec des méthodes médiatiques efficaces et dans un temps record, n'hésitez pas à contacter: BTSAA-Cible-Méthode B.P 45 Ain El Arbaa C/P4009 (W) de Ain Témouchent.

■Vends Plotters «Machines» de découpe Autocollant pour Signalisation - Planches d'immatriculation et Enseignes - Sous Emballage - 0662.024.887

■Société vend Ensemble de Bureaux (Siège) près CASORAN. Surface terrain 650 m². Surface construite 1.800 m² (sous-sol + R + 2) - Tél: 0667.70.97.44 entre 9 h et 16 h

■Vends Des Chaises roulantes électriques pour les handicapés - N° Tél: 0551.62.88.39

■Entreprise expérimentée dans l'aménagement du vieux bâti prend tous Travaux de Rénovation, Consolidation ou Démolition - Tél P/RDV: 0553.50.27.04 - 041.41.10.83

■Vends Niveaux automatiques de Chantier avec trépied Alu. et Mire télescope. 5 m. Sous emballage. Garantie 1 an, avec Certificat d'Étalonnage. Précis. 2,0 mm - Gros: 24 X - 50310 00 DA TTC - Précis. 1,5 mm - Gros: 28 X - 53820 00 DA TTC - Tél: 021.68.75.78 - 0770.33.96.02

■Possède Pharmacie en activité, cherche Associé(e) avec apport financier. Etude toute proposition. W. d'Oran - Tél: 0556.85.28.98

■Vente des Citermes à eaux de 6.000 L d'origine S.N.V.I. (neuves) - Tél: 0550.56.30.50

■A vendre Machine plastique de Film agricole (neuve) - Mobile: 0552.941.195

■Pizzeria vend Matériels bonne occasion: 14 Tables + 56 Chaises, Machine à pizza, Four à gaz Mauris, Presse Panini, Frigo Comptoir 1.80 m marque SAAR - Tél: 0790.74.12.91

■Vends Matériel de Menuiserie - Tél: 0790.52.09.23

■Vends: 1 Tour PMO, 1 Tour CELTIC 2 m, Fraiseuse, F.U. 1,5, Série mécanique S.M.A. Perceuse colonne P.M., Tour à meuler + Outillage, Diviseur, Fraises modules (bon état) - Tél: 0773.95.45.47

■Pour vos investissements «en cliniques privées», crédit bancaire, achat et choix du matériel, son installation et suivi du service après-vente - Tél: 0793.98.50.20

■A vendre Station d'Enrobé ERMOND, 70 T/h, année 78 + Camion Goudronneur + Camion 12 T année 75 - Tél: 0770.88.43.85

■Vends: Chariot de forage DEMAG. Compresseur ENMTP D71, Presse d'injection avec Malaxeur - Cherchons Fonds F. pour participation dans réalisation de projets - Tél: 0551.65.73.94

■Entreprise prend travaux de Remise en état de charpente (Réfection) - Tél: 0550.53.74.63 ou 0774.39.56.90

■I.S.F.H.T. Inscriptions pour Sessions de Septembre en cuisine, pâtisserie, gâteaux oriental et traditionnel, restauration, réception, guides touristiques et opérateurs d'agence de voyages - Route de Canastel Fernandville (face Hôpital Pédiatrie - Arrêt bus Pharmacie) - Tél: 0669.45.78.97

■I.S.F.H.T. Inscriptions pour Sessions de Septembre en cuisine, pâtisserie, gâteaux oriental et traditionnel, restauration, réception, guides touristiques et opérateurs d'agence de voyages - Route de Canastel Fernandville (face Hôpital Pédiatrie - Arrêt bus Pharmacie) - Tél: 0669.45.78.97

■Ent. privé cherche Cabinet comptable agréé fiscaliste pour tenir comptabilité - Contacter: 0778.54.86.73

CONDOLÉANCES
Suite à la disparition de notre chère mère, grand-mère et belle-mère
BOUCHENAK TALET Yamina ép. MALAMANE Boumedienne, les familles KARADJA, BENCHAABANE, TESSEDE (France), DALI YOUCEF présentent à la famille de la défunte leurs sincères condoléances.
Puisse Dieu, Le Tout-Puissant, lui accorder Miséricorde.
إنا لله و إنا اليه راجعون

PENSÉE
Il y a 3 ans, le 17 Septembre 2006, le Seigneur a rappelé à Lui:
M. Mâamar HAKEM.
Une pieuse pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et apprécié.
De la part de: Maylis son arrière-petite-fille, Julien, Jennifer, Pauline, Martin, Mathieu, Antoine, Quentin, Arthur, Hugo, Camille et Louison ses petits-enfants, son épouse, ses filles, ses gendres et sa belle-fille.
Vos réponses à l'adresse suivante:
hakem.c@orange.fr

Importateur
Real Power Alger
Vend
Transformateurs
de puissance électrique
30 kV 100 kVA et 630 kVA
Homologués / Sonelgaz
0771 42 83 04 / 0771 47 88 90

Etude Notariale
Maître ZEMOULI MOHAMED
19, Rue Mahmoud - MASCARA
EURL - MEGEOR
Siège social: 39, Rue Colonel Amirouche - W. ORAN
Dissolution Anticipée
Aux termes d'un acte reçu en notre Etude le 06/09/2009 et enregistré au service de l'Enregistrement de MASCARA, la société est dissoute à compter du 01/07/2006.
Pour Avis
LE NOTAIRE: M. ZEMOULI

AVIS DE RECHERCHE
ATTIA Oussama, âgé de 17 ans, léger retard mental, est sorti de son domicile de Béchar le 28/08/2009, à ce jour aucune nouvelle. Il portait un pantalon et chemise vert clair.
Veuillez contacter: 0555.82.88.82
Hichem - 049.87.96.79 Ahmed

Entreprise étrangère de travaux maritimes recrute:
Responsable HSE avec formation et expérience spécifique en HSE.
Français fluent (écrit et parlé).
Travail à Arzew et Oran.
Salaire selon compétence
Envoyer CV par Email ou Fax:
Email: gmphe@gmail.com
Fax: 041.42.60.13

REMERCIEMENTS
La famille OUSSAAD
tient à remercier toutes celles et tous ceux qui se sont joints à son immense chagrin suite à la disparition de la regrettée
Mme OUSSAD MAIYASSA
survenue le 12 Septembre 2009 à l'âge de 69 ans.

ORGANISME PRIVE
Recrute dans l'immédiat
Préposés (es) à la vente des produits pharmaceutiques
* **Conditions:**
- Connaissance des produits pharmaceutiques
Commerciaux (les)
* **Conditions:**
- Bonne présentation
- Maîtrise de l'outil informatique
- Maîtrise des langues (Arabe - Français et Anglais)
Hôtesse d'accueil
* **Conditions:**
- Bonne présentation
- Sachant parler et écrire Arabe et Français
- Facilité du contact avec les clients (es)
Adresser C.V. détaillé + photo récente au n° 041.34.14.41

S E M I N A I R E S & F O R M A T I O N S

<p>Le Contrôle des Marchés Publics</p> <p>Alger les 28,29 et 30 Septembre 2009 Oran les 04, 05 et 06 Octobre 2009</p>	<p>Le Nouveau Système Comptable et Financier</p> <p>Alger les 29-30 Septembre et 01 Octobre 2009 Oran les 27, 28 et 29 Octobre 2009 15 session atelier 01</p>	<p>La Loi de Finances Complémentaire pour 2009</p> <p>Alger les 07 et 08 Octobre 2009 Hôtel Hilton Oran les 12 et 13 Octobre 2009 Hôtel Royal</p>	<p>Le Crédit Documentaire</p> <p>Alger les 13, 14 et 15 Octobre 2009 Hôtel Hilton Oran les 19, 20 et 21 Octobre 2009 Hôtel Sheraton</p>	<p>La Gestion des Stocks et des Approvisionnements</p> <p>Oran du 25 au 29 Octobre 2009 Alger du 08 au 12 novembre 2009</p>
--	--	--	--	--

EGIC Ibn-Sina Tél : +213 (0) 41 32 79 42 // +213 (0) 34 71 83 // +213 (0) 40 21 45 45 // Fax : +213 (0) 41 58 79 06 // +213 (0) 34 48 10

Grippe H1N1 L'Arabie Saoudite rassure avant le Hadj

Par Taïeb Mahjoub de l'AFP

L'Arabie Saoudite se veut rassurante pour les centaines de milliers de musulmans attendus en pèlerinage fin novembre à La Mecque, malgré le risque d'une propagation du virus H1N1 qui a tué 26 personnes dans le pays. Pourtant, certains pays restent prudents: l'Égypte a averti qu'elle pourrait interdire à ses ressortissants le Hadj pour cette année, période propice à une propagation de la grippe H1N1.

«Une décision pourrait être prise à tout moment pour interdire le Hadj cette année», a déclaré récemment le ministre égyptien de la Santé, Hatem Al-Jabali, dans le quotidien gouvernemental Al-Ahram. Selon un responsable égyptien, le nombre de pèlerins égyptiens va baisser cette année de 30 à 40% en raison des restrictions de voyage imposées pour prévenir la propagation du virus. En Tunisie, les autorités ont invité les fidèles à «faire preuve de raison et de responsabilité avant de prendre une décision définitive, et de reporter à l'année prochaine l'accomplissement du rite du pèlerinage».

Mais les autorités saoudiennes se déclarent confiantes quant à leur capacité à accueillir les pèlerins pour le Hadj, qui réunit chaque année plus de 2 millions de fidèles venus du monde entier. «Aucun décès n'a été enregistré» parmi les fidèles ayant effectué la Omra depuis le début du ramadan, a annoncé le Comité saoudien pour les maladies contagieuses. «Tous les malades (porteurs du virus H1N1) parmi les fidèles et les visiteurs (à La Mecque et Médine) sont guéris, ce qui confirme l'absence de pandémie. La situation sanitaire est totalement rassurante», ajoute le comité dans un communiqué publié mardi à Ryad. De même, «il n'y a pas de raison pour un report de la rentrée scolaire», estime le comité saoudien, alors que certains pays arabes, y compris dans le Golfe, ont retardé ou envisagé de le faire la rentrée des écoles et des universités, prévue initialement fin septembre.

Entre-temps, la grippe H1N1 continue à faire des victimes dans les monarchies voisines du Golfe. Oman a annoncé mardi deux nouveaux cas mortels, portant à 18 le nombre de décès dans ce pays. Au total, 61 per-



sonnes sont décédées des suites de cette grippe dans les six monarchies du Golfe, qui comptent quelque 36 millions d'habitants, en majorité des étrangers.

La crainte d'une propagation de la maladie a amené les ministres arabes de la Santé à recommander en juillet d'interdire aux fidèles de plus de 65 ans et aux moins de 12 ans d'effectuer le Hadj. La recommandation concerne aussi les femmes enceintes et les personnes souffrant de maladies chroniques. Outre ces restrictions, «les fidèles doivent se faire vacciner (contre la grippe saisonnière) dans leurs pays d'origine, et ce vaccin doit être

pris au moins 10 jours avant l'arrivée en Arabie Saoudite», a expliqué un universitaire saoudien, Tarek Madani. M. Madani, qui intervenait lundi soir sur Al-Arabiya, a prédit une baisse du nombre des pèlerins en novembre en raison de la grippe. Un dignitaire religieux égyptien, Mahmoud Achour, a aussi rappelé mardi que le Hadj avait été interdit aux Égyptiens en 1947 en raison d'une épidémie de choléra. La grippe H1N1 a tué au moins 3.205 personnes depuis l'apparition du nouveau virus en mars-avril dernier, selon un bilan de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) rendu public vendredi.

Bolivie Le port de masque interdit pour éviter des hold-up

Des caisses d'épargne boliviennes ont interdit mardi à leurs clients de porter des masques dans leurs locaux, afin de juguler une épidémie de vols perpétrés par des personnes profitant de l'alerte à la grippe H1N1 pour camoufler leur identité. «Nous avons décidé que seul le personnel de permanence pourrait porter des masques, tandis que les clients ne pourront plus entrer avec des masques», a expliqué le président de la Fédération des caisses d'épargne de la ville

de Santa Cruz, Hoggier Hurtado, cité par le journal El Día.

La décision a été prise après le hold-up jeudi «en pleine journée» d'une caisse d'épargne, la Coopérative de la Famille, par cinq personnes portant des masques couramment utilisés en Bolivie pour se protéger du virus de la grippe H1N1. La police de Santa Cruz soutient cette décision. Selon son commandant, Johnny Vargas, les délinquants profitent des mesures de précaution dictées par les autorités sanitaires contre la pandémie, comme

l'usage du masque, pour agir incognito. «Malheureusement, il y a beaucoup de personnes qui commettent des actes de délinquance en se servant de l'utilisation de masques, ce qui évite qu'on puisse identifier leurs visages malgré la présence des caméras de sécurité», a-t-il dit.

Selon les autorités sanitaires, la ville de Santa Cruz, dans le centre, la région la plus riche du pays, est l'épicentre de la pandémie de la grippe H1N1 en Bolivie, avec 70% des 1.500 cas recensés.

de Santa Cruz, Hoggier Hurtado, cité par le journal El Día. La décision a été prise après le hold-up jeudi «en pleine journée» d'une caisse d'épargne, la Coopérative de la Famille, par cinq personnes portant des masques couramment utilisés en Bolivie pour se protéger du virus de la grippe H1N1. La police de Santa Cruz soutient cette décision. Selon son commandant, Johnny Vargas, les délinquants profitent des mesures de précaution dictées par les autorités sanitaires contre la pandémie, comme

l'usage du masque, pour agir incognito. «Malheureusement, il y a beaucoup de personnes qui commettent des actes de délinquance en se servant de l'utilisation de masques, ce qui évite qu'on puisse identifier leurs visages malgré la présence des caméras de sécurité», a-t-il dit. Selon les autorités sanitaires, la ville de Santa Cruz, dans le centre, la région la plus riche du pays, est l'épicentre de la pandémie de la grippe H1N1 en Bolivie, avec 70% des 1.500 cas recensés.

USA Une étudiante assassinée et emmurée dans une université

La police a perquisitionné le logement d'une personne dans le cadre de l'enquête sur la mort d'une étudiante en médecine dont le corps a été retrouvé emmuré dans un laboratoire de la prestigieuse université américaine de Yale, a-t-elle indiqué.

Le corps d'Annie Le, 24 ans, portée disparue depuis le 8 septembre, avait été retrouvé dimanche, le jour où elle aurait dû se marier avec un étudiant de l'université Columbia de New York.

L'appartement, situé à Middletown, où vit Raymond Clark, une personne d'intérêt dans le meurtre d'Annie Le, a été perquisitionné mardi soir, a indiqué dans un communiqué la police de New

Haven, la ville où se trouve le campus de Yale. «Clark a été emmené dans les locaux de la police dans le cadre de l'enquête pour homicide», indique le communiqué, qui ajoute que l'homme «n'a pas été inculpé dans la mort d'Annie Le».

L'étudiante avait été filmée dans la matinée du 8 septembre par les caméras de surveillance de l'université en train d'entrer dans un bâtiment consacré à la recherche médicale, mais aucune caméra ne l'avait filmée en train d'en ressortir. Sa mort a suscité une vive émotion au sein de la communauté américano-asiatique de l'université, dont elle était issue.

Jimmy Carter

La colère exprimée contre Obama est liée au racisme

Le ressentiment exprimé ces derniers temps par de nombreux Américains contre le président Barack Obama et les critiques virulentes dont il fait l'objet sont liés au racisme, estime l'ancien président Jimmy Carter.

«Je pense qu'une part écrasante de l'intense animosité qui s'est exprimée envers le président Barack Obama tient au fait qu'il est noir, qu'il est afro-américain», a déclaré M. Carter, 84 ans, dans une interview diffusée mardi sur la chaîne NBC. «Je vis dans le Sud» des États-Unis (dont l'histoire a été marquée par l'esclavage et une discrimination raciale longtemps institutionnalisées), «et j'ai vu le Sud faire beaucoup de chemin», a poursuivi M. Carter, qui vit en Géorgie. «Mais cette tendance raciste existe toujours, et je pense qu'elle est remontée à la

surface en raison d'un sentiment partagé par beaucoup de Blancs, pas seulement dans le Sud mais dans l'ensemble du pays, pour qui les Afro-Américains ne sont pas qualifiés pour diriger ce grand pays», a-t-il poursuivi. «C'est quelque chose d'abominable qui me chagrine et me préoccupe profondément», a-t-il conclu.

La semaine dernière, le représentant de Caroline du Sud, Joe Wilson, a crié «vous mentez» pendant le discours solennel du président sur la réforme de la santé devant les deux chambres du Congrès, et des milliers de manifestants ont protesté dans les rues de Washington contre la politique du président Obama.

Certains observateurs démocrates ont déjà relié cette opposition au premier président noir du pays à la couleur de sa peau.

Londres

Des squatteurs transforment une maison chic en centre culturel

Une poignée d'artistes occupe toute une maison du très chic quartier de Mayfair à Londres, ancienne ambassade du Mexique, qu'ils ont transformée en mini-centre culturel dans l'attente de leur probable expulsion.

Les six membres du collectif, baptisé «The Oubliette», se sont introduits dans cet immeuble de six appartements et d'une vingtaine de chambres, estimé à plusieurs dizaines de millions de livres, il y a un mois environ. Comment ? «C'est un grand secret», répond leur porte-parole, Dan Simon, 31 ans, un ancien employé d'une société d'informatique qui a abandonné son emploi pour aller promener des touristes en pousse-pousse à Londres. Il assure qu'il s'est procuré les clés des lieux, vides depuis 2004, selon lui. «On ne fait rien d'illégal», dans la mesure où il n'y a pas eu d'effraction, explique-t-il. Les pro-

priétaires de l'immeuble ont assigné les squatteurs en justice, réclamant leur expulsion. Ces derniers doivent comparaître le 21 septembre devant un juge, qui pourrait mettre fin à l'expérience.

En attendant, les jeunes artistes reconnaissent vivre plutôt confortablement, disposent de l'électricité - qu'ils paient -, de l'eau courante et de nourriture gratuite. «Le côté ironique de la vie de squatteur, c'est qu'on peut effectivement vivre dans l'un des quartiers les plus chers de la ville et manger une nourriture excellente provenant des rebuts des supermarchés», relève Dan Simon.

Depuis le week-end dernier, ils organisent même des journées «portes ouvertes» où le public peut venir découvrir leurs œuvres, peintures ou sculptures, voire les acheter, mais aussi assister à des représentations ou participer à des tables rondes.

Les mêmes chiffres à la loterie deux semaines de suite !

Le ministre des Sports bulgare Svilen Neïkov a lancé mercredi une enquête sur la coïncidence étonnante du tirage des mêmes six chiffres à la loterie nationale deux semaines d'affilée.

La probabilité d'une telle coïncidence est 1 pour 4,2 millions, a déclaré le mathématicien Mikhail Konstantinov, admettant que cela «peut tout de même se produire». Les chiffres 4, 15, 23, 24, 35 et 42, tirés devant les caméras de la télévision et une commission indépendante le 6 septembre dernier, l'ont été à nouveau, mais dans un autre ordre, quatre jours plus tard.

Par ailleurs, trois de ces chiffres sont à nouveau apparus gagnants au tirage suivant.

Interrogée par le journal 24 Tchassa, la vice-présidente de la loterie bulgare, Maria Yaneva, a «exclut une manipulation du tirage». Personne n'avait coché ces chiffres au tirage du 6 septembre. En revanche, lors du tirage suivant, au total 18 personnes avaient misé sur les six mêmes chiffres et vont recevoir 10.164 leva (5.197 euros) chacun. Le dernier grand jackpot de la loterie d'une valeur de 3,8 millions de leva (1,94 million d'euros) avait été remporté en janvier 2008.



Entreprise des
Manifestations
Economiques
et Culturelles

Bd Colonel LOTFI - M' Dina El djedida
Bp 27020 EL Hamri ORAN
Tél : 041 34-22-78 / 34-11-73
Fax : 041/ 58-73-50

Echanges - Valorisation
Contacts - Affaires
Promotion de l'artisanat

قصر المعارض - وهران

PALAIS DES EXPOSITIONS - ORAN

Organisent

Du 13 au 19 octobre 2009

معرض وهران الدولي الحادي عشر

11^{ème} FIO (Carrefour Maghrébin)



SARL
AFME

Rive verte 320 logts N°64
Bordj El kiffane - ALGER
Tél : 021 869516 / 06 61820384
Fax : 021/ 86-95-16



OUI JE PARLE FRANÇAIS !

نعم أنا أتكلم الفرنسية
Le Centre Culturel Français propose :
المركز الثقافي الفرنسي يقترح :

Cours adultes

Session de 50 heures de cours
Avec un manuel + un CD
+ un abonnement médiathèque
Tarif : 10 000 Dinars

Cours enfants (8 - 12 ans)

Session de 30 heures
Tarif : 5000 Dinars

Dates d'inscriptions : Jusqu'au 30 septembre
Département de langue française du CCF d'Oran
Cité Hosn Djiwar 2^{ème} étage USTO
Tél : 041 42 58 47 ou 07 70 27 71 88

Améliorez votre vie ... apprenez l'Espagnol !



Instituto
Cervantes

Institution officielle de l'Etat Espagnol

Inscriptions aux Cours : jusqu'au 08/10/2009

CONTACT

ORAN
041 35 96 61

MOSTAGANEM
0772 20 53 27

COURS D'ESPAGNOL
ORAN - MOSTAGANEM

PENSÉE

Il y a 02 ans, le 17 Septembre 2007, que nous a quittés à jamais notre cher père **HADDAD MOHAMED SALAH** ancien colonel de l'armée de l'air, laissant derrière lui un vide immense. En ce triste souvenir ta femme, tes enfants, ta famille demandent à tous ceux qui t'ont connu, d'avoir une pieuse pensée à ta mémoire.
A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.



PENSÉE

Cela fait 11 ans que tu nous as quittés, cher et regretté père **Hadj Mohamed BENASSER** Moudjahed condamné 45 Ancien scout et homme du Moudjahid de SAIDA. En cette triste occasion, nous demandons à tous ceux qui t'ont connu d'avoir une pieuse pensée pour toi ainsi que pour ton petit-fils **Karim HADJ KADDOUR** en ce mois sacré de Ramadhan.
«A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons»
Ta fille **FOUZIA**



PENSÉE

Triste et pénible fut le jour du 17/09/09 où tu nous as quittés à jamais très cher et adoré père **CHALI Abdelkrim**. Tu as rejoint très tôt notre maman chérie. Vous aviez laissé un immense vide derrière vous. La vie est triste et monotone sans vous. Vous étiez des parents exemplaires et nul peut vous remplacer. Vous resterez toujours vivants dans nos cœurs et nos pensées. Pieuse pensée pour vous. On vous aime très fort chers parents. Dormez en paix dans votre demeure éternelle.
Vos enfants et toute la famille.
إنا لله و إنا اليه راجعون



PENSÉE

Cela fait 6 ans que nous vivons sans toi, sans ton sourire qui a toujours dégagé de la joie et de la bonne humeur dans notre maison. Tu n'as vécu que treize ans et neuf mois de ta vie mais tu vivras jusqu'à l'éternité dans notre cœur. Tu étais un ange et tu le resteras, et les anges, leur place c'est le Paradis. Repose en paix cher petit **SAKER Mohamed dit Hamouda**. Ton père, ta mère, ton frère, ta sœur et toute la famille. Nous ne t'oublierons jamais.



PENSÉE

SOUNA Abdelkader
Trois mois déjà depuis ton départ prématuré (11/06/09), très cher mari et père. Tu nous as quittés sans l'être réellement car tu vis toujours dans nos cœurs. Comment ne pas te pleurer toi l'irremplaçable.
Que Dieu l'accorde Sa Sainte Miséricorde et t'accueille dans Son Vaste Paradis. Je demande à toute personne l'ayant connu d'avoir une pieuse pensée pour lui.
Ta femme et les enfants



DÉCÈS

La famille **BENKHEDDA** a le regret de vous annoncer le décès de son cher et regretté père **BENKHEDDA MOHAMED** né le 05/08/1946 et décédé le 15/09/2009.
Domicile: Paradis-Plage - Ain Turck. ORAN.
إنا لله و إنا اليه راجعون



PENSÉE

A la mémoire de **BELGAÏD Mohamed Chakib**. Voilà 8 années passées, 18/09/2001, et ma plaie est plus béante que jamais. Je pensais que le temps allait estomper ma douleur mais en vain. Fils unique et tu n'avais que 17 ans, tu étais mûr, souvent il t'arrivait de me conseiller. Ton amour, ta bonté et ta générosité restent gravés dans mon cœur. Je demande à tous ceux qui t'ont connu et aimé de récrire la Fatha en ta mémoire en ce jour sacré de Ramadhan. A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.
Ta maman déchirée **BELGAÏD Hadjira**



PENSÉE

Une année s'est écoulée depuis le jour du 17 Septembre 2008 où tu nous as quittés chère mère et grand-mère **NEDJAR Kheira épouse GUELIL**, laissant derrière toi un grand vide que nul ne peut combler. Nous demandons à tous ceux qui t'ont connue d'avoir une pieuse pensée à ta mémoire et de prier tous ensemble Allah de t'accueillir en Son Vaste Paradis. Repose en paix chère mère.
Ton fils **Mokhtar**



PENSÉE

Le 09/09/2006 nous a quittés à jamais notre grand-mère **Mme AKACEM née MOUAZIZ ZAHIA**. En ce douloureux souvenir, ta petite-fille **AKACEM Feriel** demande à tous ceux et celles qui t'ont connue, d'avoir une pieuse pensée en ta mémoire. Que ton repos soit aussi doux et serein. Tu nous manques énormément grand-mère.
Ta petite fille **AKACEM Feriel**



Office Public du Commissaire-Preiseur

Maître SEBIT Mohamed

15, Rue Brahimi BENAHEM - OUED-TLELAT - ORAN - Tél: 0772-95-74-74

6ème Avis de Vente aux Enchères Publiques

A la requête de Maître BELARAOUI Mohamed Huissier de Justice près la Cour d'Oran, agissant pour le compte de la Banque Crédit Populaire Algérienne Agence (ORAN) SOUMAM

Il sera procédé le 29/09/2009 à 9 H 00 MN à ORAN 99 Avenue Sidi Chami (ORAN) à la Vente aux Enchères Publiques Verbales et par Soumissions Cachetées de Matériel appartenant à EURL FACQUEST sise à EL-BRAYA (OUED-TLELAT), comprenant une unité de fabrication de clous différents diamètres dont ci-après désignation: 1 Machine Super Rapid automatique pour fabrication de clous diamètre du Fil 2,2 mm à 4,4 mm - Celle-ci est composée d'1 Moteur Dresseur vertical, 7 Galets, 3 Couples de Mâchoires pour clous, 4 Poinçons, 2 Dérouleuses modèle SV 100, 1 Aspirateur pour sciure.

- La vente se fera en un lot unique.

La visite se fera le jour de la vente.

Conditions de la vente sont celles mentionnées au cahier des charges.

Le Commissaire-priseur

PENSÉE

FARDJALLAH HADJ KADDOUR ET FARDJALLAH BEDRA

Les êtres chers ne meurent jamais quand on les enterre, ils meurent que lorsqu'on les oublie. J'évoque deux dates, le 06/08/93 et le 10/09/2008, le cœur meurtri où mes chers parents ont quitté ce bas monde pour un monde meilleur... Soyez certains que vous resterez dans mon cœur pour toujours. J'implore Dieu Tout-Puissant pour qu'il vous accorde Sa Miséricorde et vous accueille en Son Vaste Paradis.

Votre fille qui ne se remettra jamais de votre perte.

Fardjallah Faïza

Football - Nationale Une La JSMB et l'ASO dos au mur, le WAT et MCO en examen

M. Benboua

La sixième journée du championnat de division Une nous réserve de belles affiches, où les deux co-leaders, le MCA et l'USMH devront a priori camper sur leur position avec la réception respectivement du NAHD et du CAB. Ainsi, le derby algérois aura lieu au stade du 5 Juillet où le MCA comptera à l'occasion sur le soutien de ses inconditionnels qui seront en surnombre. Dans le camp adverse, on compte énormément sur Mustapha Biskri qui a remplacé Youcef Bouzidi à la tête de la barre technique pour redresser la barre après le cinglant revers subi samedi passé face à l'USMH, même si ce ne sera pas chose aisée face à une formation qui pète la forme. A El-Harrach, le Chabab de Batna sera également sur le gril face à une formation de l'USMH qui a beaucoup gagné en maturité et qui ambitionne de jouer les premiers rôles cette saison. L'autre équipe à prendre en considération

n'est autre que le MCEE qui est en train de réaliser un très bon début de championnat. Cette fois-ci, les Eulmis seront à l'épreuve de l'USMA à Omar Hamadi. Une partie plaisante mais indécise, même si depuis l'arrivée de Noureddine Saadi à la tête de l'USMA, cette dernière a retrouvé des couleurs. A Tizi Ouzou, la JSK, avide de rachat après la défaite subie face au MCA, donnera la réplique au WAT, qui entend mettre à profit le passage à vide des hommes de Christian Lang, lui-même sur la sellette, pour réaliser un bon résultat. L'autre promu, le MCO, se rendra à Bordj Bou-Arreridj avec une mission bien précise : éviter une seconde défaite consécutive. Autant dire que les camarades du toujours jeune Marouane Kial, qui évolueront à huis clos, devront se tenir sur leurs gardes. L'autre match à huis clos se jouera à Chlef, où l'ASK devra cravacher dur pour tenter de surprendre l'ASO chez elle.

Les Chélifiens, lanternes rouges, n'ont plus droit à l'erreur et devront

se méfier de l'imprévisible formation khroubie. L'autre mal-classé, la JSMB effectuera un périlleux déplacement à Annaba pour défier l'USMA, en venge. Mais le retour de l'entraîneur Djamel Menad pourrait provoquer ce fameux déclic psychologique. Enfin, le CRB se rendra à Batna pour donner la réplique au MSPB, dans un match ouvert à tous les pronostics.

Demain à 16 h 00

El-Harrach : USMH - CAB
Bologhine : USMA - MCEE
B.B.Arreridj (22 h 00) :
CABBA - MCO
Batna (22 h 00) : MSPB - CRB
Annaba (22 h 00) :
USMA - JSMB
Chlef (22 h 00) : ASO - ASK
Tizi Ouzou (22 h00) : JSK - WAT
Samedi à 22h 00
Alger (5 Juillet) : NAHD - MCA
Témouchent : ZSAT-IRBS
Méchéria : SCM-IRM
El-Bordj : HBEB-CRBAET
Oran : SCMO-JSSA

Nationale Deux

Regards tournés vers Mostaganem et Saïda

M. Zeggai

Cette sixième journée s'annonce favorable pour le leader actuel, le PAC, qui ira à Tizi Ouzou se mesurer à la lanterne rouge, le MOB, dans un match des extrêmes. La formation béjaouie, secourue par une crise interne sans précédent, risque d'en subir les conséquences face aux jeunes du Paradou. De son côté, le dauphin espérantiste n'a pas le droit à l'erreur face à l'USMBA dans un derby qui reste ouvert à tous les pronostics surtout que les Belabéssiens restent jusque-là invincibles. Pour sa part, le WRB effectuera un périlleux déplacement à Saïda où le MCS est appelé à confirmer son renouveau. Le CRT, lui, veut rebondir avec la venue du RCK. A cette occasion, les Témou-

chenois subiront un vrai test devant leur exigeant public. En somme, un match difficile, placé sous le signe du rachat entre deux teams qui restent sur une défaite chacun concédée le week-end dernier. A Mohammadia, le SAM, qui traverse une crise de résultats, est dans l'obligation de réagir devant son hôte, l'OMA dans un match indécis entre deux équipes ayant connu des fortunes diverses en ce début de saison. Le stade de Hadjout sera le théâtre d'une belle explication entre le nouveau promu, l'USMMH, et l'un des prétendants, le MOC, mais qui a du mal à confirmer son statut. Au CSC, où six joueurs viennent d'être licenciés, la victoire est impérative. C'est dans les cordes des Sanafirs dans la mesure où leurs adversaires de la JSMS connaissent eux aussi

un début de saison difficile. A Oran, l'ASMO version Chérif El-Ouazani vive la victoire avec la réception du nouveau dans ce palier, l'ABM, et ce dans le but de chasser le doute et soigner sa position au classement. Il en sera de même pour l'USMS qui accueille ans l'enceinte du stade de Guessab, l'USB.

Demain à 16 h 00

Tizi Ouzou : MOB-PAC
Mostaganem : ESM-USMBA
Saïda : MCS-WRB
Mohammadia : SAM-OMA
Hadjout : USMMH-MOC
Sétif : USMS-USB
Oran : ASMO-ABM
Constantine (22h00) :
CSC-JSMS
Témouchent (22h00) : CRT-RCK

Mondial 2009 U 20

L'arbitre Benouza en Egypte tout en pensant à l'Afrique du Sud

M. Zeggai

Même en l'absence de l'EN, le drapeau algérien flottera dans le ciel égyptien et plus précisément au Caire qui abritera la phase finale de la Coupe du monde de football des mois de vingt ans U 20. Le mérite revient à l'arbitre international Mohamed Benouza qui a été retenu par la commission d'arbitrage de la FIFA pour officier lors de ces joutes qui auront lieu du 25 septembre au 16 octobre prochain. Nul doute que la prestation de Benouza, qui est également désigné au Mondial des U 17 au Nigeria, sera suivie avec attention. Car Mohamed Benouza est retenu par la commission d'arbitrage de la FIFA dans une présélection de 38 arbitres parmi lesquels seront choisis ceux qui officieront lors de la Coupe du monde 2010. Après avoir pris part à un séminaire au mois de septembre dernier à Zurich, notre arbitre international est bien placé pour faire partie de l'élite de l'arbitrage international du moment qu'il a passé avec succès les épreuves théoriques et pratiques, tel que le test physique, le test écrit portant sur les lois du jeu et l'épreuve orale d'anglais. Tous ces arbitres présélectionnés ont été suivis de près pour évaluer leurs performances lors des rencontres internationales et, encore une fois, Benouza a confirmé sa progression après avoir réussi toutes ces épreuves, franchissant ainsi honorablement une étape importante de sa carrière. Apprécié pour ses grandes capacités à diriger des rencontres au sommet, Benouza, international depuis 2001, a été à maintes reprises sollicité pour des matches internationaux. Outre une prestation honorable à la CAN 2008 au Ghana où il a dirigé avec brio le choc Nigeria-Côte d'Ivoire, sa présence n'est pas passée inaperçue lors de la 5e édition de la Coupe du monde des clubs en décembre dernier au Japon où, pour rappel, il a eu l'insigne honneur de diriger le match d'ouverture entre l'équipe australienne d'Adélaïde et la formation néo-zélandaise de Waitakere à Tokyo. Dans son registre figure d'autres désignations en arbitrant la finale aller de la Coupe de la CAF 2008



entre le CS Sfax et l'ES Sahel et la finale retour des clubs champions de l'UNAF entre les FAR Rabat et le Club Africain. A présent, Benouza ne veut pas s'arrêter en si bon chemin et vise la Coupe du monde 2010. Et ce n'est qu'une juste récompense pour un arbitre qui est devenu, grâce au travail, l'abnégation et le sérieux un exemple pour les nouvelles générations.

Inter-régions Ouest Mascara et Remchi à l'écoute de Relizane

On jouera demain pour le compte de la troisième journée dans ce groupe avec, au menu, de belles affiches entre prétendants. A commencer par les retrouvailles entre le GCM et l'IRBM qui s'annoncent palpitantes. Les trois points sont inégalement pour le Ghali pour espérer viser haut d'autant plus que le leader, le WAT doit se rendre à Relizane où le RCR court toujours derrière sa première victoire de la saison. Outre les Mascaraïens, cette opposition sera suivie avec attention par l'US Remchi qui pourrait se replacer en cas de succès sur

l'IST qui lui rendra visite. A El-Bordj, le HBEB retrouvera pour la première fois de la saison son terrain fétiche et ce, après deux sorties consécutives. Mais la mission s'annonce difficile pour le nouveau promu qui n'a pas inscrit le moindre but et qui sera face à un solide adversaire, le CRBAT. Pour sa part, la JSM Tiarret, version Benamar, avec la venue de la JSS dispose d'une belle opportunité pour renouer avec la victoire. A Témouchent, Zidoria accueille son homologue de l'IRB Sougueur. Logiquement, les joueurs du ZAST ne devraient pas éprouver des difficultés pour augmenter leur capital points à moins que les Sougueurs n'en décident autrement. A Oran, le SCMO, qui a mal entamé la saison, aura l'occasion de se ressaisir et prendre un nouveau départ avec la réception des Sudistes de la JS Saoura. Enfin, à Méchéria, l'opposition SCM-IRM s'annonce ouverte à tous les pronostics en raison de son caractère derby.

M. Z.

Centre

Duel à distance entre le WAB et la JSMC

Fouad B.

Les regards seront tournés lors de cette troisième journée vers Ouar-gla et Oued Rhioù où les deux co-leaders, le WAB et la JSMC, seront en appel. Un duel à distance qui sera suivi avec beaucoup d'intérêt par les poursuivants immédiats bien au aguets. La JSMC qui, faut-il le rappeler, a rejoint le WAB en tête après sa deuxième victoire en match décalé samedi passé contre le WAR, compte

bien rester sur la même dynamique. Il faudra pour cela aux Chérâgois de passer l'écueil du MCM qui reste sur une victoire à Alger face à l'OMR. Pour sa part, le WAB, qui a affiché clairement ses ambitions, ira en conquérant à Oued Rhioù pour se mesurer au RC-BOR en mal de points en ce début de parcours. Ce round a priori doit profiter à un des trois dauphins à savoir le WABT qui sera à Ain Delfa face au SCD aux abois. Médéa sera le théâtre pour sa part d'un duel inédit entre nouveaux promus, l'OM et le MBHM. Le WRBM autre poursuivant sera sur ses gardes à domicile avec la venue de l'OMR en quête de rachat. A suivre également à Rouiba le derby qui s'annonce indécis entre le WAR et le NARB. Enfin, et en match décalé à samedi à Ziouli, la JSMD un des «bleus» du groupe, à la traîne, aura fort à faire face à l'ESMK décidé à ne pas rentrer bredouille pour se rassurer d'avantage.

Est

Les co-leaders sur du velours

M. Benboua

Ce vendredi, les trois co-leaders, à savoir la JSD Jijel, le FC Bir El-Arch et l'Amal Boussaâda sont bien lotis pour demeurer en tête en donnant la réplique à des adversaires peu convaincants en ce début de championnat, à savoir respectivement le CRB El-Milia, l'USM Khen-

chela et l'USM Ain Beïda. Le promu, Hamra Annaba, évoluera dans son stade fétiche (Chabou) et n'éprouvera certainement aucune peine à faire plier l'US Chaouia, très en difficultés ces derniers temps.

L'autre promu, l'Entente de Collo, accueille le NRB Grem, dans une rencontre où l'avantage du terrain sera déterminant. La belle affiche au programme de ce round se déroulera à Magra, où le Nadim local reçoit une vieille connaissance, à savoir le Ras El-Oued Club, alors que le NRB Touggourt rendra visite à l'AS Bordj Ghedir, qui devrait se tenir sur ses gardes. Il en sera de même à Ain Mli-la, où l'ASAM doit se méfier de son adversaire du jour, le HB Chelghoum Laid qui n'effectuera pas le déplacement la fleur au fusil.

Demain à 16 h 00

Annaba : Hamra-USC
Bordj Ghedir : ASBG-NRBT
Oum El-Bouaghi : USMAB-ABS
Ain Mli-la : ASAM-HBCL
Collo : E.Collo-NRBG
Jijel : JSD-CRBEM
Tadjenanet : FCBEA-USMK
Magra : NCM-ROC

OranSport - Radio Oran - D'anciens basketteurs et handballeurs réinvestissent la scène Adjal Lahouari honoré demain au Palais des sports

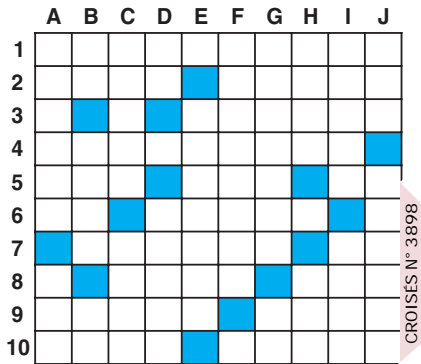
C'est une louable initiative que vient de prendre l'association «OranSport» de concert avec Radio Oran en organisant demain deux rencontres de handball et de basketball qui réunira d'anciennes gloires et des vétérans de ces deux disciplines au Palais des sports et ce, à partir de 21h. Placé sous le signe des retrouvailles, ce rendez-vous sera une occasion pour honorer le doyen des journalistes sportifs Adjal Lahouari et ce, en

présence de la grande famille du sport à Oran. Pour rappel «Oransport», présidée par l'ancien arbitre international, ancien entraîneur du MCO et de l'équipe nationale de handball, Fathi Berrouayel, qui a investi la scène avec comme objectif de bannir la culture de l'oubli avec ce mot d'ordre «l'avenir appartient à ceux qui n'oublient pas le passé», se veut un trait d'union entre les anciennes et futures générations.

M. A.

Demain

(21h 30) match gala basket: anciennes gloires Oran-Djezz
(23h00) mach gala handball : anciennes gloires MCO-sélection Oran vétérans



CROISÉS N° 3898

Horizontalement:

1. Un tissu léger et transparent, un verre fin, purée !
2. Cours ici et là. Fleurs de houblon.
3. Grand tonneau.
4. Colonne à pyramidon.
5. Volume. Pièces de caisse.
6. Gros et gras des oreilles.
7. Sur la rose.
8. Désordre et confusion.
9. Poindre. Au monde.
10. Élément de direction. Nase.
11. Mis en page. De mêlée, il lance la balle dans la mêlée.
12. Meurt. Garde de serrure.

Verticalement:

- A. Pas gai. Au réveil, il a toujours un tic.
- B. Conjonction. Le singe du mec. Article.
- C. Parent ascendant. Suit comme un mouton.
- D. Pièces à souder. Ligne de faite.
- E. Diantre, c'est entre fichier et foutre !
- F. Erse.
- G. Ville du temple d'Amon. Note.
- H. Non fondé. Grain ou nuage. I. «Le Vieillard de la mer».
- J. Fait comme ci, comme ça.
- K. Partie du désert. Gâteau maison.

LES SOLUTIONS

CROISÉS N°3897

A	P	E	R	I	T	I	V	E	S
F	E	L	I	N	E	S	X	E	
F	R	A	N	C	S	O	T		
A	S	G	R	O	U	P	E	S	
B	A	C	I	N	S	E	R	A	
I	N	E	R	M	E	S	I	C	
L	E	P	I	P	E	H			
I	S	E	N	A	R	G	U	E	
T	A	V	E	R	E	R	T		
E	P	U	I	S	E	T	T	E	S

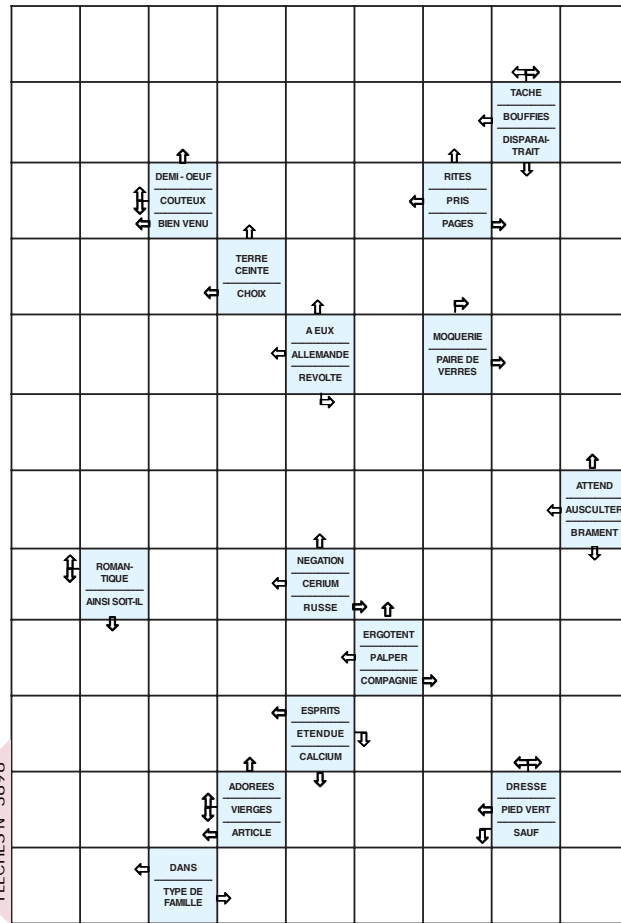
FOUILLIS N° 3897: RAMADHAN (Rat - Ma - Dans)

CODÉS N° 3897

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
I	R	N	A	E	O	S	C	U	T	F	L	D
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
M	B	H	G	X	Q	V	P					

3	7	16	9	4	12	14	10	4	8
7	5		4	6	2		5	9	5
8	6	4	9	3	10	4		4	14
6	2	8		2	10	10	2		8
9		16	3	13	2	10	4	8	
14	8	2		4	13	4	9	3	4
1	4	10	2		4		3	4	7
4	6	2	10	2		10	4	7	6
7		12	3		7	5	7	7	4
6	9	4	1	15	2		8	4	8
2	3	8	4		11	15		8	
10	2		7	3	2	3	8		15
	7	5	6	2	11	10	4		2
4	6	9	4			4	1	5	3
8	4		8	4	8	8	3	5	7

CODÉS N° 3898



FLECHES N° 3898

- AVION - AVISER - BOLET - BONTE - CORRECTION - DANSE - DELICATESSE - DIRECTION - EFFET - ENGAGEMENT - ETOILE - FAMILLE - FOSSE - GALET - GENEUSEMENT - HAIK - HISTOIRE - HOTEL - JETER - LAME - LOIN - LUGE - MIDI - NAVET - NECTAR - NUIT - ORGANISME - PAPE - PERSPICACITE - POLITESSE - REGLE - ROSACE - ROUE - RUDESSE - SAVON - SINGE - SMASH - SUPERETTE - TRAIN - VAUTOUR - VEAU - VERSANT - VITRE.

B	E	S	S	O	F	T	E	E	P	I	E	P	A	P
O	T	C	N	R	L	O	I	N	O	J	R	V	E	N
L	N	E	A	O	O	U	R	R	E	U	I	R	I	T
E	A	U	V	S	V	U	G	T	D	O	S	A	N	D
T	S	M	I	A	O	A	E	E	N	P	R	E	E	N
N	R	H	E	T	N	R	S	O	I	T	M	L	N	O
O	E	S	U	I	I	S	I	C	N	E	I	E	E	I
B	V	A	S	O	E	T	A	E	S	C	D	T	C	T
K	V	M	T	T	C	C	M	U	A	E	I	O	T	C
I	E	S	I	E	I	E	E	T	E	V	S	H	A	E
A	I	L	R	T	G	R	E	R	T	L	I	N	R	R
H	O	R	E	A	E	S	T	E	V	E	I	S	A	I
P	O	L	G	N	S	I	N	G	E	E	F	O	E	D
C	A	N	E	E	V	E	L	L	I	M	A	F	T	R
G	E	G	E	T	E	R	E	P	U	S	U	E	E	

- Les 5 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :
- Mon 1er est au bout de la jambe.
- Mon second est une règle de dessinateur.
Mon tout est particulièrement observée en ce mois sacré.



Bélier 21-03 au 20-04
Si vos projets financiers rencontraient un obstacle particulier, vous seriez sans doute vraiment dégoûté. Armez-vous de patience, ne baissez surtout pas les bras et battez-vous.



Taureau 21-04 au 21-05
Une décision importante pourrait se prendre sans vous. Elle vous semble prise un peu trop à la hâte.



Gémeaux 22-05 au 22-06
Prenez le temps pour faire quelques mouvements de gymnastique matinale. Il est sain de se sentir bien dans son corps et dans son esprit.



Cancer 22-06 au 22-07
Ne laissez pas vos affaires professionnelles ou financières prendre le pas sur vos désirs personnels. C'est le moment de réorganiser vos priorités.



Lion 23-07 au 23-08
Vous pensez qu'on pourrait vous devancer dans une affaire sérieuse dans laquelle vous vous impliquez. Il convient de veiller au grain si vous voulez rester en tête du peloton.



Vierge 24-08 au 23-09
Vous connaissez la sensation que le monde entier est à vos pieds. Vous pensez avoir réalisé l'exploit de l'année. Vous serez félicité pour votre réalisation et vous en garderez beaucoup de fierté.



Balance 24-09 au 23-10
Laissez la chance vous provoquer dans les affaires. Peu importe ce qui arrivera, vous ne risquez rien d'essayer à condition de garder la tête froide.



Scorpion 24-10 au 22-11
Vous avez des doutes au sujet de la réalisation d'un projet qui vous tient à cœur. Rassurez-vous car vous gagnerez grâce à votre détermination. La forme physique est là et vous fournirez tous les efforts pour réaliser vos ambitions.



Sagittaire 23-11 au 21-12
Les histoires de cœur et d'amour ne seront pas vraiment au rendez-vous aujourd'hui, cela vous laisse tout le temps de vous occuper de vos affaires personnelles. Mettez de l'ordre dans vos activités personnelles et vous vous sentirez beaucoup mieux dans votre peau.



Capricorne 22-12 au 20-01
Vous ressentez une certaine gêne passagère face à une proposition en apparence sérieuse. Après réflexion, vous vous armez de courage et vous faites face à une éventualité qui vous aurait désarmé en d'autres circonstances moins favorables.



Verseau 21-01 au 18-02
Quelque chose d'important va survenir, ce qui clarifiera certains points primordiaux dans votre vie. Mais comme le moral est bon, vous n'aurez qu'à vous féliciter de ce qui arrive.



Poissons 19-02 au 20-03
Avec le moral que vous aurez, vos craintes au sujet de l'avenir sont totalement sans fondement. Même si vous avez envie de douter, cette fois-ci, vous n'avez pas d'autre choix que de sourire et de croire que c'est votre jour de chance !





08.30 Sabahiat
10.00 Dessins animés
10.30 Djourouh
Hayat
11.00 Documentaire
11.30 Noumour
El-Abiadh
12.00 Documentaire
13.00 Journal télévisé
13.30 Asmahane
14.00 Nadi Fouroussia
15.00 Documentaire
15.30 Yaoumiat

El-Zarbout
16.00 Journal télévisé amazigh
16.15 Abou El-Maqalib
16.45 Moutaât
El-Maïda
17.00 Ghaima
17.30 Oulamaa
El-Djazaïr
18.15 Khatem Souleiman
18.30 Hadji Fadji
19.00 Fourssan
Qoraaan
19.15 Tariq Ila lah

19.45 Souq El-Hadj Lakhdar

20.15 Dhahka
Wa Laaba
20.30 Journal télévisé
21.30 El-Bawaba
El-Thania
Feuilleton arabe
22.15 Ikhetar
Soualek (Direct)
23.00 Tara Ma Tara



19.35 A vous de juger



Présenté par **Arlette Chabot**

Pour la première émission de cette nouvelle saison, Arlette Chabot, la directrice de l'information de France 2, reprend les commandes du magazine et accueille Daniel Cohn-Bendit, député européen et personnalité politique en vue suite au succès du rassemblement «Europe écologie» aux dernières élections européennes.
21.55 Au pays du nucléaire
23.10 La nuit du Ramadan
00.30 Journal de la nuit
00.45 Avoir vingt ans à Moscou

10.00 Motus
10.30 Les Z'amours
11.05 Tout le monde veut prendre sa place
12.00 Journal
12.54 Les gestes qui rassurent
13.05 Toute une histoire
14.10 Un cas pour deux
16.15 Urgences
17.00 Côté match du jour
17.05 En toutes lettres
18.00 N'oubliez pas les paroles
19.00 Journal
19.31 Les dossiers de la route
19.34 Météo 2



19.35 Moi, Louis, enfant de la mine



- **Courrières 1906**
Série française

Avec **Morgan Sarpaux, Pascal Elso**
A Courrières en 1906, Louis, fils de mineur, descend pour la première fois dans la mine. Une terrible catastrophe va l'emprisonner sous terre durant plusieurs semaines, contraignant l'enfant à manger jusqu'à son col de chemise pour tenter de survivre.
21.10 Ce soir (ou jamais !)
21.30 Soir 3
22.00 Ce soir (ou jamais !)
23.10 Affaires classées
00.05 Des racines et des ailes

11.25 12/13 : Journal national
12.00 La liste gagnante
12.35 En course sur France 3
12.50 Inspecteur Derrick
13.55 Questions au gouvernement
15.05 Côté jardin
15.35 30 millions d'amis collector
16.15 Des chiffres et des lettres
17.50 Questions pour un champion
17.45 19/20 Edition locale
18.00 19/20 Journal régional
18.28 19/20 : Journal national
19.00 Tout le sport
19.10 Plus belle la vie



07.45 Expression directe
07.55 Les maternelles
09.04 La sécurité routière
09.05 Allô Rufo
09.15 Des enfants aux urgences
10.10 Les éléphants du désert
11.05 Midi les zouzous
12.30 Le magazine de la santé
13.24 Les gestes qui rassurent
13.25 Allô, docteurs !
14.00 Le clan des suricates
14.30 L'air du temps
15.25 Partout chez soi : l'esprit camping-car
16.25 C l'info
16.30 C à dire ?
16.45 C dans l'air

18.45 Arte info
19.00 La France par la côte
19.45 Cette femme-là

Film français

Avec **Josiane Balasko, Eric Caravaca, Ange Rodot, Thierry Lhermitte**
Michèle Varin, une quinquagenaire capitaine de police, doit s'occuper avec son collègue Sylvain Bazinsky d'une femme qui a été retrouvée pendue dans un bois. Les débuts de l'enquête sont difficiles : les indices sont minces et personne n'a rien vu. Pour ne rien arranger, Michèle souffre à nouveau de cauchemars. Des rêves qui reviennent tous les quatre ans, les années bissextiles, à l'approche du 29 février, date où son fils unique a trouvé la mort.
21.20 Horizons lointains
22.15 Paris-Berlin, le débat
23.15 Arte culture
23.30 Hana-bi, feux d'artifices
01.10 The Hell : Two Kinds of Life
02.00 Les Sonnets de Shakespeare

arte



TF1 22.35

BANDITS

Film américain

Avec **Bruce Willis, Billy Bob Thornton, Cate Blanchett, Troy Garity**

Ne supportant plus la vie carcérale et désireux de tester leur nouvelle technique de cambriolage, Joe Blake et Terry Lee Collins s'échappent de prison à bord d'une bétonneuse. Cette évasion originale l'est moins que le stratagème mis au point par Terry : prendre en otages les familles des directeurs de banques pour obliger ces derniers à leur ouvrir leurs coffres. Ces opérations, toujours menées en douceur, leur valent le surnom de bandits gentlemen. Cette «carrière» couronnée de succès est bientôt perturbée par l'arrivée dans leur existence de Kate Wheeler, femme au foyer délaissée, désireuse de partager leurs vies mouvementées.



6 19.40

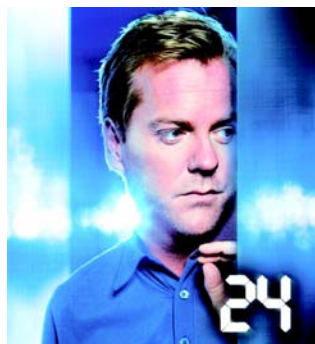
BONES

- Mon frère

Série américaine

Avec **Brendan Fehr, Emily Deschanel, David Boreanaz, TJ Thyne**

Lors d'une banale séance d'entraînement, des policiers trouvent le corps d'un petit escroc en faisant exploser un laboratoire clandestin installé dans une caravane laissée à l'abandon. L'enquête du FBI et de l'Institut Jefferson se complique lorsque l'identification de la victime, en fait un inventeur, mène Booth et Brennan sur la piste d'un second meurtre, lié de près au premier. Alors que les investigations se poursuivent difficilement, le frère cadet de Booth, Jared, lieutenant dans la Navy, fait son apparition à Washington. Il rencontre tous les membres de l'équipe et ne laisse personne indifférent...



CANAL+ 19.45

24 HEURES CHRONO

- 10h00 - 11h00

Série américaine

Avec **Kiefer Sutherland, James Morrison, Cherry Jones, Carlos Bernard**

Le dispositif de neutralisation du pare-feu est maintenant entre les mains du colonel Dubaku, bras droit du général Juma. Dubaku lance un ultimatum à la Présidente : le maître chanteur menace de tuer des milliers d'Américains si la Maison-Blanche ne retire pas les troupes qui s'approchent du Soudan. En état d'arrestation, Tony est emmené au quartier général du FBI pour y être interrogé par Jack : Tony en profite pour lui murmurer un ancien nom de code, Deep Sky. Jack s'efforce de découvrir que ce code mène à un ancien agent, Bill Buchanan.



19.45 Section de recherches



- Bain de minuit

Série française

Avec **Xavier Deluc, Jean-Pascal Lacoste**

A Arcachon, en pleine nuit, une femme retrouve son mari, un ostréiculteur, les pieds nus et les vêtements mouillés par l'eau de mer, battu à mort. Les vols d'huîtres, monnaie courante sur le bassin, donnent lieu à des règlements de compte. Que s'est-il passé ?
22.35 Bandits
00.50 Secret Story



22.05 Ennemis rapprochés



Film américain

Avec **Harrison Ford, Brad Pitt**

Enfant, Francis McGuire a assisté au meurtre de son père, soupçonné d'appartenir à l'IRA. Tout naturellement, il rallie à son tour les rangs de l'armée révolutionnaire et devient l'un des activistes les plus recherchés d'Irlande. Après un coup d'éclat, un attentat contre les forces spéciales britanniques, il doit fuir aux Etats-Unis sous une fausse identité.
00.05 Turbo
01.20 M6 Music / Les nuits de M6



21.10 Cold Case



- Histoire de prof

Série américaine

Avec **Kathryn Morris, Danny Pino**

En 1991, Laura McKinney, une jeune diplômée idéaliste de Harvard, devenue professeur dans les quartiers difficiles de Philadelphie, est tuée. A l'époque, les enquêteurs avaient conclu à un vol de voiture qui aurait mal tourné. Mais un nouvel indice est présenté par un ancien étudiant de la victime : ses clés de voiture, trouvées dans le lycée.
21.55 The Dead Weather
22.55 Duel au sommet
00.55 Le journal du hard
01.15 Les insatiables

09.40 Des poupées et des anges
11.20 L'édition spéciale 1ère partie
11.45 L'édition spéciale
13.00 Be Happy
14.55 Virginie Ledoyen, Simon Abkarian : la rencontre
15.15 Versailles
17.15 Les Simpson
17.40 Le JT de Canal+
18.05 Le grand journal de Canal+
18.55 Les Guignols de l'info
19.10 Le grand journal, la suite
19.45 24 heures chrono



17.00 TV5MONDE, le journal
17.20 L'invité TV5MONDE
17.40 Catherine
18.05 Tout le monde veut prendre sa place
19.00 Journal (TSR)
19.30 Journal (France 2)
20.00 Les animaux sacrés des pharaons
21.25 TV5MONDE, le journal
21.55 Questions à la une
22.50 Répercussions
00.30 Liv Ullmann et Erland Josephson : parce que c'était eux
01.30 TV5MONDE, le journal



10.10 Code Quantum
11.00 Coeur Océan
12.05 Avocats et associés
13.05 JAG
14.50 Will & Grace
15.40 Coeur Océan
16.40 La porte ouverte à toutes les fenêtres
17.10 Code Quantum
18.00 Consomag
18.05 Plus belle la vie
19.30 Palizzi
19.35 Il était une fois dans l'Oued
21.10 Un aller simple
22.40 FBI : portés disparus



06.05 Télé-achat
09.10 Les enquêtes impossibles
11.05 Total déco
11.30 Les vacances de l'amour
12.30 STF
13.25 Le refuge
15.00 Medicopter
16.55 The Sentinel
17.45 Family Guy
18.40 Dragon Ball Z
19.35 Road House
23.05 Journal
00.20 Le refuge
01.55 Les enquêtes impossibles



08.30 Sabahiat
10.00 Dessins animés
10.30 Djourouh
Hayat
Feuilleton algérien
11.00 Documentaire religieux
11.30 Dessins animés
12.00 Madaïh Dinia
12.45 Journal télévisé
13.20 Prière du vendredi
13.45 Concert de chant chaâbi
14.00 Fadhaa

El-Djournouaâ
15.45 Yaoumiat
El-Zarbout

16.00 Journal télévisé amazigh
16.30 Moughama-rat Nouaman
17.00 Khatem Souleiman
17.15 Moutaât El-Maïda
17.30 Fatawa Aâla Hawa
18.30 Hadji Fadji Fawazir
18.45 Fourssan Qoraan
19.10 El-tariq Il-Lah

19.40
Souq El-Hadj Lakhdar

20.10 Dhahka Wa Laaba
20.30 Journal télévisé
21.00 Djourouh Hayat
Feuilleton algérien
21.30 El-Bawaba El-Thania
22.15 Fourssan Qoraan (En Direct)



19.35 René Bousquet ou le grand arrangement



10.00 Motus
10.30 Les Z'amours
11.05 Tout le monde veut prendre sa place
12.00 Journal
12.49 Les gestes qui rassurent
13.00 Toute une histoire
14.10 Un cas pour deux
16.10 Point route
16.15 Urgences
17.00 Côté match du jour
17.10 En toutes lettres
18.00 N'oubliez pas les paroles
19.00 Journal
19.34 Météo 2

Réalisé par Laurent Heynemann
Avec Daniel Prévost, Ludmila Mikaël
Ancien haut fonctionnaire reconverti dans la finance, René Bousquet navigue d'un conseil d'administration à l'autre et même, à Paris, l'existence paisible d'un grand bourgeois, seulement assombrie par la maladie de son épouse.
21.20 Groupe Flag
22.15 Vous aurez le dernier mot
00.00 Journal de la nuit
00.15 Au pays du nucléaire



19.35 Thalassa



11.25 12/13 : Journal national
12.00 La liste gagnante
12.35 Inspecteur Derrick
13.50 Perry Mason
15.35 30 millions d'amis collector
16.10 Un livre, un jour
16.15 Des chiffres et des lettres
16.50 Questions pour un champion
17.45 19/20 : Edition locale
18.28 19/20 : Journal national
19.00 Tout le sport
19.10 Plus belle la vie

- L'expédition : Tanger (Maroc)
Présenté par Georges Pernoud
- Tanger, la métamorphose d'une ville
Ces dernières années, les bétonneuses ont changé la physiologie de Tanger, qui ambitionne de devenir un des plus grands ports de transbordement de Méditerranée et d'Afrique.
- Carnet de route au Maroc
Entre les vagues de l'océan et les dunes du désert, l'équipe de «Thalassa» visite le Maroc, d'Essaouira, la «ville bleue», à Agadir, haut lieu du tourisme.
21.30 Soir 3
21.55 Tout le sport
22.05 Vie privée, vie publique, l'hebdo
23.10 Toute la musique qu'ils aiment...
00.00 Espace francophone



07.55 Les maternelles
09.04 La sécurité routière
09.05 Allô Rufo
09.10 Cyclades du Nord : bleu, blanc, bleu
10.10 L'armée des dauphins
11.05 Midi les zouzous
12.30 Le magazine de la santé
13.23 Les gestes qui rassurent
13.25 Allô, docteurs !
14.00 Le clan des suricates
14.35 A la conquête de la Lune
15.25 La guerre de l'eau
16.25 C l'info
16.30 C à dire ?
16.45 C dans l'air

18.45 Arte info

19.00 La France par la côte
19.45 Vitus, l'enfant prodige
Réalisé par Fredi M Murer
Avec Teo Gheorghiu, Fabrizio Borsani, Julika Jenkins, Urs Jucker
Dès son plus jeune âge, Vitus fait preuve de beaucoup de talent dans de nombreux domaines. De plus, ses capacités sensorielles semblent être particulièrement développées. Aussi sa mère nourrit-elle de grands espoirs pour lui. Mais Vitus, de son côté, ne rêve que d'une existence simple et tranquille. Ses parents restent sourds à ce désir pourtant compréhensible pour un enfant. Très doué pour les mathématiques et le piano, Vitus souhaiterait être aimé pour ce qu'il est et non pour ce qu'il pourrait devenir. Seul son grand-père semble faire preuve d'un peu d'écoute.
21.40 Missresses
22.35 Tracks
23.25 Court-circuit
00.10 Arte culture
00.25 Les Yes Men refont le monde
02.00 Le silence

arte



TFI 19.45

KOH-LANTA

Présenté par Denis Brogniart

Le séjour dans un archipel paradisiaque de Micronésie est loin d'être de tout repos pour les candidats. Déjà, plusieurs d'entre eux ont dû plier bagage et revenir à la civilisation, laissant leurs compagnons d'infortune poursuivre l'aventure. Désormais, le campement est bien établi, mais les naufragés ne sont pas à l'abri des caprices de la météo. Au fil des jours, les épreuves se succèdent, permettant aux uns de gagner l'immunité lors des nominations, aux autres d'obtenir un peu plus de confort. Il faut avoir les nerfs solides pour affronter la faim et s'adapter à ces conditions de vie rudimentaire. Au sein du groupe, des tensions naissent forcément mais des amitiés voient aussi le jour.



TFI 19.40

NCIS : ENQUÊTES SPÉCIALES

- En toute confiance

Série américaine
Avec Mark Harmon, Tim DeKay, Susan Floyd, Michael Weatherly

Gibbs est contacté par un ami qu'il a connu à l'époque où il était Marine. Cette connaissance s'est reconvertie dans la politique et occupe le poste de sénateur. Il est impliqué dans le meurtre d'une femme lieutenant de la Navy. L'homme politique confie à Gibbs qu'il avait une relation avec la militaire, mais qu'il n'est pour rien dans sa mort. Par amitié, Gibbs accepte de garder cet aspect de l'affaire secret et de surtout ne rien dire à la presse. Un appel anonyme révèle à l'enquêteur où se trouve l'arme du crime. Il s'agit, en fait, d'un pistolet qui appartient au sénateur.



CANAL+ 19.45

IRON MAN

Film américain

Avec Robert Downey Jr, Gwyneth Paltrow, Terrence Howard, Jeff Bridges

Quelque part au Moyen-Orient, l'état-major d'un pays en guerre s'apprête à assister à une démonstration des nouveaux missiles produits par Stark Industries. C'est Tony Stark lui-même qui conduit les opérations. Epoustouffés, les militaires se disent prêts à signer un important contrat. C'est alors qu'un groupuscule rebelle enlève le célèbre industriel américain. Retenu captif dans une grotte isolée, Stark n'a pas d'autre choix que de coopérer. A la demande de ses ravisseurs, il doit élaborer une arme ultra-puissante. Blessé à la poitrine, Stark décide de détourner le matériel mis à sa disposition pour fabriquer un équipement qui l'aidera à se maintenir en vie.



21.10 Secret Story



Présenté par Benjamin Castaldi

La maison des secrets paraît bien vide désormais. Voici trois mois que le jeu a démarré et les éliminations se sont succédées. Ils ne sont plus qu'une poignée à pouvoir encore espérer remporter cette troisième édition. Si la plupart des secrets ont à présent été révélés, les habitants de la maison n'ont pas pour autant cessé d'affûter leurs stratégies.
22.45 Sans aucun doute
00.25 50mn Inside
01.20 Enquêtes et révélations



22.50 Scrubs



- Mon jour de congé

Série américaine

Avec Zach Braff, Sarah Chalke

Au moment des fêtes de Thanksgiving, John Dorian se rend à l'hôpital car il ressent une vive douleur au ventre. Elliot l'examine et diagnostique très vite une appendicite. JD refuse que ce soit Turk qui l'opère. Celui-ci est profondément vexé, mais il se charge quand même de l'opération.
01.30 M6 Music / Les nuits de M6



21.50 Spécial investigation



- Argent public : prends l'oseille et tire-toi !

Présenté par Stéphane Haumont

Les subventions publiques accordées aux entreprises représentent près de 23% du budget de l'Etat. Exonérations de taxes sur les bas salaires, compensation des 35 heures, soutien à l'investissement, aides à l'exportation : plus de 6000 dispositifs d'aides aux entreprises privées existent.
22.45 Mensomadaire
23.15 La fille de Monaco
00.45 Le Bossu



17.00 TV5MONDE, le journal
17.20 L'invité TV5MONDE
17.40 Catherine
18.05 Tout le monde veut prendre sa place
19.00 Journal (TSR)
19.30 Journal (France 2)
20.00 Taratata
21.55 TV5MONDE, le journal
22.05 Le journal de l'éco
22.10 TV5MONDE, le journal Afrique
22.25 Temps présent
23.30 La nuit du Ramadan
00.45 A la Di Stasio
01.15 Les visites d'intérieur

07.30 JAG
09.10 Plus belle la vie
10.00 Code Quantum
10.55 Coeur Océan
11.45 Samantha Oups !
12.00 Tennis
17.10 Code Quantum
18.05 Plus belle la vie
19.30 Palizzi
19.35 One man sauvage
21.35 La route du rire
21.40 Doctor Who
22.25 Action spéciale douanes
00.10 Programmes de la nuit

09.10 Les enquêtes impossibles
11.05 Total déco
11.30 Les vacances de l'amour
12.30 STF
13.25 Le refuge
15.00 Medicopter
16.55 The Sentinel
17.45 Family Guy
18.40 Dragon Ball Z
19.35 Si j'étais lui
21.15 Catch Attack
23.00 Journal
23.05 Actu ciné
00.10 Le refuge
01.40 Les enquêtes impossibles

75 millions de dollars pour la contrebande de médicaments

Les narcotrafiquants ont mobilisé plus de 75 millions de dollars pour financer la contrebande de médicaments au niveau mondial, a indiqué le bureau des Nations unies contre la drogue et le crime (ONU-DC), invitant les pays riches à cesser de se servir de l'Afrique de l'Ouest comme «dépotoir de médicaments contrefaits».

L'annonce a été faite par la représentante de l'UNODC au Nigeria, Mme Dagmar Thomas, citée mercredi par des médias à l'occasion du lancement de la coalition internationale contre la contrefaçon de médicaments organisée. Mme Dagmar Thomas a notamment précisé que les réseaux des narcotrafiquants ont engrangé «435 millions de dollars avec la vente de 45 millions de médicaments anti-paludéens en Afrique de l'Ouest». Après avoir constaté que les activités des narcotrafiquants constituent «une menace internationale», la responsable onusienne a exhorté les pays riches à «cesser de se servir de l'Afrique de l'Ouest comme «dépotoir» de médicaments contrefaits» et averti les sociétés privées à «renoncer à un tel acte sous peine d'interdiction d'exercer».

Par ailleurs, soulignant l'importance d'une lutte stricte et efficace contre ce fléau qui ne peut être éradiqué «sans une application rigoureuse des réglementations pharmaceutiques», l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) qualifie la contrefaçon de médicaments comme «un commerce mondial qui prospère dans les pays où les systèmes de réglementation sont fragiles».

Grippe H1N1 : l'Egypte ordonne la fermeture des écoles étrangères

L'Egypte a ordonné la fermeture à partir de jeudi jusqu'au 3 octobre des écoles et universités étrangères, dans le cadre des mesures de prévention contre la grippe H1N1, a-t-on appris mercredi auprès du ministère de la Santé. Cette mesure vise à aligner les établissements étrangers sur le régime des Egyptiens, dont la rentrée, initialement prévue pour la dernière semaine de septembre, a déjà été reportée au 3 octobre, a indiqué un responsable du ministère.

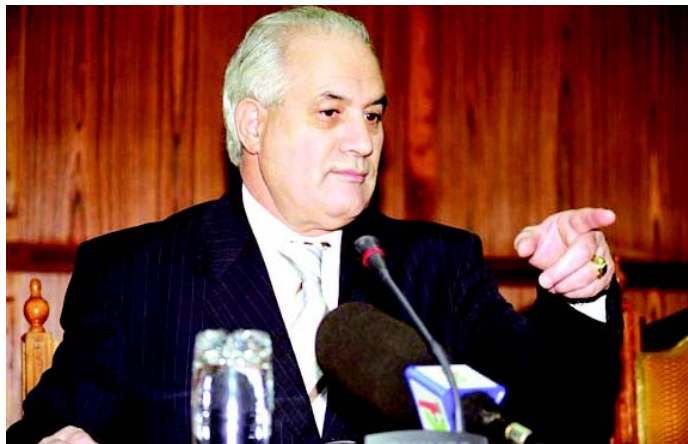
Les établissements étrangers qui, pour la plupart, avaient repris les cours ces dernières semaines, vont devoir fermer leurs portes à partir de jeudi. Cette décision concerne notamment les établissements scolaires français en Egypte, dont le principal, le Lycée français du Caire (LFC), compte 1.700 élèves, bien qu'aucun cas de grippe H1N1 n'y ait été recensé à ce jour, a-t-on indiqué à l'ambassade de France. L'Université américaine du Caire (AUC), qui avait rouvert ses portes le 6 septembre, a indiqué dans un communiqué qu'elle allait elle aussi suspendre ses cours à partir de jeudi, jusqu'au 3 octobre.

Aucun cas de grippe H1N1 n'a été détecté jusqu'à présent parmi ses élèves ou le personnel, ajoute l'université.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Belaïz: «14 agents incarcérés pour avoir agressé des prisonniers»



Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, M. Tayeb Belaïz, a réaffirmé hier à Alger son intransigeance envers toute personne maltraitant les prisonniers, quel que soit son statut.

«Il est strictement interdit à tout agent, fonctionnaire ou responsable de porter atteinte à un prisonnier, de le maltraiter ou de l'injurier», a indiqué le ministre dans une déclaration à la presse en marge d'une visite d'inspection à l'établissement de rééducation et de réinsertion d'El-Harouch. Il a affirmé à ce propos veiller personnellement au respect de la dignité des prisonniers qui payent le prix de leurs erreurs envers la société en étant privés de leur liberté. Belaïz a rappelé à ce propos l'inspection menée depuis six mois qu'il a chargée d'effectuer des visites

inopinées et continues aux différents établissements pénitentiaires et centres de rééducation. L'inspecteur général qui préside cette instance élabore des rapports périodiques sur la situation au sein des établissements pénitentiaires, a-t-il ajouté.

«Le ministère n'a rien à cacher à ce sujet et l'agression dont a été victime l'un des prisonniers de la part d'un agent de l'établissement pénitentiaire de Bli-da n'est pas un cas isolé», a indiqué le ministre. «14 agents sont actuellement incarcérés dans des établissements pénitentiaires pour avoir agressé des prisonniers», a-t-il ajouté. Il a ajouté à ce propos que l'enquête autour de cette affaire a démontré que l'agent a bel et bien frappé le prisonnier. La loi a été appliquée et l'agent se

trouve actuellement en détention préventive.

Concernant les prisonniers algériens détenus en Libye, M. Belaïz a exprimé la «reconnaissance de l'Algérie quant à la position du Guide de la révolution libyenne» qui a promulgué une grâce présidentielle au profit de plus de 30 détenus algériens en 2008, de 28 détenus pendant le premier semestre de l'année 2009 et récemment de 33 autres détenus. L'initiative du colonel Maammar El-Gueddafi est «noble et traduit les bonnes relations qui lient l'Algérie à la Libye», a précisé le ministre, ajoutant que «la grâce n'est pas un droit, d'autant que les détenus concernés ont été condamnés à la peine capitale ou à la perpétuité pour des crimes très lourds, dont le trafic de stupéfiants».

Des Sahraouis blessés lors d'une manifestation à El-Ayoun

Une trentaine de Sahraouis ont été blessés ou arrêtés dans la nuit de mardi à mercredi au cours d'une manifestation pacifique dans la ville d'El-Ayoun occupée, rapporte l'agence de presse sahraouie (SPS). Selon l'agence, qui cite une source du ministère des Territoires occupés et de la communauté sahraouie à l'étranger, des centaines de citoyens sahraouis sortis dans le quartier Maatala ont réclamé «le retrait immédiat de l'occupant marocain au Sahara occidental». Ils ont également dénoncé «des procès iniques et les violations flagrantes des droits de l'Homme commises par l'Eilat marocain contre les citoyens sahraouis sans défense qui appellent à l'autodétermination de leur peuple», précise SPS. «Les forces de répression marocaines ont bloqué les accès aux rues menant au quartier Maatala, qui se trouve toujours en état de siège, pour empêcher les citoyens sahraouis de visiter les blessés où de participer à d'éventuelles manifestations en faveur de l'indépendance du Sahara occidental», ajoute la même source.

Barroso réélu à la tête de la Commission européenne

Le président de la Commission européenne José Manuel Barroso a été réélu mercredi pour un second mandat de cinq ans par le Parlement européen avec une confortable majorité absolue, malgré un bilan controversé jusqu'ici. L'ancien Premier ministre portugais a recueilli 382 voix contre 219. Il y a eu 117 abstentions. Sur les 736 eurodéputés de l'hémicycle, un total de 718 ont participé au scrutin. Dès son élection acquiesce, M. Barroso a félicité les parlementaires européens pour «d'énorme confiance» qu'ils lui ont accordée. Il a rappelé que son parti était «l'Europe» et il s'est engagé à œuvrer pour «une Europe forte, libre et solidaire».

M. Barroso, seul candidat en lice et déjà soutenu par l'ensemble des chefs d'Etat et de gouvernement des 27 pays de l'UE, a réussi à obtenir l'aval de plus de 50 % des eurodéputés, alors qu'une majorité relative aurait été suffisante.

EDITORIAL

Par K. Selim

UN TABOU BRISÉ ?

L'opinion internationale, en dépit d'un matraquage incessant des centres médiatiques dominants, semble de moins en moins favorablement disposée à l'endroit d'Israël. L'opération «plomb durci» contre la ville assiégée de Gaza en décembre 2008 avait suscité une vague d'indignation qui ne semble pas retomber. Les appels au boycott se multiplient, tout comme les initiatives internationales qui relaient les luttes des Palestiniens.

Ainsi, la campagne BDS (boycott, désinvestissement, sanction) lancée par des organisations palestiniennes a trouvé une première traduction concrète : la Norvège a annoncé son retrait du capital d'une entreprise israélienne qui équipe le mur de séparation. La poursuite de la colonisation en Cisjordanie, au mépris de toutes les règles de droit et de la morale la plus élémentaire, par le gouvernement de Tel-Aviv renforce la détermination des opposants à la politique de force. Le mépris affiché pour le droit et la stratégie du fait accompli, longtemps entérinés sans réserve par les Occidentaux, commence à saper le soutien systématique dont les Israéliens ont bénéficié au nom de la culpabilité de la Civilisation pour le gé-

nocide des juifs européens. La demande réitérée de l'administration Obama de mettre un terme aux implantations de colons est révélatrice d'un climat modifié. Même l'allié le plus puissant et le plus soumis de l'Etat d'Israël est contraint de s'écarter de la ligne de soutien systématique, active ou muette, observée depuis des décennies.

Les défenseurs du droit des Palestiniens à vivre dignement dans un Etat au plein sens du terme relancent le débat sur des sanctions officielles, à l'instar de celles imposées à l'Afrique du Sud au temps de l'apartheid. Le débat sur les sanctions a peu de chance de trouver un écho au Conseil de sécurité, où les alliés de la cause sioniste, américains en tête, disposent du droit de veto.

Mais un tabou est brisé. Israël n'est plus intouchable. Le rapport Goldstone met en cause gravement le gouvernement et l'armée sionistes qu'il accuse de crimes de guerre, voire de crimes contre l'humanité. La voie est pavée pour une action de la Cour pénale internationale, pour autant que son procu-

reur, Luis-Moreno Ocampo, mette autant de zèle à poursuivre les criminels israéliens qu'à incriminer le chef de l'Etat soudanais.

C'est dans ce contexte que Turki Al Faisal, ancien chef des renseignements saoudiens et ancien ambassadeur à Washington, publie une tribune dans le New York Times où il réaffirme clairement les conditions de Ryad à la pleine reconnaissance d'Israël. Le frère du ministre des Affaires étrangères saoudien est un homme du sérail au plein sens du terme et ses déclarations engagent la monarchie pétrolière. Turki Al Faisal précise qu'Israël, qui n'a jamais pris en considération les offres arabes de paix globale, doit arrêter la colonisation de la Cisjordanie, rapatrier les colons installés, restituer Jérusalem-Est et les autres territoires occupés depuis juin 1967.

Faisant état des pressions exercées sur l'Arabie Saoudite, notamment l'idée d'un voyage «à la Sadate» du roi Abdallah, le responsable saoudien rappelle que la visite à Tel-Aviv du président égyptien avait été précéedée par l'acceptation du retrait intégral du Sinaï occupé par l'armée israélienne. La paix contre la terre, même les Saoudiens ne peuvent accepter moins...

Publicité



Construire autrement
www.oranbuild.com
Tél / Fax : +213 (0) 21 608 608
Mobile : +213 (0) 554 705 453
E-mail : contact@oranbuild.com

تحت الرعاية السامية للسيد معالي وزير الأشغال العمومية

Sous le Haut Patronage de Monsieur le Ministre des Travaux Publics

الصالون الدولي للبناء والأشغال العمومية

Salon International de la Construction et des Travaux Publics

قصر المعارض - المدينة الجديدة - وهران من 27 إلى 31 أكتوبر 2009

Palais des Expositions EMEC-Madina Djedida-Oran du 27 au 31 Octobre 2009

Organisé par

Partenaire

Partenaire Media

